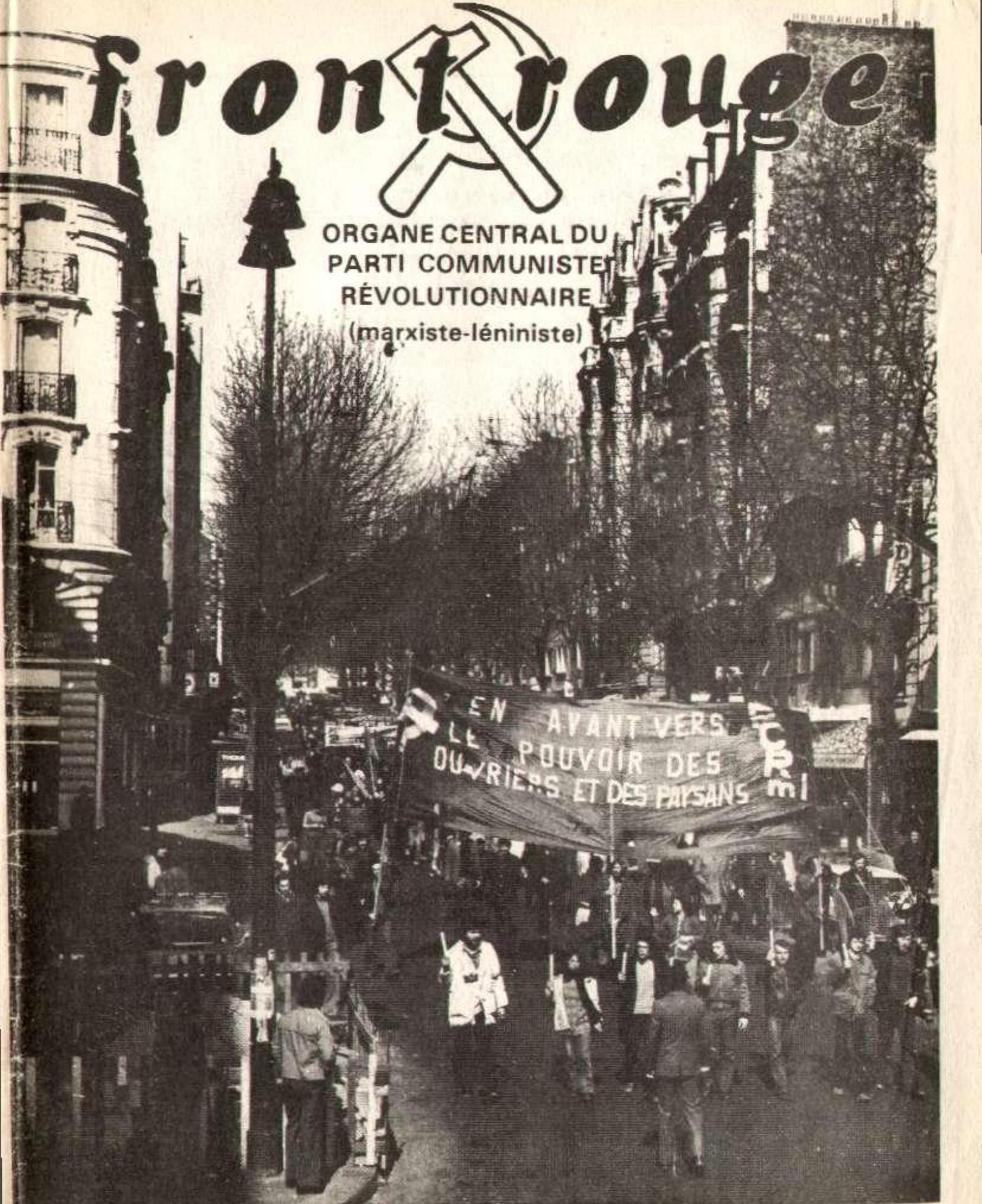


# front rouge



ORGANE CENTRAL DU  
PARTI COMMUNISTE  
RÉVOLUTIONNAIRE  
(marxiste-léniniste)



EN AVANT VERS  
LE POUVOIR DES  
OUVRIERS ET DES PAYSANS  ml

## Sommaire

- Editorial..... p. 3
- Unité : faisons le point..... p. 5
- Deuxième réunion nationale  
des cellules d'entreprises..... p. 8
- La mobilisation du 21 mars,  
un succès pour le Parti..... p. 14
- SNCF : un bilan nécessaire..... p. 19
- Orléans : bilan des luttes..... p. 24
- Le mouvement étudiant :  
quelles orientations ?..... p. 28
- La Commune : une intense lutte  
de classe pour le pouvoir..... p. 31
- Chine, à propos de l'incident  
politique contre-révolutionnaire  
de la place Tien An Men..... p. 36
- « Comment Yukong déplaça  
les montagnes »..... p. 40
- 30 mars 76, Journée de la Terre  
en Palestine occupée..... p. 42
- Une poigne de fer sur  
l'Argentine..... p. 45

## ABONNEZ-VOUS A FRONT ROUGE

POUR LA FRANCE	PLI NORMAL	PLI FERMÉ
6 mois	30 F	50 F
1 AN	50 F	100 F
LE NUMERO	5 F	

POUR L'ÉTRANGER  
ÉCRIRE A LA REVUE QUI FOURNIRA LE TARIF

Nom .....

Profession .....

Adresse .....

envoyez à FRONT ROUGE  
B.P. 68  
75019 PARIS  
CCP 31 191 14 La Source

## Comité de Rédaction

Max CLUZOT  
*(Directeur Politique)*

Christine VAIVRE  
*(Secrétaire de Rédaction)*

Annie COSSIN

Gabriel FERRÉOL

Michel FLORAC

Jean-Pierre MORVAN

Guy MORY

Stéphane RAYNAL

Bertrand REY

Charles VILLAC

Jean-François VITTE

## LA SOCIÉTÉ RÉPRESSIVE

### AVANCÉE

Le thème de la sécurité des Français, devient un thème quasi permanent dans l'intervention de la bourgeoisie. Campagnes de presse, projets de loi, rapports secrets, mise sur pied de commissions gouvernementales... tout est développé pour accroître le sentiment d'insécurité chez les Français et justifier ainsi tout une série de mesures répressives qui ont en fait un autre objet que la simple limitation de la délinquance. La prise de conscience de la réelle nature de ces campagnes sur la sécurité, et l'organisation des travailleurs pour repousser cette nouvelle et sournoise attaque contre les libertés démocratiques, font partie intégrante du travail révolutionnaire.

C'est comme par hasard au lendemain de l'assassinat odieux de Troyes, que Poniatowski révélait qu'un projet de loi était en préparation pour combattre l'extension de la délinquance et en prévenir les conséquences. La révolte unanime face à ce crime ignoble, créait un terrain favorable où le ministre de l'intérieur a développé avec complaisance son projet. L'examen des mesures qu'il propose, récemment entérinées par le conseil des ministres, montre pourtant que ce n'est pas la seule délinquance qui est visée. Quelles sont ces mesures :

— *Légalisation et extension des opérations «coups de poing», ainsi qu'autorisation des fouilles systématiques des voitures.* Sans être légales, ces opérations étaient déjà pratiquées largement. Poniatowski annonce simplement leur extension, et fait admettre des peines de prison et des amendes pour ceux qui voudraient s'y soustraire. Les truands de grande envergure, ceux qui ont pignon sur rue ne sont guère inquiétés par ces mesures : jamais la police ne s'est enorgueillie d'une telle prise lors des opérations «coups de poing», et pour cause, toute l'histoire des gangs ces dernières années a montré, particulièrement à Lyon, l'interpénétration entre le milieu politique et le milieu tout court : service d'ordre de partis gouvernementaux et équipes de gangsters recrutent aux mêmes endroits, et les caisses de ces gens-là ne sont pas rigoureusement distinctes, c'est le moins qu'on puisse dire. Par contre, les opérations «coups de poing» ont montré leur efficacité pour inquiéter le travailleur immigré dont les papiers ne sont pas en règle, le jeune chômeur dont la mobylette n'a pas d'assurance, le militant révolutionnaire dont la police veut surveiller les activités...

— *Répression alourdie pour les ports d'armes, allant jusqu'à 5 ans de prison.* Cette répression ne frappe pas seulement le port d'une arme effective, mais aussi le port de ce qui peut être assimilé à une arme, ou mieux à la partie d'une arme. On voit à partir

de là toutes les provocations qui peuvent être montées contre les travailleurs se rendant à une manifestation, ou même simplement au piquet de grève de leur entreprise !

— *Alourdissement des peines et des conditions de détention.* Prenant prétexte des conditions de détention allégées dont bénéficient certains détenus, truands fortunés de haut rang, Poniatowski annonce un alourdissement important des conditions de détention qui frapperont indistinctement le truand récidiviste et le chômeur emprisonné pour un vol de mobylette...

D'ailleurs dans un rapport, destiné initialement à rester secret et traitant du développement des forces de police jusqu'en 1980, le ministère de l'intérieur est nettement plus explicite sur le but que vise réellement le renforcement de la police et de ses moyens. Ce n'est pas tant la délinquance en particulier, qui est visée, que la surveillance en général des masses populaires et la répression de leurs luttes. Tout l'arsenal évoqué dans ce rapport le confirme.

Mentionnant la question de «l'aggravation des risques» qui remettent en cause la sécurité des Français, le rapport cite explicitement les luttes des travailleurs : «Les atteintes à l'ordre public et les conflits sociaux se multiplient tout en se faisant plus violents et plus âpres», pour déduire un peu plus loin «Police et gendarmerie devront s'attacher prioritairement... à préserver en toutes circonstances la sécurité et l'autorité de l'Etat... sans lesquelles la sécurité personnelle des citoyens ne serait qu'un vain mot». Bref, la sécurité des Français c'est l'extension de l'autorité de l'Etat pour prévenir les conflits sociaux ! On ne peut être plus explicite.

o Et le rapport de détailler les moyens supplémentaires dont il faut doter la police et la gendarmerie : «Les formes d'action les plus dynamiques sont systématiquement préférées aux missions statiques aussi lourdes qu'inefficaces : les prochaines années verront se développer diverses méthodes qui n'ont reçu jusqu'à présent, faute de moyens, qu'une application limitée : brigades frontalières mobiles, patrouilles légères de sécurité, brigades de surveillance nocturne, brigades anti-hold up, opérations «tranquillité vacances»... Simultanément la politique de l'ilotage dont on connaît l'efficacité, mais aussi le coût en personnel, sera menée activement jusqu'à l'établissement d'un quadrillage serré des principales agglomérations». C'est-à-dire en clair, que la sécurité des Français exige d'enserrer les quartiers populaires dans un



climat de surveillance étroite et constante, allié à la multiplication des contrôles surprises. Tout élément du peuple est considéré comme un délinquant en puissance et soumis aux mêmes mesures répressives. On voit tout de suite ce qu'un tel programme comporte à la fois de menaces dissuasives pour décourager les travailleurs d'engager des luttes, et de moyens supplémentaires pour frapper les travailleurs qui s'organisent, par exemple dans un quartier pour lutter contre une saisie ou une expulsion. Le rapport indique par ailleurs que pour accroître ses capacités répressives, la police doit d'une part, augmenter ses effectifs, d'autre part, abandonner les missions qui ne sont pas directement répressives (trafic routier, port des plis judiciaires...): «C'est en principe, au total, un effectif de 9000 policiers qui pourra de la sorte être redéployé d'ici à 1980» chiffre le rapport.

o Enfin, concernant la question des forces de gendarmerie, le rapport abandonne le mauvais alibi de la délinquance et ne cherche aucune autre justification à l'extension de ces moyens que le développement des manifestations. Tirant à sa façon les leçons d'Aléria et de Montredon, le ministère de l'intérieur indique qu'il faut adapter la gendarmerie à «l'évolution des missions et du contexte social dans lequel celles-ci sont exécutées», et accroître ses effectifs de 6600 hommes pour «obtenir une plus grande souplesse et une plus grande mobilité dans l'action ainsi qu'une meilleure adéquation des moyens aux besoins d'intervention face aux situations de violence caractérisées».

Voilà ainsi les travailleurs prévenus: les campagnes sur la délinquance plus ou moins directement téléguidées, servent à alimenter cette notion vague d'insécurité, qui veut justifier l'accroissement et l'utilisation massive des moyens répressifs de la bourgeoisie. De telles campagnes et de telles mesures sont extrêmement dangereuses. Parce qu'elles veulent accoutumer les travailleurs à la présence permanente de la police, aux quadrillages serrés, aux contrôles fréquents... Parce qu'elles multiplient les moyens pour la bourgeoisie de surveiller les éléments actifs de la classe ouvrière et d'entraver leur action... Parce qu'elles renforcent les moyens d'intervention violents contre les luttes des travailleurs... Pour ces trois raisons, il s'agit aujourd'hui d'engager une lutte résolue contre cette nouvelle atteinte aux droits des travailleurs, aux libertés qu'ils ont durement conquises contre la

classe des exploités. Ces derniers mois ont montré une accélération importante de la crise politique. L'échec de la politique de réformes, à la fois incapable de susciter le moindre espoir chez les travailleurs, et génératrice de divisions importantes dans le camp qui gouverne, conduit le pouvoir à recourir de plus en plus systématiquement à la répression des luttes, au développement d'un climat policier. Le nombre d'occupations d'usines conclues par l'envoi de CRS, de dirigeants syndicaux licenciés et trainés en justice, de manifestations et de réunions interdites, de militants politiques emprisonnés ou trainés en Cour de Sécurité de l'Etat... est en constante augmentation. Un tel climat révèle à la fois la faiblesse du pouvoir qui, aujourd'hui, ne peut plus gouverner comme avant, et aussi la nécessité de construire une riposte ferme, large et offensive. Quand nos libertés démocratiques sont menacées, c'est la possibilité de déclencher une offensive d'ensemble contre la bourgeoisie, qui est compromise du même coup. A l'heure où se dessinent, dans la classe ouvrière, chez les petits paysans, chez les étudiants, les contours d'une unité populaire à forger, à l'heure où mûrit dans les luttes quotidiennes et répétées de la classe ouvrière, la conscience de la nécessité d'un mouvement d'ensemble contre la bourgeoisie, il est particulièrement important de mener une bataille résolue pour la défense des libertés démocratiques, pour la défense de notre droit à lutter, à contester cette société de misère, d'exploitation et d'oppression. C'est pourquoi il est particulièrement important de répondre systématiquement à toute violation des libertés démocratiques. Pas d'expulsion de travailleurs immigrés, pas de provocation anti-jeunes, pas de licenciement d'ouvriers combatifs, pas d'atteinte aux droits de réunion et de manifestation, sans riposte immédiate. C'est dans de telles ripostes que prendra corps la campagne pour la défense des libertés démocratiques et qu'elle prendra suffisamment d'ampleur pour contraindre la bourgeoisie au recul.

#### RECTIFICATIF

Le titre de l'éditorial du n°4 de Front Rouge comportait une erreur: la citation exacte est «Rien d'impossible au sein de l'univers, pourvu qu'on ose escalader la cime», alors que notre texte indiquait «pourvu qu'on sache...». Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de cette erreur.

# UNITÉ :

## FAISONS LE POINT

Après plus de six mois d'efforts déployés en vue de faire progresser l'unité des marxistes-léninistes, il est nécessaire de faire le point. Rappelons rapidement les bases sur lesquelles nous nous sommes engagés dans le processus unitaire : un certain nombre d'organisations se réclament du marxisme-léninisme, il est nécessaire d'entamer un débat public sur la ligne politique, portant essentiellement sur quatre points afin de déterminer les points d'accord et de désaccord et d'avancer dans l'unification, si elle s'avère possible, en résolvant progressivement les contradictions existantes.

### LES BASES POUR LE PROCESSUS UNITAIRE

Tirons toutes les conclusions de cette position initiale :

1) Notre proposition s'adresse à *toutes* les organisations qui se *réclament* du marxisme-léninisme. Le fait de se réclamer du marxisme-léninisme pour une organisation ne signifie pas qu'elle soit, de ce simple fait, une organisation marxiste-léniniste. C'est justement le débat sur la *ligne* qui permettra d'y voir plus clair. Par contre s'en réclamer est une donnée objective, permettant un recensement. On peut de la sorte établir la liste de ceux qui explicitement, déclarent se réclamer du marxisme-léninisme. A ce stade, il n'est pas encore temps de juger, ni de pratiquer des exclusives. Voilà pourquoi notre proposition s'adresse aussi bien à l'Humanité Rouge qu'à la GOP ou Révolution, ou à d'autres encore.

2) Partant de cette première et grossière démarcation, ce qui va permettre une délimitation plus rigoureuse, c'est le débat politique sur la *ligne*. En effet, pour les marxistes-lé-

nistes «la ligne idéologique et politique est déterminante en tout», c'est elle qui va donc déterminer le processus unitaire. Et c'est la discussion des propositions politiques de chacun qui permet de sanctionner, de vérifier, l'accord avec les fondements idéologiques proclamés : le marxisme-léninisme. C'est seulement l'avancée dans l'unification sur la ligne qui peut permettre tout progrès dans l'unification et rien d'autre.

3) Engager un tel processus en vue d'aboutir à l'unification, c'est bien faire preuve du désir d'unité et donc situer les contradictions entre organisations, tant que dure ce débat, dans le cadre des contradictions au sein du peuple et s'attacher à les résoudre par la persuasion. Cependant comme tout phénomène, ce processus unitaire doit être envisagé de manière dialectique : c'est-à-dire non pas sous la forme d'une addition des organisations existantes, mais sous la forme d'une lutte entre conceptions opposées, entre lignes opposées. Doit-on partir de la conception fautive : deux fusionnent en un ou de la conception juste : un se divise en deux, tel est bien le problème ? Concrètement, alors que l'origine de la division entre marxistes-léninistes est l'existence de lignes opposées, ce qui fonde ou entretient l'existence d'organisations distinctes, faut-il ignorer ou considérer comme secondaires ces différences de ligne en prétendant par exemple que le centralisme démocratique au sein d'un même organisation permettrait de régler ces contradictions ? A l'inverse de l'Humanité Rouge, nous ne croyons pas à l'unité possible d'une organisation construite sur des lignes politiques différentes, car nous pensons que la première délimitation d'un parti est bien sa ligne (déterminante en tout).

Cela nous le rabâchons aux camarades de l'Humanité Rouge depuis des longs mois, jusqu'ici sans grand succès. Faisons donc le point sur l'avancée exacte du processus unitaire.

### L'HUMANITÉ ROUGE ET SA CONCEPTION DE L'UNITÉ

Avec l'Humanité Rouge, un certain nombre d'actions communes ont pu être entreprises (mobilisation contre les assassinats des antifascistes espagnols, rassemblement lors de la mort du camarade Chou En-lai, manifestation de soutien aux viticulteurs...), cependant chacune de ces actions ne s'insère pas dans une politique unitaire cohérente et suivie. Il s'agit d'actions ponctuelles. Car le débat politique n'a guère progressé, malgré un certain nombre de réunions. La raison essentielle de ce retard tient à la différence de conceptions sur le processus unitaire lui-même, et plus précisément à la sous-estimation constante de la politique par l'HR. Examinons brièvement la conception de l'HR sur l'unité telle qu'elle ressort de plusieurs articles de son journal et des propos de son dirigeant : J. Jurquet à la Mutualité. En gros, les organisations marxistes-léninistes, partant du désir d'unité doivent s'unifier rapidement, en mettant l'accent sur l'unification idéologique, et régler les différences de point de vue qui existent inévitablement, sur la base du centralisme démocratique, au sein d'un même organisation. Ceci parce que les communistes n'ont pas d'intérêts distincts du prolétariat et que le prolétariat aspire à une organisation unique. Seul l'esprit de secte ou de chapelle, propre à la petite bourgeoisie freine ce processus. Le débat sur la ligne politique, si certaines discussions ne sont pas inutiles, risque fort d'aboutir, nous dit-on, à un débat sur le sexe des anges. Et voilà ! Une telle conception, à première vue, peut paraître logique. En effet, les communistes n'ont pas d'intérêts distincts de l'ensemble du prolétariat, c'est pour cela qu'ils doivent s'unir. Cependant s'ils n'ont pas d'intérêts distincts du reste du prolétariat, ils ont bien une *fonction* spécifique qui les

amène d'ailleurs à s'organiser en parti : ils doivent *conduire* la classe ouvrière dans sa conquête du pouvoir, et pour cela, leur tâche spécifique, c'est bien d'élaborer une juste ligne politique. Aussi leur désir d'unité doit-il s'appliquer précisément à cette tâche qui est la leur, aussi doivent-ils s'unifier sur la *ligne*. C'est pour cela, concernant l'HR, que la plus grande clarté doit être faite sur la ligne suivie par cette organisation. Il est de notoriété publique que la ligne suivie par elle l'an dernier était une ligne archifausse, aboutissant à une collaboration de fait avec la bourgeoisie monopoliste, et qui n'était pas sans rappeler la ligne de droite défendue un temps à la direction du PCF par le groupe Servin-Casanova, qui en furent alors écartés. Cette ligne qui privilégiait l'alliance avec les hommes de la bourgeoisie (Jobert) ou les groupuscules gaullistes ou monarchistes (Nouvelle Action Française) n'a fait l'objet d'aucune autocritique *complète* et *officielle*, jamais sa dominante social-chauvine n'a été clairement mise en lumière ; simplement de rapides allusions et un texte de la revue «Prolétariat» ont indiqué que l'Humanité Rouge ne s'en tenait plus à ces positions. L'HR passe ainsi d'une ligne à une autre (d'ailleurs mal définie) sans s'en expliquer complètement. Elle laisse ainsi la voie libre à ceux qui soutiennent, non sans une certaine mauvaise foi, qu'elle n'a pas changé de position, mais surtout elle freine de la sorte le processus d'unification, en entretenant une réelle méfiance, chez les marxistes-léninistes, qui entre en contradiction avec leur désir d'unité.

#### UNIFICATION IDÉOLOGIQUE ET UNIFICATION POLITIQUE

Depuis que nous défendons ce point de vue, l'Humanité Rouge s'est forgé un argument, qui à notre sens n'en est pas un. Analysant à sa manière la citation de Mao Tsé Toung : la ligne idéologique et politique est déterminante en tout, l'HR souligne que le caractère idéologique de la ligne précède son caractère politique et qu'il faut donc veiller avant tout à l'unification idéologique. Nous croyons en effet qu'il ne peut y avoir, quant au fond, de réelle unification politique sans unification idéologique, mais la sanction de cette unification idéologique, de cette unification sur la conception du monde et les principes du marxisme-léninisme, consiste justement dans l'unification politique, dans l'analyse concrète de la situation concrète.

L'unification idéologique n'a pas de sens entre organisations qui fondent déjà leur démarche sur les principes du marxisme-léninisme en dehors d'une confrontation, sur cette base, de leurs lignes politiques respectives. C'est pourquoi, le contenu que l'HR donne à cette unification idéologique est si pauvre : désir d'unité, loyauté... et ainsi, en lui ôtant tout contenu politique, l'HR dépouille-t-elle l'unification idéologique de l'essentiel de sa substance, pour la réduire à de vagues principes moraux. Nous pensons, au contraire, que l'unification politique, dans les luttes qu'elle suscite nécessairement, ne doit pas et ne peut pas esquiver la lutte idéologique : d'ailleurs l'essentiel des questions politiques importantes qui font problème entre organisations, ont leur origine dans une conception non matérialiste dialectique de la réalité. Ainsi par exemple, de la caractérisation erronée de la contradiction principale en France par l'HR l'an dernier, qui d'après Henri Jour, trouve son origine dans le subjectivisme, ainsi aussi de la conception non dialectique de l'unité mise en avant aujourd'hui par HR.

Mais ces exemples abondent dans notre sens : c'est bien en confrontant minutieusement les lignes politiques que l'unification idéologique peut progresser et non l'inverse. C'est bien là le seul terrain concret qui permette de mettre à jour les conceptions, les points de vue en présence. L'objection de HR ne vaut pas.

De la même façon d'ailleurs, il est impossible de parvenir à une réelle unification politique sur la ligne, sans unification idéologique. Nos camarades de la GOP qui s'engagent dans un processus de fusion avec Révolution sans avoir mené une lutte conséquente contre les points de vue trotskystes présents dans cette organisation commettent une grave erreur. Ils ne peuvent confondre les reculs, les concessions, établis dans le débat politique avec une solide unité sur la ligne, passant par une lutte idéologique active contre les soubassements trotskystes et petits bourgeois de nombreuses positions actuelles de Révolution (sur la définition du révisionnisme comme stalinisme notamment). Pour nous, une «juste ligne idéologique et politique» forme un tout indissociable, dans la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier : l'examen des lignes en présence ne peut être esquivé, dans l'ensemble de leurs prolongements. Nous reviendrons sur ce différend avec la GOP.

#### BANNIR INSINUATIONS ET EXCLUSIVES

Mais à ce propos, disons un mot sur l'inadmissible pratique d'insinuations de la part de l'Humanité Rouge à propos de nos discussions avec les camarades de la GOP et avec Révolution. Aujourd'hui l'HR, que nous voyons venir de loin, tout en esquivant le débat politique de fond sur la ligne, insinue que notre parti se trouverait à la croisée des chemins, entre le marxisme-léninisme et le trotskysme. Elle écrit même dans son journal : où va le PCR (ml) ? Elle nous a adressé une lettre dans laquelle elle nous somme de mettre un terme à nos discussions d'information avec Révolution, faute de quoi elle romprait tout lien avec nous et nous dénoncerait comme étrangers au marxisme-léninisme.

Cela, nous ne le conseillons pas à nos camarades de l'Humanité Rouge, ils l'ont déjà fait par le passé, en un moment où ils étaient moins scrupuleux dans leurs alliances, et ça n'a pas changé grand-chose à la réalité. Pas plus qu'il ne s'auto-proclame, le marxisme-léninisme ne s'interdit. C'est que nous tentons d'avoir pour notre part, une conception dialectique de l'unité et que nous pensons nécessaire, à propos de toute organisation qui se réclame du marxisme-léninisme, de mener la lutte de ligne, de façon à affirmer par le débat une ligne juste et à balayer les conceptions erronées, à extirper les points de vue faux, nous croyons même particulièrement à la force du marxisme-léninisme, qui est une arme de combat et n'a pas besoin de cordon sanitaire, construit sur des exclusives, pour s'affirmer. Voilà pourquoi, malgré ces sommations, nous poursuivrons nos discussions d'information avec Révolution, que nous considérons non comme l'HR l'écrit à tort, comme une organisation marxiste-léniniste, mais comme une organisation qui se réclame du marxisme-léninisme, sur laquelle nous nous ferons de la sorte une idée sans doute bien plus précise que ne peut le faire l'HR. Quant à la conception mécaniste selon laquelle discuter avec Révolution signifie se trouver à la croisée des chemins entre marxisme-léninisme et trotskysme, elle est à ce point rudimentaire qu'elle mérite d'être vite reniée, à moins que tout désir d'unité ait subitement fondu.

## POUR UN DÉBAT POLITIQUE DE FOND

Mais cette méfiance vis-à-vis du débat politique n'est pas propre aux discussions que nous tenons avec toute organisation se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée Mao-tsé-toung. Elle concerne également les discussions que nous avons avec l'Humanité Rouge précisément. Ainsi nos camarades de l'HR n'ont pas encore accepté le principe du caractère public des débats et donc de l'édition des compte-rendus précis des rencontres.

Ce qu'ils font ainsi valoir, c'est la nécessité de retenir seulement les points d'accord pour publication. Nous croyons au contraire à la nécessité de clairement exposer la lutte de ligne qui se mène et qui seule peut donner confiance dans l'avancée du processus unitaire. De même leur conviction est que la multiplication d'actions communes créera une dynamique de l'unité propre à rendre secondaires les contradictions politiques non résolues. L'expérience de ces quelques mois montre qu'au contraire, seul le débat politique permettra la multiplication des actions communes. Nous tenons suffisamment à cette juste position pour qu'il en soit ainsi.

Et ce n'est pas par esprit de secte, mais par réel souci d'unité, que nous demandons fermement à l'HR de ne plus «tourner autour du pot», de ne chercher aucun biais (la fausse contradiction dirigeants-dirigés, les tentatives de débordement à la base, toutes infructueuses, la piste trotskyste aujourd'hui) mais de s'engager, sur la base d'une autocritique conséquente de sa ligne social-chauvine de l'an dernier dans le débat politique de fond, sans lequel aucun progrès notable dans l'unification ne pourra s'effectuer. Il est inutile de geindre sur les conséquences de l'actuelle division des forces marxistes-léninistes alors qu'il y a tant à faire pour engager solidement l'unité.

## DÉVELOPPER LES ACQUIS DU MOUVEMENT MARXISTE-LÉNINISTE

Nous voulons faire une observation de plus : le mouvement marxiste-léniniste n'est pas naissant, il a déjà acquis une riche expérience, positive et négative. Il a tissé, surtout ces dernières années, des liens étroits avec la classe ouvrière, aussi les débats de ligne ne sont-ils pas discussions sur des principes généraux, mais ils mettent en cause l'acquis de la pratique révolutionnaire - les acquis, bien que limités au regard de l'histoire, constituent la base de l'unification, dans le même temps où ils font apparaître sa nécessité. Comment les réduire à de vagues points de vue, discutables au sein d'une même organisation aussi peu délimitée politiquement, mais régie, dites vous, par le centralisme démocratique ?

Ces acquis portent également sur le processus de construction du parti et notamment sur la question du centralisme démocratique. Il s'agit là d'une importante question, qui a de multiples conséquences sur la détermination de la ligne. Aussi le débat de lignes nous semble-t-il extrêmement lié au débat sur la nature du parti et sur son fonctionnement. À ce propos nous ne devons pas cacher à nos camarades de l'Humanité Rouge toute notre inquiétude sur la manière dont ils semblent concevoir le centralisme démocratique, et le pratiquer. Que toute la partie traitant de la situation actuelle et des tâches, du programme de leur dernier congrès soit devenue aussi vite périmée, qu'ils ne disposent d'aucune base d'ensemble, déterminée démocratiquement et appliquée de façon centralisée pour faire face à leurs tâches ne nous offre guère de garanties sur leur conception du centralisme démocratique et sa capacité à résoudre les contradictions politiques, non résolues préalablement, et assez sérieuses pourtant pour faire l'objet d'un débat de fond. Nous ne pensons pas que l'indication : «Unifions nous, on verra après» soit très fertile.

Pourtant, il faut bien progresser dans l'unité et, aussi vite que possible. Alors, il nous faut mener la lutte, contre les conceptions mécanistes de l'unité, contre le principe révisionniste : deux fusionnent en un, pour le principe dialectique : un se divise en deux (éliminer les lignes erronées, affirmer la ligne juste), entamer véritablement le débat politique : il n'y a pas de raccourci pour l'unité, mais elle est au bout de ce chemin.



# DEUXIEME REUNION NATIONALE DES CELLULES D'ENTREPRISES



A la veille du Rassemblement Communiste, la deuxième réunion nationale des cellules d'entreprises du Parti a eu lieu dans la région parisienne, plusieurs cars étaient montés de province à cette occasion... et plusieurs centaines de camarades représentant près de 100 usines étaient présents.

Cette réunion se déroulait dans le cadre normal du fonctionnement centraliste démocratique du Parti... plusieurs mois après la réunion qui avait eu lieu en octobre, il était nécessaire de faire le point sur l'évolution des idées des travailleurs face aux modifications de la situation politique.

Il était particulièrement intéressant d'avoir la possibilité de comparer l'évolution des idées des masses d'une période à une autre sur une base assez scientifique car tous les camarades avaient encore à l'esprit les conclusions apportées par la réunion précédente...

Le deuxième but poursuivi était l'échange d'expériences à l'intérieur du parti sur les différents aspects de l'édification des cellules d'entreprises... en particulier sous l'angle des difficultés à surmonter et des victoires obtenues...

Afin de mener dans les meilleures conditions possibles cette analyse collective de la situation, un questionnaire avait été envoyé aux cellules sur les principaux points de la situation politique et les camarades étaient invités à associer le plus de travailleurs possible pour enquêter avec eux sur la situation. Dans de nombreuses entreprises, ce travail a été pris en mains par des syndicalistes ou des sympathisants en accord avec le Parti sur le fait que l'élaboration de la ligne politique, ne se fait pas coupée des cellules du Parti, coupée des masses, mais au contraire par l'enquête, la lutte, le débat avec les travailleurs sur la base des éléments de ligne déjà

élaborés. Les travailleurs ont tout d'abord été surpris qu'on vienne les voir pour leur demander leur avis sur la situation, les camarades expliquant comment le Parti de type nouveau que nous voulons construire, ne peut se faire qu'avec la collaboration des masses, leur appui, leurs critiques et leurs suggestions... Cette démarche d'enquête a permis d'avoir un autre rapport aux masses. Par la démarche même effectuée dans cette enquête le parti montrait que notre projet de construction du parti de type nouveau était dans la vie.

Cette réunion a été l'occasion d'aller plus loin dans la prise en charge par les ouvriers des entreprises de la question de la ligne et de l'édification, dans la mesure où elle était ouverte aux sympathisants du Parti, s'appuyant à part entière sur leurs idées et leurs suggestions.

Il est à souligner que le processus de préparation de cette réunion a été l'objet de lutte entre les deux voies dans les cellules d'entreprises sur deux points, la prise en main du questionnaire et la mobilisation des sympathisants... Allons-nous interroger politiquement les travailleurs, débattre avec eux en profondeur, donc parler de la ligne du Parti sur la situation actuelle, discuter avec eux de la manière dont on voit l'édification du Parti de type nouveau, ou au contraire rester dans le vague sur les questions politiques, limiter l'enquête aux cercles des gens connus autour de la cellule et des gens qui n'ont pas de contradiction avec nous. Allions-nous être assez peu offensifs dans la mobilisation des sympathisants pour cette réunion, se soumettant rapidement aux réticences qu'ils pouvaient avoir ou au contraire penser que leur avis, leur présence étaient importants pour la réussite de la réunion de l'édification du Parti...

Dans les cellules où la lutte a été menée, de nombreux sympathisants

ont été amenés, ont apporté leur vision des choses... enrichissant la réunion... et en retour des réticences par rapport à l'intégration au Parti ont été levées...

Afin de répondre aux problèmes qui se posent aujourd'hui, 5 commissions avaient été mises en place. Une commission N° 1 sur la caractérisation des luttes actuelles, la commission n° 2 sur l'attitude face à la politique répressive de la bourgeoisie dans les luttes, la commission n° 3 sur la tactique des confédérations CGT-CFDT au plan national et localement, la commission n° 4 sur la bataille politique dans les syndicats CGT-CFDT. La commission n° 5 enfin sur la manière dont se posait la question de l'unité populaire dans les usines, avec les paysans, dans la lutte.

## COMMENT CARACTÉRISER LES LUTTES AUJOURD'HUI

Plus de 60 camarades se retrouvaient dans cette commission, où 30 usines étaient représentées dont plusieurs en lutte : Bourgogne Electronique : Dijon, la SNAV : Lyon (matériel ferroviaire filiale de Renault), Saviem : Caen, SMN : Caen, Bourgeois-Lip, CGEE, CEM : Lyon, Simflex : Bordeaux, etc... Delattre-Chavannes à Frouard... Chausson, des camarades intervenant sur Griffet-Solmer, etc...

Après un tour de table de près d'une heure et demie sur la situation de ces usines, dans toutes quasiment il y avait ou il y avait eu des luttes dans la période..., luttes dont la caractéristique principale était l'offensive sur les salaires et les conditions de travail.

Avec ces exemples, il se confirmait qu'un pas nouveau a été franchi depuis la dernière réunion des cellules où les camarades avaient expliqué comment le chantage à la crise pesait encore.

Mais l'attention de la commission s'est particulièrement portée sur le rapport des camarades de Bourgogne Electronique sur leur lutte pour les 400 Frs pour tous, la cinquième semaine de congés payés, la révision des classifications. Cette lutte rassemblait en elle de nombreux caractères positifs des luttes d'aujourd'hui : rupture nette avec le chantage de la direction, les leçons de 1973 où les ouvrières n'avaient pas occupé et laissé les stocks s'en aller avaient été tirées, la volonté d'avoir prise sur la grève avait poussé les ouvrières à mettre en place un comité de grève élu par les ateliers et composé exclusivement de militants, la grève étant dirigée par le comité de grève réuni avec les délégués. Une assemblée générale avait lieu tous les jours. Dès le début de la grève, ces mesures suscitant l'adhésion des ouvrières purent être imposées aux gens du P(C)F dans la CGT qui n'osèrent pas s'opposer de front.



leur caractère offensif et les obstacles à surmonter pour vaincre. Par contre, la commission a eu plus de difficultés à cerner les questions politiques qui se posaient dans les luttes, aujourd'hui, difficultés dues à une prise en main insuffisante du questionnaire d'enquête politique, ce qu'il faut rectifier aujourd'hui.

#### LUTTER CONTRE LA RÉPRESSION

Plusieurs dizaines de camarades de Paris-Rhône (Lyon), de Zenith (Besançon), des PTT, d'hôpitaux et d'autres entreprises s'étaient réunis pour faire le point de la politique répressive de la bourgeoisie et de la manière dont les travailleurs y faisaient face.

La camarade de la cellule de Paris-Rhône, montée au cours de la lutte, a d'abord expliqué comment les travailleurs avaient pris des mesures de protection de leur usine pendant la grève. Mais quand il avait fallu s'opposer à la police, un certain nombre d'idées fausses cultivées par la direction de la grève avaient empêché une riposte conséquente : « Les flics, c'est l'Etat, si on se bat, c'est illégal », « on n'est pas assez forts... » etc... Les camarades en concluaient qu'avant même d'engager une grève, il était nécessaire aujourd'hui de discuter largement avec les travailleurs de l'attitude à avoir face à la répression.

Des camarades de Zenith et des postes avec le large accord des autres camarades présents, soulignaient que la répression des grèves

se doublait de plus en plus d'un renforcement de la dictature patronale dans les usines et les administrations, les hôpitaux. Comment les PV 532 (avertissements) pleuvaient dans les postes, comment à Zenith la direction établissait des dossiers pour licencier le moment venu les délégués syndicaux. Ces camarades apportaient d'autre part le témoignage des luttes qu'ils avaient menées pour faire lever ces sanctions : occupation à 70 de la direction locale des postes à Gennevilliers pour faire lever les PV décernés à cause de retards dus à la grève de la RATP ; à Zenith grève d'une journée pour la levée d'un licenciement, grève couronnée de succès, et comment la section syndicale n'avait pas attendu le dernier moment pour intervenir. Ces exemples, montrant bien que les travailleurs sont prêts à combattre cette politique de répression pourvu qu'on les mobilise.

Sur la politique répressive d'ensemble de la bourgeoisie il y a maturation des idées des travailleurs. Malgré la campagne contre les paysans après la fusillade de Montredon, la bourgeoisie n'a pu les isoler de la classe ouvrière ; les réflexions « ils ont raison de lutter, de ne pas se laisser taper dessus », « C'est dommage que ce soient seulement les paysans, il faudrait tous s'y mettre », etc... étaient nombreuses dans les usines.

Mais le point le plus intéressant de l'évolution des idées par rapport à la politique répressive de la bourgeoisie, a porté sur la campagne sur la sécurité des Français, cheval de bataille de Poniatowski. Autant au mois d'octobre, à la précédente

Avec les exemples de la grève du secteur thermique à la SAVIEM de Caen, et du secteur conteneurs à la SNAV la question des grèves sectorielles a été étudiée : un camarade de la SAVIEM expliquait comment l'exaspération par rapport au salaire et aux conditions de travail, le dégoût par rapport à l'inaction des syndicats CGT-CFDT, avaient amené 80 travailleurs du secteur thermique à ne compter que sur eux pour exiger la satisfaction de leurs revendications et avaient fait appel directement au parti pour faire connaître la lutte sur l'usine. Mais une telle lutte a des limites dans la mesure où sur SAVIEM d'autres secteurs avaient les mêmes problèmes et que lutter sans eux ne permettait pas d'aboutir. Ce repli sur soi du secteur thermique avait l'aspect négatif de la lutte contre la main-mise des partis de gauche sur les syndicats, véritable origine de l'inaction.

L'exemple de la SNAV où le parti dirigeait la lutte sur un secteur, posait de manière cruciale la question des grèves sectorielles et des garanties à avoir pour déclencher ces luttes et les mener à bien ; en particulier la question de briser l'encercllement révisionniste contre la lutte : en effet, le P(C)F dans la CGT et le PS dans la CFDT ont tout fait pour étouffer la lutte en empêchant tout débrayage de soutien.

Dans une ambiance très vivante, où les expériences les plus significatives étaient écoutées avec attention, et où on ne se privait pas de demander la parole et d'intervenir, la commission sanctionnait par l'ensemble des expériences rassemblées, le redémarrage des luttes et

réunion, les travailleurs ne faisaient pas nettement le lien entre la campagne sur la sécurité et la répression des luttes, autant aujourd'hui où les travailleurs font l'expérience des opérations «coup de poing», le véritable but de ces opérations apparaît et suscite la révolte. Une camarade de Paris rapportait «*Avant dans le métro les gens étaient un peu perplexes face aux contrôles de papiers dans les couloirs autant aujourd'hui ils interviennent plus facilement contre les brutalités de la police sur les immigrés ou les tentatives d'interpellation de colleurs d'affiches*». Un camarade de la cité Mistral à Grenoble soulignait que les gens de la cité qui n'avaient qu'une idée assez vague des opérations «coup de

poing», avaient été révoltés quand tout le quartier avait été quadrillé par la police et quand les flics avaient fouillé les ouvriers revenant du travail, les sacs des femmes revenant des commissions

Mener la bataille contre les hésitations à s'opposer à la police, riposter du tac au tac dans les usines contre la répression, dénoncer les véritables buts sur la campagne de sécurité, telles sont les tâches à prendre en main, surtout que du côté des directions syndicales et des partis de gauche il y a beaucoup de discours sur les libertés et peu d'action, et que dans tous les cas c'est le pacifisme qui est distillé, les idées que riposter ce n'est pas possible, voire même pour le P«C»F que c'est de la provocation.

## LES DIRECTIONS SYNDICALES ET MOUVEMENT D'ENSEMBLE

Une cinquantaine de camarades représentant une quarantaine d'entreprises de la métallurgie et de la chimie, du textile, des postes, des hôpitaux, de l'INSEE, etc., syndiqués CGT, CFDT, responsables syndicaux dont les uns à un niveau assez élevé, étaient rassemblés dans cette commission.

Un bref exposé en introduction permit de resituer la tactique des confédérations par rapport au jeu des partis de gauche. Face à un PS qui se développe et veut renforcer sa main mise sur la CFDT, le P«C» veut raffermir son influence sur la classe ouvrière afin d'équilibrer sur le terrain des luttes le poids électoral du PS, et il amorce son offensive par l'opération CGT, trois millions d'adhérents. Le premier point examiné a été celui des journées d'action et des réactions qu'elles ont suscitées. Première remarque, ces journées d'action n'ont pas du tout été organisées en fonction des boîtes en lutte mais en fonction des intérêts que les partis

de gauche y trouvent. Les camarades de la fonction publique ont rapporté que de plus en plus mûrissait chez les fonctionnaires l'idée qu'il fallait un mouvement de tout le secteur public, par contre les idées de liaison avec la classe ouvrière sont beaucoup moins avancées. Dans la métallurgie par contre, les travailleurs s'ils aspiraient à un large mouvement, ne voyaient pas bien comment aujourd'hui on pouvait le faire avancer, ceci à cause de la politique de blocage des confédérations, blocage fortement ressenti surtout dans les boîtes en lutte, ce qui développe un mécontentement profond mais encore diffus, chez de nombreux travailleurs, contre les syndicats. La mobilisation pour la journée d'action métallurgie contre la nouvelle grille de classifications s'est déroulée de manière inégale, les ouvriers débrayant non pour la grille elle-même, mais à cause des pertes de salaires qu'elle entraînait. Par contre les confédérations CGT-CFDT se sont largement mobilisées parce que cette grille limite aussi les avantages concédés par les patrons aux ETDA (Employés Techniciens, Dessinateurs, Agents de maîtrise), c'était l'occasion de défendre les couches intermédiaires si chères à ces messieurs, et pour la CFDT de réintroduire la grille hiérarchisée en ramenant sur le tapis le salaire de fonction et le salaire de progrès.

A cette occasion, un camarade de Brandt, a fait remarquer qu'il ne fallait pas voir les ETDA comme un bloc, car il y a chez eux des éléments des couches charnières comme les employés qui ont les mêmes intérêts que la classe ouvrière, même si souvent dans les boîtes ils sont fortement marqués par l'idéologie des patrons qu'ils côtoient toute la journée, pour les autres la suppression de certains avantages était l'occasion de mener un travail politique en leur direction pour leur faire comprendre le rôle que leur fait jouer la bourgeoisie. Un camarade du commerce ayant une large expérience syndicale, indiquait que les travailleurs de son secteur envisageaient un mouvement d'ensemble mais tirant les leçons de mai 68, où ils s'étaient retrouvés dispersés hors de leur magasin, ils posaient nettement la question de rester sur le lieu de travail en cas de grève.

• Quant à l'attitude des syndicats localement, que ce soient les camarades de la SNAV, des PTT... de Fives-Lille-Babcock... de l'ANF-Valenciennes, tous étaient unani-



mes pour souligner que pour eux aujourd'hui, il ne s'agissait pas de sortir du cadre des journées d'action, et quand il y avait lutte, des perspectives de l'Union de la Gauche. Dans le cas contraire, il y avait répression directe des luttes, répression d'autant plus forte que la direction du Parti sur ces luttes était plus ouverte.

Cette double attitude des confédérations par rapport aux journées d'action et aux luttes montre bien comment les partis de gauche envisagent un mouvement d'ensemble et n'offre aux ouvriers d'autre possibilité que de développer leur initiative et leur autonomie malgré eux et contre eux.

Pour cela il est important d'être à l'offensive et aussi d'être présents dans les structures de coordination des syndicats à tous les niveaux possibles afin que les luttes ne soient pas isolées.

De même, aux yeux de la commission comme le soulignaient des camarades de la chimie : « *il faut donner des pouvoirs de décision aux inter-trusts* » car les luttes de Thomson, Rhône-Poulenc aujourd'hui montrent que c'est nécessaire.

Tout le pouvoir ne doit pas être concentré aux mains des fédérations ce qui permet aux réformistes d'imposer leur loi aux travailleurs.

#### LA BATAILLE POLITIQUE DANS LES SYNDICATS CGT-CFDT

De très nombreux camarades se sont retrouvés dans cette commission, syndiqués CGT, syndiqués CFDT, secrétaires de section syndicale, simples militants, membres d'un conseil d'UL ou d'UD, certains membres de conseils nationaux - de Fédération, membres de bureaux fédéraux - de syndicats. Cette commission était le regroupement d'un grand nombre de syndicalistes communistes pour étudier la tactique à adopter aujourd'hui face à l'offensive PS-CERES dans la CFDT contre le parti, à l'offensive du PCF dans la CGT. Aussi, avant le Congrès de 1976, il était particulièrement important pour le PS d'essayer de chasser le P.C.R. de la CFDT ou tout au moins des structures et du Congrès. Et ce n'est pas un hasard si c'est le CERES, proche du parti révisionniste, qui est à la pointe de l'attaque sur cette question.

Dans un premier temps, les camarades ont fait le point sur la diffusion de la lettre ouverte à Edmond Maire dans les usines, pas encore suffisamment prise en main. Partout où les camarades s'en sont saisis, cela a suscité la réflexion des syndicalistes, même ceux qui n'étaient pas en accord avec les propositions du Parti; l'argument du Parti manipu-

lant la CFDT commence à reculer.

La commission a remarqué, d'autres l'ont confirmé, que la bataille de ligne, les actions de sabotages de certaines luttes, le manque de démocratie dans les syndicats, à Sescosem-Grenoble, à Saviem-Caen comme à Chausson-Gennevilliers... à Paris-Rhône... amenaient un écœurement des travailleurs et un certain anti-syndicalisme.

Comme dans la commission, il y avait au moins une moitié de syndicalistes CGT, des camarades de différents syndicats, en particulier de l'INSEE expliquèrent comment il était possible de construire un syndicalisme révolutionnaire dans la CGT, en renforçant le syndicat, en le bâtissant sur une base de lutte de classe, en tirant le bilan des luttes avec les travailleurs, et aussi en faisant son travail communiste dans le syndicat en soulignant le pourquoi des actions des révisionnistes, le projet politique vers lequel ils tendaient, en quoi stratégiquement, c'était un projet de capitalisme d'Etat contraire aux aspirations au socialisme que développent les travailleurs...

Ces camarades appelèrent à libérer l'initiative des travailleurs dans le syndicat par une politique d'éducation appropriée, par une large démocratie, en menant ouvertement la lutte d'idées contre les points de vue faux. Il faut, bien sûr, savoir que les révisionnistes menacés n'hésite-

ront pas, en plus des attaques frontales, à s'adonner aux attaques personnelles, ragots et calomnies, pour fuir ou brouiller le débat.

#### QUELLE UNITÉ POPULAIRE ?

Dans cette commission s'étaient rassemblés un ensemble de camarades qui avaient mené des expériences de construction de l'unité populaire : hospitaliers de ST Antoine luttant pour l'embauche des chômeurs, camarades de comités de lutte contre le chômage ayant organisé des ventes de produits avec les petits paysans dans les quartiers, des femmes de grévistes du secteur thermique de Saviem qui avaient organisé un service d'entraide pour acheter des produits à bas prix en liaison avec les paysans...

Expériences encore peu nombreuses, mais suffisamment développées pour permettre de poser la question de l'unité populaire de manière très concrète.

« La commission a tout d'abord constaté que depuis 2-3 ans, plusieurs couches sociales comme les petits paysans, les employés de magasin ou des banques, les employés de la Fonction Publique sont entrés en lutte et que dans ces couches, l'aspiration à l'unité avec la classe ouvrière s'est trouvée posée largement.



Cycles Peugeot : cadres et jaunes tentent de forcer le piquet de grève...

• Chez les paysans... les ventes sauvages plutôt que la destruction des produits agricoles se sont développées, vente de lait, de viande, et plus quotidiennement le soutien aux usines en grève par les ventes dans les quartiers, comme cela a pu être organisé à Montrapon (Besançon) par le comité de lutte contre le chômage, à Marseille avec les viticulteurs, à Nantes, etc. les expériences de solidarité des paysans se sont multipliées, mais aujourd'hui les petits paysans demandent plus que de faire «les épiciers» à la porte des usines, ils veulent des débats, des échanges d'expérience, ils aspirent à une unité plus profonde « on soutient mais on a aussi besoin du soutien des ouvriers quand on bloque une ferme de cumulard ou quand on est mis au tribunal ». Une unité qui balaye les idées fausses qui existent encore sur les paysans... « ce sont tous des riches », « un paysan qui a des vaches, c'est un gros » alors que cela ne permet pas de vivre. De même que chez la paysannerie, l'idée que « l'ouvrier est beaucoup plus heureux parce qu'il a son salaire assuré à la fin du mois » est en train de tomber.



Les camarades de la commission, de Caen, de Besançon, ont signalé l'excellent accueil qu'ils avaient reçu à la campagne quand ils avaient été voir des petits paysans pour organiser des ventes sauvages... à la porte de la Saviem au profit des grévistes du secteur thermique ou dans le quartier.

D'ailleurs, la politique répressive de la bourgeoisie pousse à l'unité populaire, après Montredon, les réactions principales ont été le soutien aux viticulteurs de Montredon sont les réactions les plus courantes dans les usines, aux PTT aussi où de nombreux jeunes pos-

tiers fils d'agriculteurs ont pu expliquer à leurs camarades ce qu'il en était à la campagne.

« Il faut bien expliquer les problèmes paysans quand on fait des ventes sauvages, expliquait un camarade du CLCC d'Hérouville, il faut donner l'occasion aux paysans de s'expliquer » citait un camarade du CLCC de Mistral (Grenoble).

Dans la Fonction Publique, lors de la grève de 74 dans les postes, la volonté de se lier à la classe ouvrière, l'identification des postiers aux intérêts de la classe ouvrière, se sont développées... mais pour aller plus loin, il faut rompre avec la politique d'isolement amenée par les directions syndicales.

Aux PTT, des idées comme « bloquer le courrier des grosses boîtes ( 80 % du trafic ) et laisser le courrier particulier (20 %) pour réaliser l'unité et ne pas gêner les travailleurs ». Un camarade citait que pour les grèves de la RATP, pourquoi « les grévistes ne feraient-ils pas rouler les ouvriers gratis » pendant leurs mouvements. Dans les hôpitaux, les expériences de grève de la facturation des soins,

des usines présents à la commission.

La commission a constaté que cette référence à la classe ouvrière, le fait que ces couches se tournent vers elle et aspirent à la rejoindre est un signe que le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'unité populaire est de plus en plus ressenti comme nécessaire par les travailleurs en lutte.

Il ne faut pas en rester à une vue superficielle de l'unité populaire comme rassemblement des mécontents, sinon chacun reste avec ses préjugés. Et l'unité n'est pas solide, il faut que dans notre propagande, on montre pour quel projet, il faut cette unité. « La solidarité ouvriers-paysans est ressentie comme nécessaire, mais pour aller où ».

Dans les boîtes les ouvriers sont d'accord pour s'allier avec d'autres couches mais pas pour n'importe quoi... et surtout pas la défense d'intérêts corporatistes de telle ou telle couche...

Réaliser l'unité de ces couches autour de la classe ouvrière, sur un objectif précis, cela veut dire, aller plus loin que « faire payer la crise à la bourgeoisie » : c'est la question du socialisme à construire. Dans les alliances de classe réalisées aujourd'hui dans l'Unité Populaire, c'est la question du pouvoir socialiste en France qui se révèle, sur la base de l'unité ouvriers-paysans.

Pour nos cellules d'entreprise, voilà ce qu'il s'agit d'éclairer : quelles alliances de classe, sous la direction de qui. Nous avons à mener une lutte idéologique avec toutes ces couches qui aspirent à s'unir avec la classe ouvrière pour qu'elles se rangent sous la direction politique du prolétariat.

#### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DÉBAT SUR LES RAPPORTS ÉCHANGES D'IDÉES SUR L'ÉDIFICATION DES CELLULES D'ENTREPRISE

Après avoir travaillé tout l'après-midi, l'ensemble des camarades s'est retrouvé en A.G. Dans une ambiance attentive et détendue... les différents rapports des commissions ont été présentés.

préfigurant les soins gratuits sous le socialisme ont toujours eu un accueil très favorable auprès des travailleurs.

Dans la jeunesse, le mouvement étudiant actuel... qui rejette l'université de la bourgeoisie aspire de manière confuse au soutien de la classe ouvrière.

Mais dans les usines, les travailleurs qui ont l'expérience des étudiants de 1968, aujourd'hui « cadres au service du patronat », demandent des garanties, une unité oui, mais sur la base de la remise en cause de l'université et de la société actuelle.. témoignaient les camara-

Le rapport sur la question de l'unité populaire et des questions politiques qui se posent fut particulièrement écouté.

Deux points plus particuliers ont été traités en A-G... où les métallurgistes étaient nombreux. Celui de l'offensive des partis de gauche avec la grille des classifications. Ce qui se dégageait du débat :

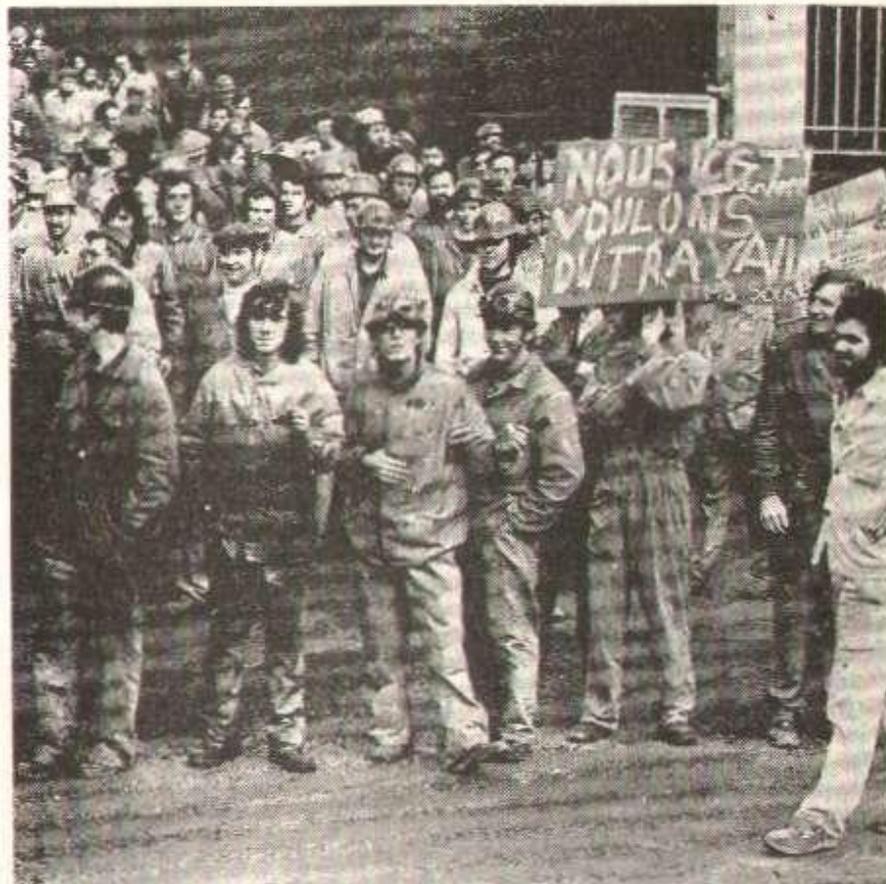
La nouvelle grille de classification est un moyen pour la bourgeoisie de baisser les salaires ( ce qui a motivé la grève de Bourgogne-Electronique par exemple ), d'accroître la division des travailleurs ( Berliet : multiplication des classifications ), d'essayer de redonner un petit espoir à certains O.S. au plafond (Brandt) en ajoutant des échelons en haut, en en supprimant

Le deuxième point, beaucoup plus important, a été de voir l'attitude par rapport à la répression. Les camarades de la SMN rapportaient que des éléments du PS parlaient du fascisme de Poniatowski pour entretenir la confusion..., d'autres camarades de Nice posaient la question de « comment frapper un grand coup aujourd'hui face à la répression ». Sur ces deux points, les camarades de la tribune rappelaient qu'il fallait bien expliquer aux travailleurs dans quel sens allait la politique répressive de la bourgeoisie, un système à mi-chemin entre l'Allemagne de Schmidt où collaboration de classes très développée et répression féroce des opposants hors du cadre parlementaire bourgeois vont de pair, et l'Espagne de Juan-Carlos où la dictature continue la répression tout en essayant de se donner des aspects libéraux... quant à parler du fascisme... il reste quand même la carte de l'union de la gauche à la bourgeoisie avant d'en arriver là, et ce n'est pas le PS qui va aller dire aux travailleurs : « l'avant-dernière carte de la bourgeoisie, c'est nous ».

● Alors frapper un grand coup face à la répression pour riposter, bien sûr, mais avant tout mobiliser largement les travailleurs, car ce sont eux qui peuvent le porter, ce grand coup. Pour y arriver, ce qui importe aujourd'hui, c'est bien d'éclaircir le sens politique des différentes mesures qui sont prises par le gouvernement dans le cadre de la campagne

sur la sécurité des français. C'est aussi la riposte du tac au tac à chaque fait de répression, même minime, comme les camarades des PTT ou de Zénith l'avaient montré. Et

pour le Parti, il s'agit bien que chaque cellule ne laisse rien passer, tant dans l'usine que par rapport aux faits de répression nationaux, comme Montredon.



La deuxième partie de l'A-G étudia les obstacles à l'édification des cellules d'entreprises... au cours du débat, le témoignage d'un ouvrier de 49 ans d'Aulnay-s-Bois a bien montré comment le type de rapport que le parti avait avec les travailleurs était important pour gagner la confiance de ces milliers d'ouvriers écœurés du PCF :

« ce qui est important, c'est la manière dont on écoute les travailleurs, et c'est la première chose qui m'a frappé quand les camarades m'ont contacté, car ce n'était pas comme les autres groupes avec qui j'avais pu discuter qui, à chaque détour de phrase cherchaient à placer leur camelote. Partir des problèmes que les gens se posent pour y répondre, c'est parce que les camarades ont agi comme cela que la confiance a pu naître et que l'intérêt pour l'étude de la ligne du PCR a pu s'approfondir ».

Un camarade de la cellule de PUK-Levallois :

« On a deux cercles de treize gars, et on limitait le travail à simplement discuter et non à agir ensemble... Pour le reste du labo, on ne parlait que du syndicat, la ligne du Parti ne concernait que 13 gars et non pas tout le labo... On a eu une bonne

leçon quand à la sortie d'un congrès syndical CFDT où on s'était battu contre les réformistes, un gars du labo est venu nous demander le quotidien et a enclenché la discussion politique avec nous. Parce qu'on l'avait un peu vite classé comme éloigné, parce qu'on limitait la propagation de la ligne à un noyau étroit, on n'a pas pu autant avancer comme on aurait pu. C'est bien aussi dans nos têtes qu'il y a aussi obstacle à la construction des cellules d'entreprises ».

Un autre camarade a insisté sur la nécessité de l'affirmation de la ligne du parti à la SNAV : « au début, on hésitait à se montrer ouvertement comme membres du parti, puis on a bataillé dans la cellule pour que ce soient nous qui diffusions nos tracts que les travailleurs sachent à qui ils ont affaire, cela améliore nos rapports avec les masses... on a pu faire un cercle de sympathisants qui voulaient la lutte dans l'usine et étaient écœurés de la tactique du du PCF, mais avaient des idées fausses sur le PS qu'ils pensaient plus démocratique. Petit à petit, on a pu s'unifier. Les faire

# LA MOBILISATION DU

# 21 MARS

# UN SUCCES DU PARTI

Une nouvelle offensive de la classe ouvrière et des masses populaires contre le chômage et la vie chère ; le double échec de la classe politique au pouvoir celui des cantonales et celui de sa politique économique sanctionné par la décision forcée du gouvernement de faire flotter le franc ; le reniement par le P«C»F, lors de son 22<sup>e</sup> Congrès, de ses dernières références formelles au marxisme léninisme ; le développement sans précédent de la répression, la campagne de la bourgeoisie contre les droits les plus élémentaires de la classe ouvrière ; le renforcement de l'unité des pays du Tiers Monde, imposant des reculs à l'impérialisme malgré ses tentatives de division. Tels sont les faits marquants de la situation politique aujourd'hui.

Dans un tel contexte, de nombreuses questions se posent dans les masses, des aspirations nouvelles naissent, auxquelles il est nécessaire d'apporter des réponses.

C'est le sens qu'avait donné notre Parti à la journée de mobilisation du 21 mars. Répondre aux questions : d'où vient la crise ? D'où vient le chômage ? Que signifie la politique du gouvernement aujourd'hui ? Que changerait l'Union de la Gauche ? Quelle perspective de changement réel existe aujourd'hui ? Définir plus clairement, plus précisément la perspective de la Révolution, du socialisme. Montrer la nécessité du Parti aujourd'hui, définir quel type de Parti est nécessaire. Tels étaient les objectifs des deux parties qui ont composé cette journée : la manifestation le matin et le Rassemblement à la Mutualité l'après-midi et le soir dont le thème central était : pour une issue révolutionnaire à la crise.

## LA MANIFESTATION

Plusieurs milliers de manifestants défilant avec enthousiasme derrière la banderole : «En avant vers le pouvoir des Ouvriers et des Paysans» et derrière les banderoles des Fédérations du Parti : Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Loire, Lorraine..., scandent des mots d'ordre tels que : «Contre le chômage, contre la vie chère, offensive ouvrière, Unité Populaire», «Avec le PCR, construisons le Parti de la classe ouvrière», «Giscard ou Marchais, c'est le capitalisme, ce qu'il nous faut, c'est le socialisme, c'est le pouvoir ouvrier et paysan»... ou encore : «Non, Marchais, la Commune n'est pas morte. Vive la Dictature du Proletariat», mot d'ordre qui célébrait le 105<sup>e</sup> anniversaire de la Commune, thème autour duquel un cortège de l'Humanité Rouge défilait sur le même

parcours que la manifestation de notre Parti.

Par le nombre, par sa tenue, son esprit offensif, par sa composition essentiellement populaire, par l'écho qu'elle a rencontré auprès des habitants des quartiers populaires massés sur le parcours, cette manifestation est incontestablement un succès.

Succès d'abord parce qu'elle se déroulait dans le contexte de l'actuelle campagne de la bourgeoisie contre les libertés démocratiques, par le fait que des milliers de personnes scandent des mots d'ordre tels que : «Défendons nos droits, développons nos luttes» ou : «Les flics sont dans l'usine, à la campagne et dans les facs, à bas la répression», constituent une riposte à cette campagne.

Succès encore parce qu'elle a permis de mesurer le développement du Parti et de l'UCJR qui constituait un cortège important et offensif, parce qu'elle a permis de mesurer l'approfondissement des liens du Parti avec les masses, l'élargissement de son assise populaire à travers toute la France.

Mais succès surtout parce qu'elle a permis de faire apparaître largement l'existence d'une force nouvelle, capable de mettre en avant des mots d'ordre s'articulant directement aux aspirations des masses.



C'est aussi devant la grande salle comble jusqu'après 20 h, de la Mutualité, que s'est déroulé le rassemblement qui comprenait plusieurs parties : une série de témoignages sur le thème : «Les travailleurs accusent le capitalisme», l'intervention Centrale du Parti et celle de l'UCJR, la soirée internationale ainsi que les différentes parties culturelles (Gilles Servat, François Tusques...). Dans les couloirs, plus de cent stands d'organisations du Parti, d'organisations de masse telles que les comités de lutte contre le chômage et d'organisations anti-impérialistes permettaient de discuter du travail du Parti dans chaque ville, chaque région mais aussi, à partir de là de l'ensemble des questions générales,

Il restait bien peu de place dans les couloirs, bien peu de place pour se frayer un chemin tant il s'y pressait du monde. A chaque stand les panneaux étaient lus avec attention, les discussions s'animaient : échanges d'expériences de lutte, questions sur la ligne du Parti, la situation politique, la révolution...

#### LES TRAVAILLEURS ACCUSENT LE CAPITALISME

Plus de 20 interventions d'ouvriers, certains en lutte en ce moment tel Bourgogne Electronique à Dijon, de syndicalistes, d'habitants de quartiers populaires tel Montrapon à Besançon, de militants d'organisations de masse sur un front spécifique tels le CLISACT ou le MAJ, de membres du Parti et de non-membres étaient réparties autour de trois thèmes : la lutte contre le chômage, la lutte contre la répression, les luttes ouvrières. Chaque thème était illustré par un montage diapositives.

Ces interventions constituaient autant de témoignages vivants de la réalité de la crise en France aujourd'hui et des luttes de la classe ouvrière.

Illustrations vivantes d'abord des effets de la politique de crise tels qu'ils sont vécus par les masses :

-Le chômage, que ce soient les menaces directes de fermeture comme à Piron-Bretoncelles ou de licenciements d'une partie des travailleurs ou encore des mesures de chômage partiel comme à la SMN ou à la Saviem à Caen :

«A la Saviem, à Blainville», explique un camarade, «nous avons subi depuis fin 74 le chômage partiel. Les pertes de salaires se sont élevées pour un OS à plus de 1200 F pour les six premiers mois de 75. Le patron a justifié ça au nom de la crise et des difficultés du poids lourd».

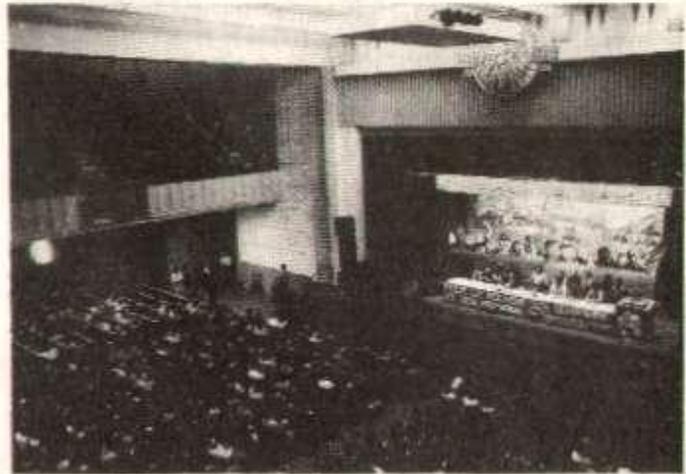
Les conséquences du chômage, ce sont dans les quartiers, des conditions de vie de plus en plus difficiles : isolement, menaces permanentes de saisies, d'expulsions etc... : «Cela faisait un an et demi que j'étais au chômage», témoigne un habitant de Montrapon à Besançon

La réalité de la politique de crise, c'est aussi pour les petits paysans la ruine, l'expulsion des terres ou l'endettement à vie auprès des coopératives ou des capitalistes agro-alimentaires. «Un exemple», raconte un camarade paysan de la Drôme, «Jean : ses sept hectares ne lui permettent pas de vivre. En 1970, il décide d'élever des porcs. Il doit emprunter... En

5 ans, il a élevé 5000 porcs pour gagner la ridicule somme de 12 F par porc. Cet argent ne permet même pas de rembourser les emprunts du Crédit Agricole. Evidemment, ne parlons pas de salaires, il n'en a pas !».

#### - La répression

Attaques par des commandos contre les piquets de grève, charges de CRS, licenciements et poursuite devant les tribunaux de militants syndicaux, la répression est systématique contre les ouvriers en lutte tels ceux de Paris-Rhône.



Mais la répression, elle est aussi quotidienne dans les quartiers populaires. Comme à la Cité Mistral, à Grenoble : «A Grenoble, ceux qui ne peuvent pas payer leur loyer, on les envoie à Mistral. La Cité a été construite pour 4000 personnes, il y en a maintenant 6000. La moitié des habitants a moins de 25 ans et plus de la moitié est composée de travailleurs immigrés. Les contrôles policiers sont fréquents. Depuis trois ans, il y a eu une vingtaine d'opérations «Coup de poing» dans la Cité (un camarade du Comité de Lutte contre le Chômage et la Répression).

Répression aussi dans l'Education Nationale contre les enseignants tels que Papinski qui a expliqué comment il avait été radié parce qu'il remettait en cause le contenu de l'enseignement bourgeois et sa pédagogie.

La politique de crise de la bourgeoisie, le chantage à la crise, la répression provoquent chez les travailleurs, dans les masses, des questions, des hésitations sur l'attitude à adopter, des hésitations à s'engager dans la lutte : ce sont aussi ces hésitations, la façon dont elles ont été surmontées, qu'ont rapportées les témoignages.

Et la volonté de riposte s'est exprimée dans les luttes contre la répression, pour les revendications comme à Liévin, il y a un an, à la SNAV, à Orléans... où plusieurs milliers d'ouvriers ont mené des luttes dures souvent victorieuses. Elle s'est exprimée aussi par la constitution sur des quartiers de Comités de Lutte contre le Chômage comme à Montrapon, à Mistral, à Vénissieux... Dans ces comités, comme

autour des grèves, se réalise l'unité populaire entre chômeurs et actifs, entre jeunes, femmes, paysans.

Ce qu'a montré enfin l'ensemble des témoignages, c'est le rôle du Parti dans les entreprises, dans les quartiers, la manière dont il intervient en faisant des propositions s'appuyant sur les idées justes des masses, donnant les explications pour lever leurs hésitations devant l'action.

Ces interventions, suivies avec une grande attention, chaleureusement applaudies et non seulement celles qui étaient les plus percutantes telle celle d'un mineur de Liévin, ont concrètement mis en lumière les aspirations des masses aujourd'hui, leur volonté de riposte, face à la politique de crise, mais aussi tout ce qui freine ces aspirations, le poids du révisionnisme.

#### L'INTERVENTION CENTRALE

Partir de ces questions sur la crise, la politique du gouvernement, répondre à ces aspirations, à cette volonté de lutte de la classe ouvrière et du peuple, caractériser le révisionnisme, les idées fausses sur lesquelles il s'appuie, définir la perspective de l'issue révolutionnaire à la crise, tels sont les grands traits de l'intervention centrale prononcée par Max CLUZOT, Secrétaire Politique de notre Parti.

Il rappelait d'abord l'origine de la crise, sa nature ; le sens de la politique de crise, politique de renforcement de l'exploitation de la classe ouvrière, les difficultés de plus en plus grandes de la bourgeoisie à proposer des solutions qui, malgré la multitude des «réformes», fassent illusion dans les masses ; le scepticisme, face à cela, que suscitent les solutions mises en avant par les réformistes et les révisionnistes, en particulier le PCF dont le projet de «socialisme», n'est qu'une nouvelle forme de capitalisme, un capitalisme d'Etat.

Mettant ensuite en avant la volonté de lutte, les aspirations nouvelles qui se développent dans les masses, il analysait les freins à ces aspirations, le poids de la politique de crise, le poids du révisionnisme : «Ce qui pèse le plus lourd, c'est encore le poids du passé, le poids des idées bourgeoises, de capitulation et de soumission, telles qu'elles ont pu, sous la forme du révisionnisme, imprégner des années durant, de l'intérieur, le mouvement ouvrier lui-même».

Pour vaincre la bourgeoisie, il faut donc mener une lutte implacable contre le révisionnisme car sa spécificité, c'est d'agir de l'intérieur du camp du peuple et de prétendre diriger le mouvement des masses.

Or, les exemples du Chili et du Portugal l'ont montré, chaque fois qu'il y parvient, le mouvement est voué à l'échec. Parce que «le révisionnisme saps le rôle dirigeant de la classe ouvrière», en tendant à donner ce rôle à la petite bourgeoisie, à l'aristocratie ouvrière. «Parce que les partis révisionnistes se substituent aux masses et imposent leur organisation à l'organisation des masses, leurs mots d'ordre à ceux des masses...toute leur organisation en parti n'a qu'un sens : contrôler, encadrer, dévoyer le mouvement populaire».

Il ne peut donc y avoir aucune alliance, de quelque nature que ce soit, avec le parti révisionniste : agir en ce sens reviendrait uniquement à servir de masse de manœuvre pour arbitrer les compétitions entre les partis bourgeois.

La lutte contre le révisionnisme est aussi nécessaire pour réaliser l'unité populaire, indispensable à la victoire de la classe ouvrière, à la condition

qu'elle soit dirigée par le prolétariat. Car lui seul peut mener la lutte jusqu'au bout, jusqu'à la révolution prolétarienne, jusqu'au socialisme, seule issue à la crise de l'impérialisme pourrissant.

«Le socialisme est inscrit dans les plis et dans les rides de la vieille société, c'est de l'agonie du capitalisme qu'il tire sa jeunesse, avec la force irrésistible de la nécessité.» C'est en effet dans l'histoire du mouvement ouvrier, en premier lieu dans l'expérience de la Commune de Paris, c'est aussi dans les expériences chinoises et albanaises que sont inscrits les grands traits du socialisme



Certes, les conditions dans lesquelles nous avons à édifier le socialisme seront bien différentes. «Mais n'avons-nous pas, nous aussi, des tâches exaltantes qui nous attendent ? Transformer de fond en comble un appareil de production orienté vers une consommation factice, de mauvaise qualité, en un instrument de satisfaction réelle des besoins du peuple. Rétablir entre les hommes des rapports sociaux détruits par le capitalisme moderne...Mettre fin au pillage du Tiers Monde. Éliminer graduellement l'écart monstrueux entre les villes tentaculaires et les campagnes condamnées à la mort lente. Bref, remodeler entièrement notre société : voilà pourquoi la classe ouvrière veut faire la révolution, établir son pouvoir avec les paysans, construire dans notre pays un socialisme vivant qui ne devra rien aux discours démagogiques, et tout à l'action consciente des masses».

Mais pour diriger cette lutte pour le socialisme, et la mener à la victoire, il faut un authentique Parti communiste, un parti de type nouveau. Comme le fut le Parti Bolchévique, mais assimilant en plus les leçons de la restauration du capitalisme en URSS et celles de la Révolution Culturelle en Chine. Parti n'ayant aucune similitude avec l'actuel parti révisionniste. Par sa ligne d'abord, mais aussi par le type de rapports qu'il entretient avec les masses : «le rôle du Parti est de libérer leur initiative, de rendre consciente leur décision, de systématiser leur



*expérience*. Parti d'avant-garde du prolétariat, rassemblant en lui les idées de lutte et de révolte des masses, combattant les idées de soumission, le poids du révisionnisme et menant la lutte entre idées justes et idées fausses, au sein des masses et, ce faisant, en son propre sein, réalisant ainsi la fusion du marxisme léninisme et des idées justes des masses.

*«C'est la construction d'un tel Parti qui est aujourd'hui notre but essentiel, car il conditionne tout le reste».*

C'est en ce sens que notre Parti se tourne aujourd'hui vers tous ceux qui se réclament du marxisme-léninisme. Faisant à ce propos le point des progrès réalisés dans ce domaine, notamment avec l'OC.GOP et l'Humanité Rouge, mais aussi des obstacles qui restent à surmonter, Max CLUZOT précisait à nouveau que la réalisation de l'unité ne peut se faire sans discussion sérieuse, sans

unification au préalable sur la ligne politique, sur le type de Parti à construire.

*«Camarades», concluait-il, «notre Parti est jeune, inexpérimenté, mais il est porteur des espoirs contenus de millions d'hommes qui souffrent et luttent contre l'exploitation capitaliste, contre l'oppression bourgeoise et qui, un jour, se dresseront dans l'insurrection victorieuse. Ce Parti annonce et prépare les grands combats qui feront l'avenir, qui mettront à bas le vieux système pourrissant, d'exploitation et de misère.»*

C'est avec une attention soutenue, pendant plus d'une heure, que la salle comble de la Mutualité a suivi l'intervention centrale. Elle a suscité un vif intérêt, de nombreuses questions comme le montrent les échos recueillis par la suite, et un enthousiasme profond, un enthousiasme authentiquement révolutionnaire.

## Intervention de J.F. VITTE secrétaire national de l'UCJR

Les jeunes sont parmi les principales victimes de la politique de crise de la bourgeoisie : 800 000 sont à la recherche d'un emploi. Surexploitation, salaire de misère, brimades, tel est le sort que la bourgeoisie leur réserve. Ils sont aussi parmi les principales victimes de la répression, des tracasseries policières, des tabassages dans les quartiers, dans les usines, les foyers, les lycées... Dans sa presse, à travers toute une série de mesures telles que la circulaire Métais, c'est à une inévitable campagne hystérique anti-jeunes à laquelle se livre la bourgeoisie aujourd'hui.

Mais de par ce fait, les jeunes sont aussi parmi les principaux alliés de la classe ouvrière, l'une des principales composantes de l'unité populaire qui se construit autour de ses luttes contre la politique de crise, pour la Révolution. Déjà, devait rappeler J.F. Vitte, dans de nombreuses villes, les jeunes, à l'initiative de l'UCJR, ont engagé la lutte contre

chaque point de répression. Déjà cette unité populaire s'est réalisée comme par exemple au sein du comité de lutte contre le chômage et la répression de la cité Mistral à Grenoble.

Mais pour que cette unité se renforce, pour que se développe le combat révolutionnaire, dont la jeunesse est l'une des forces vives, pour que s'affirme l'esprit de «servir le peuple», il faut poursuivre la construction de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire, créée il y a près d'un an. J.F. Vitte rappelait les progrès considérables déjà accomplis en ce sens et qui se sont manifestés outre le développement quantitatif de l'organisation, à travers la sortie de Rebelles, l'écho qu'il a rencontré à travers les luttes qu'ont animées des militants. La présence à la manifestation du matin d'un cortège important de l'UCJR, et de nombreux jeunes au rassemblement, en sont un nouveau témoignage.

## LA SOIRÉE INTERNATIONALE

L'évolution de la crise politique de l'impérialisme français, l'avancée vers la perspective de la révolution en France, est principalement déterminée par la lutte de la classe ouvrière française contre sa bourgeoisie. Mais elle est aussi directement liée à l'avancée de la révolution dans le monde, de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme. C'est en ce sens que le rassemblement se terminait par une importante soirée internationale.

Ce sont d'abord des camarades des pays européens, voisins de la France, l'Italie et l'Espagne : un dirigeant du PCMLI est venu apporter le témoignage de la solidarité de combat de la classe ouvrière italienne avec celui de la classe ouvrière française ; de même un camarade des Commissions Ouvrières et un camarade de l'ORT (Organisation Révolutionnaire des Travailleurs) ont témoigné de la convergence de la lutte des peuples d'Espagne contre le fascisme, des luttes de la classe ouvrière espagnole avec celles du prolétariat français. A ce propos, nous jugeons inadmissibles les perturbations émises par quelques personnes se réclamant du FRAP. Une telle attitude est en effet totalement incompatible avec l'esprit de ce rassemblement : l'une d'entre elles a d'ailleurs pu, par la suite, exposer son point de vue à la tribune, mais leur agressivité nous amène à nous poser de sérieuses questions sur cette organisation.

Solidarité de combat aussi entre la classe ouvrière française et les peuples en lutte pour leur indépendance, contre l'impérialisme. Le peuple palestinien qui, ainsi que devait le réaffirmer la présidente de la GUPS en France, ne cédera jamais devant les pressions et les manoeuvres de division. Le peuple iranien, dont un camarade de l'Union des Etudiants Iraniens en France, retraçait les tortures et les souffrances que lui infligent le régime fasciste du Chah, gendarme de l'impérialisme au Moyen Orient mais aussi la mobilisation populaire pour abattre ce régime. Le peuple Sahraoui enfin qui vient de proclamer son indépendance est décidé, comme le rappelait un message de l'Union des Travailleurs Sahraouis, à la préserver contre les tentatives d'annexion du régime chauvin du Maroc, armé par les pays impérialistes et notamment l'impérialisme français.

Solidarité avec les peuples des colonies françaises qui combattent directement un ennemi commun, la bourgeoisie impérialiste française. Un débat auquel participaient l'AGEG (Guadeloupe), l'UNECAS (Djibouti), et l'ASEC (Comores) tirait le bilan des luttes actuellement menées par les peuples des colonies et définissait la perspective de l'indépendance de chacun de ces peuples.

Malgré l'heure tardive, cette soirée s'est poursuivie avec enthousiasme jusqu'à la fin du rassemblement dont le programme s'achevait par un film sur la lutte du peuple Sahraoui.



UN BILAN TRES POSITIF

Le bilan de la journée de mobilisation du 21 mars est donc très largement positif. Le succès de la manifestation et du rassemblement confirme qu'ils correspondaient à une attente, un besoin, qu'ils apportent des perspectives nouvelles, plus précises sur la révolution en France pour une fraction importante des masses.

Or, ce qui ressort de cette journée, c'est l'unité de l'ensemble des participants autour des propositions du Parti. Cette cohésion s'est manifestée à travers l'intérêt, l'enthousiasme qu'ont confirmés les échos recueillis par la suite, en particulier le courrier nombreux reçu au Quotidien du Peuple.

Cet enthousiasme tient en particulier au fait que tous les participants sont repartis avec la certitude d'avoir appris quelque chose de nouveau, avec des réponses aux questions qu'ils se posaient. Il tient à la forme même de la journée, du rassemblement. Il ne s'agit aucunement de ce type de meeting auquel on assiste comme à un rite, où l'on « chauffe » la salle par quelques phrases et slogans « ronflants », parfaitement stéréotypés mais d'où l'on repart avec aucune idée nouvelle. Cette forme nouvelle de rassemblement se retrouve dans son programme, dans l'importance de témoignages vivants et dans la partie culturelle qui a été suivie avec autant d'attention que les autres parties du meeting. Elle se retrouve au niveau de la décoration, celle en particulier du fond de scène, qui consistait en une vaste fresque illustrant l'unité populaire qui se construit autour des luttes de la classe ouvrière et réalisé par un collectif composé d'artistes membres ou sympathisants du parti.

Cette unité autour des propositions du parti, l'enthousiasme des participants à la journée ; cette forme nouvelle du rassemblement, illustrent le type de liaisons que le parti veut développer avec les masses ; ils illustrent ce qui était un des thèmes centraux de la journée : pour la construction d'un Parti de type nouveau ; ils sont un présage de luttes à venir.

# SNCF

## UN BILAN NÉCESSAIRE



Du 18 au 28 mars : dix jours de lutte, dix jours d'espoir pour en finir avec le blocage des salaires et imposer un recul politique au pouvoir sur le terrain des «contrats de progrès» de la Fonction Publique et nationalisée. Et au bout du compte, une reprise amère, sans rien d'autre que les miettes accordées à FO, aux Cadres et Autonomes par le gouvernement...

Comme en 1971, les cheminots ont l'impression de s'être fait jouer ; ils demandent partout des comptes aux liquidateurs de leur lutte, à la ligne de capitulation de l'Union de la Gauche avec laquelle des responsables syndicaux «ont fait leurs preuves» contre la grève ! Mais les raisons de luttas demeurent totalement. La colère, le goût d'échec qui restent après cela, peuvent être dépassés, transformés (sur la base du bilan) en autant de points d'ancrage pour une nouvelle offensive, partie prenante de la construction d'un nécessaire mouvement d'ensemble !

### DES RAISONS DE LUTTER

Une des composantes essentielles de la colère des cheminots, c'est la politique elle-même suivie par l'État-patron en matière d'organisation du travail. C'est un motif qui peut être apprécié de manière contradictoire, en fait.

#### DÉFENDRE LE SERVICE PUBLIC ?

Pour les révisionnistes du P«C»F, s'exprimant tant par leurs cellules d'entreprises que par le biais de la CGT qu'ils dominent encore largement, il s'agit d'une «dangereuse braderie», «un cadeau permanent fait aux monopoles privés sur le compte des entreprises publiques» et une «dé-nationalisation» de la SNCF qui serait en jeu aujourd'hui. Ils s'inquiètent (en particulier dans une étude de H. Sègre parue aux

Éditions Sociales : «Les entreprises publiques») du «manque de clarté des objectifs qui conduit à des gaspillages, à une stérilisation des capacités du personnel d'encadrement». Leurs interventions (surtout au niveau de l'Union Fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT) s'indignent du fait que «la SNCF est dans l'incapacité d'établir un plan d'entreprise cohérent» et contestent «les multiples contraintes et notamment l'étroit encadrement des investissements» auxquels la SNCF est soumise ! Ainsi, il apparaît bien que le thème agité par le P«C»F de «défense du service public et du potentiel national» a pour essentielle signification : la préservation des moyens d'un capitalisme d'État qu'il convoite et le rassemblement des conditions du ralliement privilégié des cadres du secteur à leur projet politique...

### REFUSER LA POLITIQUE DE CRISE DE LA SNCF !

Pour la masse des cheminots, c'est une toute autre histoire (même si les révisionnistes s'efforcent de n'en retenir que ce qui paraît «converger» avec leur analyse) !

C'est d'abord un constat au niveau des effectifs (et du retentissement au niveau des conditions de travail).

Car, de la sorte, les progrès réalisés dans l'automatisation d'un certain nombre de tâches (dans les postes réglant la circulation, dans la réservation électronique des places ou encore la gestion du parc wagons...) se retournent à peu près systématiquement contre les cheminots. Au point que les revendications de l'octroi de 104 repos dans l'année (2 repos accolés pour 52 semaines) avec passage à 40 H maximum en cinq jours consécutifs et d'un temps de congés de 35 jours (ce qui équivaut à l'exigence de la 5<sup>e</sup> semaine dans le privé)... demeurent toutes insatisfaites, en dépit des moyens accrus de la SNCF.

**L'ETAT PATRON CONTRE LES CHEMINOTS**

Travailler à la SNCF n'a pas la même signification pour tous ! Le chef de bureau, démarchant les «gros chargeurs», distribuant les sourires aux clients et les 7 P1 (punitions) aux agents, ça existe... Des «voraces» qui tirent quelques machines sur des grands parcours à fortes primes et ambitionnent le nouvel échelon envisagé par la SNCF (T. 5) pour se faire mensuellement 4 000 F, il y en a aussi...

Mais les «barons du rail» (roufants privilégiés) sont moins de 2 500 sur 250 000 cheminots !

Mais 60 000 travailleurs du rail gagnent moins de 2 000 F par mois (tout compris) dont 10 000 avec moins de 1 600 F ! Et à l'Équipement et au Matériel, les cheminots sont des ouvriers, éreintés à la tâche, de véritables O.S. du chemin de fer...

Et un conducteur de «patache» (un train de banlieue, un omnibus, une loco qui tire des marchandises en local...) ne roulent pas sur l'or (1 800 F environ pour un débutant) même s'il a, de fait, des conditions parmi les plus inhumaines qui soient : tout seul en cabine (avec la «veille automatique» - la Vacma -

qui oblige à signaler toutes les 45 secondes sa position) à surveiller 4 ou 5 compteurs ou repères...

Des «repos» hors résidence, des horaires qui brisent les nerfs et la vie de famille : jusqu'à 60 heures par semaine et 9 H 30 de travail effectif par jour avec 7 jours sans repos (c'est fréquent !) Mais de ça, la «Vie du Rail» n'en parle pas !

**A PROPOS DU «DÉFICIT» DE LA SNCF**

Mais surtout, sur la base de leur condition (les plus mal payés de la Fonction Publique, entre autres choses !) les cheminots sont particulièrement sensibles (et souvent franchement écœurés) au contraste avec les «largesses» de la SNCF vis-à-vis des clients bourgeois (individuels) et surtout les entreprises. Il est vrai que la présence d'experts en extorsion de profits, du type de Boissieu (administrateur de la banque Rothschild) ou Pagezy (des AGP) dans le conseil d'administration de la SNCF, n'a rien d'étonnant. Mais l'étalement de leurs somptueux bénéfices contrastant avec le trop fameux «déficit» (bien arrangé !) de la SNCF, provoque la colère.

Quand on accroche toute la journée des wagons, au risque de se retrouver un jour coincé entre 2

tampons, pour avoir voulu faire vite, on a du mal à ne pas réagir devant les dotations grasses des propriétaires des wagons privés qui peuplent les triages aujourd'hui (chacun d'eux rapportant bon ou mal un son million de francs d'intérêt annuel)...

**CONTRE LA POLICE DES SALAIRES !**

Depuis 1969, le gouvernement tente chaque année de faire cautionner sa politique salariale par un «contrat» avec des organisations syndicales. Régulièrement on ne retrouve sur ses torchons que la signature de peu de prix de quelques groupuscules «syndicaux» jaunes (à elles 5, les organisations signataires n'atteignent guère que 21 % des voix aux élections professionnelles SNCF 75 - toutes catégories confondues - contre 79 % à CGT et CFDT !)

Mais régulièrement également les Fédérations CGT et CFDT bornent leur horizon à la contestation des termes du contrat : pourcentages trop faibles à leur goût et (cette année surtout) contestation de l'indice de référence INSEE...

La politique contractuelle est loin d'être nettement combattue en tant que telle. Surtout, sans cesse est

**FICHE DE PAYÉ D'UN CHEMINOT**

Les 3 éléments du salaire (hiérarchisés) :

- traitement
- indemnité de résidence
- prime de productivité

OK(E2A) = Ouvrier qualifié, 2e échelon (le camarade a 5 ans d'ancienneté).

The image shows a complex pay slip from SNCF. It contains various columns for different types of earnings and deductions. Handwritten annotations include:

- An arrow pointing to a value of 1 342,05F, with a note: "1 342,05F = salaire de base, sécurité sociale et retraite déduite."
- An arrow pointing to a value of 1 725,63F, with a note: "1 725,63F = salaire brut annoncé par la SNCF COMME SA PAYE"
- An arrow pointing to a value of 1 276F, with a note: "1 276F = salaire réellement touché en octobre"
- A circled value of 11 280F in the bottom right corner.

Le camarade, hospitalisé pour maladie, s'est vu retirer la «prime de productivité» et une partie de sa solde ; l'article du règlement SNCF qui prévoit cela inclut toutes les «interruptions de service», de l'hospitalisation à... une cure de désintoxication ou un crime.

Entretenu l'idée d'une pression possible et utile (!?) sur les organisations minoritaires. De longue date, il n'a pas été créé au chemin de fer de rapport de force conséquent pour dénier, sur le terrain de la lutte, toute représentativité aux chiffons contractuels et leurs auteurs. Il y a eu une longue suite d'échecs revendicatifs qui pèsent sur le syndicalisme cheminot et sèment le désarroi chez les travailleurs. Le déclenchement de grévettes inefficaces de 24 ou 48 heures qui, de 72 à 75, ont coûté de l'argent aux cheminots sans rien leur rapporter. Cela n'a pas été de nature à faire oublier l'amertume ressentie après 3 semaines de grève et une défaite au bout du compte en 1971 : bien au contraire !

C'est sur cette base qu'un certain anti-syndicalisme ou apolitisme (tous deux négatifs) a pu se faire jour chez des travailleurs écoeurés...

Et pourtant, cette année, les cheminots étaient prêts à la lutte : il y avait de trop impérieuses raisons pour lésiner. Dès les grèves de novembre 75 (le 6 puis le 18/11) l'exigence des 2 000 F minimum et 400 F d'augmentation tout de suite, pour tous, s'était clairement fait jour.

Derrière le verbiage des Fédérations CGT et CFDT («revalorisation du métier de cheminot») c'est ce que souhaitent les syndiqués et tous les travailleurs. Ces points, l'amélioration des conditions de travail (40 h, en 5 jours, 104 repos, 35 congés) et les effectifs : voilà la plate forme de lutte commune à toutes les catégories de cheminots et sur laquelle, en fait, toute la Fonction Publique (PTT compris) pourrait se retrouver !

#### DES CONTRATS «QUI NE PAIENT PAS»...

La politique «contractuelle» est essentiellement le produit des tentatives gaullistes d'intégration du syndicalisme et de «régulation» (négociée) des revendications, à l'époque de la «Nouvelle société» de Chaban (1969). Elle concerne une bonne partie de la Fonction Publique et Nationalisée (EDF, RATP, SNCF...). Son principe est la fixation d'un pourcentage «garanti» d'augmentation, indexé sur l'évolution supposée du coût de la vie (selon l'indice truqué de l'INSEE !). Des clauses de «rattrapage» de pouvoir d'achat sont en général programmées ; elles sont censées couvrir une évolution extraordinaire des prix... Moyennant quoi les signataires s'engagent à recourir à ces clauses et à la négociation dans le cadre du contrat, en cas de perte de pouvoir d'achat.

- De 1963 à 1974, la SNCF a fermé à tout trafic 3.350 Km + 5.534 Km au trafic omnibus.
- Dans le même temps, et par conséquence, 1.155 gares du trafic wagons, 867 autres gares et 69 dépôts ont été fermés
- D'où une évolution des effectifs, en baisse constante :
  - de 307.000 cheminots en 1969 à moins de 250.000 en 1976 !



• C'est, de fait, une clause anti-grève qui ne veut pas dire son nom, doublée d'un corset de fer pour l'évolution des salaires. C'est le blocage organisé ; un laminage régulier du pouvoir d'achat. En effet, entre autres clauses anti-ouvrières, on indique dans ces contrats que la «sauvegarde» joue après coup : c'est la course perpétuelle après les prix (et en aucun cas une «progression») et même en rendant plusieurs longueurs (du fait de l'éloignement de l'indice INSEE de la réalité !)...

#### LA «GAUCHE», LES CHEMINOTS ET LE MOUVEMENT D'ENSEMBLE

• Curieuse attitude que celle des faux communistes du P«C»F et des gens du PS :

- usant et abusant pendant tout un temps d'apparences «démocratiques», destinées à cacher un net refus de coordonner l'action («chaque centre décide...»)
- jouant une difficile gymnastique (2 jours de grève chez les roulants, arrêt ; un jour pour la manif du 22/3, arrêt ; 48h. de «grève nationale» et... débandade !)
- condamnant les «jusqu'au boutistes» (roulants de la gare de Lyon qui continuèrent localement dans



les pires conditions d'intoxication et d'hostilité fomentées par la bourgeoisie : «refusant l'aventure» d'une grève longue. Tout ça après avoir durci... le ton des discours dans les jours précédents !

Pourquoi ce refus, clairement exprimé par M. Duviolier dans l'hebdomadaire CFDT du 1/4/76 d'un «mouvement de longue haleine» qui devrait être «suivi par la quasi totalité des agents de la SNCF»? Maire, lui-même, avait indiqué les raisons de la social-démocratie qui ne tient pas à voir se développer «une mobilisation des forces populaires sur le seul thème

du débouché politique» (dans la mesure où il pourrait servir le P«C»F !). Le PS a tout son temps : inutile à ses yeux d'affoler la mécanique avant les législatives. Cependant que le P«C»F a paru bien embarrassé encore de cette lutte des cheminots.

Certes, il a joué, par l'intermédiaire de la CGT (mais aussi par des interventions politiques directes sur les gares et les dépôts vendredi 26/3 au matin) le rôle déterminant pour la reprise du travail.

Mais il a caressé un moment l'espoir qu'un mouvement chemi-

not pourrait l'aider à se remettre en selle, après les cantonales, comme soi-disant «premier parti de la classe ouvrière». Seulement la volonté de lutte des cheminots ne cadrerait pas avec ses visées, des risques existaient d'un développement difficilement contrôlable (les roullants l'avaient prouvé déjà) avec sa propre logique... Sans compter que le terrain d'ensemble ne paraissait pas «mûr» pour les révisionnistes, qu'il y avait encore du chemin à faire pour eux pour un mouvement de grande ampleur dévoyé vers le soutien au projet politique du P«C»F...

## UN RIEN LES CONTENTE :

*Dans le Syndicalisme Hebdo n° 1594 du 1er avril 76, figure un «bilan» CFDT de la lutte. Au niveau du chiffrage des «acquis» il y a quelques surprises : en fin de compte on s'y réjouit d'avoir «forcé la direction à reculer sur plusieurs chapitres». En fait de chapitres, on peut y comptabiliser -avec beaucoup de largesse- quelques paragraphes : suppression d'une zone de salaire, 1/2 point d'indemnité de résidence intégré au traitement de base, suppression d'un examen pour certains ouvriers... Mais le plus beau, c'est de considérer comme acquise la suppression définitive du grade supplémentaire de division des agents de conduite (T.5). En fait, l'enveloppe budgétaire initialement prévue pour cela demeure affectée aux roullants et négociable d'ici le 1er juillet pour une répartition dans la catégorie : la porte reste ouverte au T.5, sans réelle garantie !*

## LES PETITES PHRASES D'AVANT LES GRANDES MANOEUVRES

*Alors même que l'avenir de la lutte était scellé pour les dirigeants syndicaux partisans du Programme Commun, ces messieurs, afin d'accentuer la pression sur les négociations, prononçaient des phrases retentissantes :*

*A la CFDT, le secrétaire général de la Fédération des cheminots, A. Barbero, déclarait par exemple :*

• à France-Soir, édition du 24 mars : «Nous ne pratiquerons pas comme Giscard, la politique du laisser faire !»

• au Quotidien du Peuple, édition du 24 mars : «Nous sommes pour une extension du mouvement -il faut créer un rapport de force maximum pour négocier à chaud !» et, «On n'a pas vu ça depuis 1971. Et en plus le contexte est plus favorable».

*A la CGT, on retrouve le même phénomène «inflammatoire», juste avant les appels à la reprise du travail. C'est Krasucki qui déclare à Europe 1, le 23 mars : «Il faut y aller plus fort !» Ou par exemple, le secteur fédéral de Lyon de la CGT des cheminots qui s'exclame (le 25 mars !) : «L'action ne s'arrêtera pas là !». Et... appelle à reprendre le travail dès le lendemain.*

## TOUS DES MENTEURS !

*Les méthodes les plus honteuses ont été employées contre la grève : pour briser son extension puis pour la casser et faire reprendre le travail.*

*Dans cette sale besogne, la presse de la bourgeoisie au pouvoir (Le Parisien Libéré, l'Aurore Le Progrès, Sud-Ouest...) ou de celle qui convoite la place (l'Humanité...) a été unanime ! Qu'on en juge :*

*Dans Le Progrès de Lyon du 26 mars, la «Une» annonce «Retour à la normale à la SNCF aujourd'hui», tandis qu'en rubrique «social» p.5, on lit que le mouvement s'étend dans toute la région et notamment que la grève vient d'être déclenchée à Grenoble, et qu'à Lyon, Dijon, Roanne et les gares de Haute-Loire... «le nombre de grévistes a sensiblement augmenté»...*

*L'Humanité du 26 mars présentait deux éditions distinctes selon la distribution. En kiosque de gare : «SNCF : par leur grève, les cheminots ont massivement soutenu leurs revendications. Le mouvement prend fin ce soir»*

*En ville : «SNCF : grève massive des cheminots pour le soutien de leurs revendications»...*

*Ce qui revenait à présenter dans les gares la grève comme enterrée, et ainsi à briser les secteurs combatifs et résolus initialement à continuer...*

*Quant aux éditions locales de la presse révisionniste, elles n'étaient pas en reste de trahison aussi. On pouvait ainsi en pleine grève nationale à la SNCF, le même jour où la police était intervenue à Nantes pour s'opposer aux cheminots, lire dans 93 Actualités (journal du P«C»F de la Seine St. Denis) une publicité de fait (photo attractive à l'appui), pour un nouveau bureau SNCF... vanté exactement comme dans le bulletin patronal La Vie du Rail !*

*Dans Le Figaro on peut lire à propos de la grève des roullants de la gare de Lyon «Le raisonnement (des grévistes) s'apparente à celui des preneurs d'otages... il y a des limites à ce qui est tolérable »*

Le P«C»F et la grève des cheminots...

# 93 actualités

JEUDI 25 MARS 1976  
N° de série - N° 1 502 - Prix : 1,50 F  
N° C.F.P.P. 20.204

## LA VOIX DE L'EST\*

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS HABILITÉ À PUBLIER LES ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES



Le bureau de ville SNCF de Abbeville - rue de la République, 23, boulevard Rouget-de-Lille, rappelle à la clientèle intéressée par les voyages en chemin de fer, les possibilités qui lui sont offertes depuis l'installation d'un terminal électronique, d'obtenir sans délai ses réservations et la délivrance des billets toutes catégories pour les trajets d'aller et de retour.

Notre photo : Une opératrice sur terminal à réservation électronique SNCF.

25.3.76 : en pleine grève !  
(Publicité parue dans un journal local du P«c»F)

Alors, d'un coup, finies les envolées de Krasucki, les saluts de Séguy, à un printemps de lutte (censurés d'ailleurs par l'Humanité !)... Alors, tous les coups ont été bons pour faire reprendre les cheminots !

### ILS ONT CONTINUÉ !

Un certain nombre de militants cheminots ont rallié leur centre à une continuation de la grève de 24 ou 48 H (le week-end des 27 et 28 mars). C'était le cas à Bordeaux, Tours, Paris Sud Ouest, Saintes, La Rochelle, Orléans, Thionville-Ouest, Montparnasse, une partie de Rouen et de St Lazare... Ces travailleurs l'ont fait sans grandes illusions : ils ne pensaient pas, à eux seuls, créer

le rapport de forces pour faire céder le gouvernement. Il s'agissait surtout de dire «non à la capitulation» et de servir, éventuellement, de relais pour une reprise plus générale de la lutte (qui ne s'est pas produite : les points d'appui n'étant ni assez nombreux, ni assez solides pour faire face à l'incessante pression des responsables syndicaux sur la ligne de l'Union de la gauche...) !

C'est une marque concrète, à l'échelle de plusieurs centres, d'opposition à la ligne des capitulards du Programme Commun. Mais derrière ces quelques points de continuations, combien de cheminots, rentrés à contre-cœur, se reconnaissent en fait ?

L'avertissement aux révisionnistes et aux réformistes est d'une bien plus grande ampleur que les chiffres ne le disent !

Des cartes aussi ont volé... La note sera lourde ! Reste à bien voir que ce n'est pas «le syndicat qui a trahi», mais bien une ligne de trahison qui a dominé le syndicat : c'est à elle et à ses tenants (faux communistes du P«C»F, sociaux démocrates de toute chapelle...) qu'il faut s'en prendre.

Et le bilan va bien au-delà d'un constat d'opposition dans le syndicat.

### LES VRAIS ACQUIS DE LA LUTTE...

Les cheminots ont fait une expérience de masse, nouvelle (puisque «le contexte» était plus favorable qu'en 1971), comme le disait le secrétaire actuel de la Fédération CFDT.

On a pu voir dans cette grève certaines conditions de la constitution du rapport de forces : circulation de l'information, large travail de mobilisation, démocratie ouvrière et syndicale, coordination des centres... autant d'efforts que les Fédérations CGT et CFDT ont contre-carrés ou laissés aller à l'abandon...

Mais surtout les conditions politiques d'une offensive des travailleurs, d'un mouvement de lutte d'ensemble commencent à être esquissées, sur le terrain, aux yeux de milliers de cheminots et d'autres travailleurs, sensibilisés à leurs côtés (comme les postiers du PLM et d'Austerlitz à Paris) : se défier des manœuvres du révisionnisme, construire en dehors de lui et contre lui - en fin de compte - l'autonomie de la lutte, s'en prendre à ses projets politiques ouvertement, défendre et développer les aspirations des travailleurs comme alternative aux desseins bourgeois de l'Union de la Gauche !

C'est pour autant que ces quelques éléments de bilan commenceront à marquer la pratique d'un nombre important de cheminots que la perspective d'un regain des luttes à la SNCF pourra se concrétiser positivement dans les semaines ou les mois qui viennent...

Dans cette bataille, une force conséquente peut se constituer chez les cheminots dans le renforcement politique et numérique des cellules et cercles de notre Parti à la SNCF !



# ORLEANS

## BILAN DES LUTTES

### ► ORLANE

La grève démarre à Orlane le 17 octobre, en s'appuyant principalement sur les bruits de «restructuration» que fait courir la nouvelle direction américaine. La grève est minoritaire (86 grévistes sur 300 salariés), mais compte tenu du nombre important de cadres et techniciens, la quasi-totalité de la production sera en fait bloquée. Pendant quinze jours, les grévistes (une grande majorité de femmes) vont camper devant l'usine pour bloquer les grilles et empêcher l'entrée et la sortie des produits. Un nombre important de militants extérieurs participent au piquet de grève, tenu dans des conditions extrêmement difficiles (pluie, gel...). La violente intervention des flics montrera les capacités de riposte des travailleuses et travailleurs : d'abord en s'opposant à eux devant les grilles mêmes (alors qu'il y avait plus de flics que de personnes présentes au piquet de grève) et en organisant une manifestation de riposte qui, grossie des habitants du quartier, se termine devant le commissariat barricadé aux cris de «s'il le faut, on reviendra». La combativité n'est en rien entamée, et «ceux d'Orlane» se permettront de redémarrer la grève une journée après la reprise, pour lutter contre une prime accordée aux jeunes.

Cette détermination va permettre une importante victoire : la garantie que la restructuration n'entraînera pas de licenciements ouvriers, 70 F d'augmentation uniforme, à l'avenir une augmentation uniforme sur deux, la cinquième semaine de congés payés, le treizième mois, des jours payés pour soigner les enfants malades... et même l'installation dans l'usine d'une cabine téléphonique pour les travailleurs.

### ► SAINT GOBAIN

*La grève a duré trois semaines, contre des sanctions infligées par la direction à quatre ouvriers, et contre le chômage partiel. Dans cette usine qui travaille en 4 x 8, l'idée de l'embauche d'une cinquième équipe a fait son chemin pendant l'action, même si elle n'a pas été reprise comme revendication.*

*Face à la domination révisionniste (70 cartes du PCF pour 1 100 ouvriers, une CGT largement majoritaire et bien tenue en mains par les révisionnistes), qui allait conduire la grève à l'échec, les travailleurs se sont battus et ont remporté des succès. Aux cris de «dehors les récupérateurs», ils ont expulsé de l'usine les membres de la direction fédérale du PCF qui voulaient prendre la parole pour faire de la propagande pour le Programme Commun. Comprenant un bon nombre de syndicalistes révolutionnaires, la jeune section CFDT a accru son influence. Ce sont les permanents des fédérations qui ont négocié directement avec la direction de Saint Gobain, et imposé la reprise très houleuse puisque la moitié de l'AG était contre.*

### ► CEPEM-THERMOR

A l'opposé des actions précédentes, la grève de février à la CEPEM a été largement majoritaire. 90 % des travailleurs, 1 800 OS, techniciens et même agents de maîtrise lutteront pendant trois semaines. La CEPEM, c'est la plus grosse entreprise de l'agglomération, et l'action a eu un très grand retentissement, d'autant plus que la popularisation a été importante : manifestations de quartier, collectes dans toute la ville, gala... Le résultat de l'action (embauche définitive de 56 personnes sous contrat, 70 F d'augmentation, taux de la prime se rapprochant du treizième mois) aurait pu être plus important encore si les agents de maîtrise n'avaient pas cédé aux pressions de la direction et introduit la division chez les grévistes. C'est en particulier au nom de l'unité avec eux que l'occupation n'a pas été décidée. Si on ajoute que la grève s'est déroulée dans le plus complet isolement par rapport aux autres boîtes du trust CGE dont la CEPEM fait partie, on mesure mieux ce qu'il a fallu de détermination et de ténacité aux travailleurs pour faire reculer la direction.

L'offensive ouvrière du printemps 75 ne s'était pas traduite par des grèves dans l'agglomération orléanaise. Le poids du chantage à la crise, concrétisé par la pratique du chômage partiel dans la quasi-totalité des usines, était encore trop lourd. Avant les vacances 75, il n'y avait eu que quelques débrayages dans une boîte de la métallurgie, Malichaud, et à la CEPEM, une Assemblée Générale convoquée pour riposter au licenciement de 65 personnes dont le contrat se terminait, avait été un échec.

Par rapport à cela, un certain défaitisme, un scepticisme sur les possibilités de lutte commençaient à se développer : « les gars se laissent mener en bateau par le patron ». L'absence de perspectives offertes par les syndicats a contribué à développer ce scepticisme : dans quelle situation politique sommes-nous, comment se défendre face à la « crise », est-ce que le libéralisme giscardien n'est pas en train de marquer des points chez les ouvriers, autant d'interrogations qui pesaient sur la combativité des éléments avancés. L'impasse (provisoire) dans laquelle était alors engagé le conflit Radiac ( une lutte de plusieurs mois contre la fermeture d'une usine, à l'autre bout du département ) n'était pas de nature à encourager la lutte.

Pourtant, la grève d'Orléans, déclenchée en Octobre, et plus encore son résultat, une victoire totale, va permettre à la classe ouvrière d'Orléans d'exprimer sa combativité par une série ininterrompue de grèves, pendant plus de six mois : Quelle, St-Gobain, Routière Colas, Rivierre-Casalis, Nouvelles Galeries, Coussinets, CEPEM, SNCF, etc.. Au total, près de 30 entreprises, petites et grandes, en lutte.

#### DES REVENDICATIONS COMMUNES

Partout où les travailleurs ont pu déterminer eux-mêmes leurs revendications, celles-ci ont tourné autour de trois thèmes : les salaires, le chômage, la répression. Là où il n'existait pas, le 13<sup>e</sup> mois a été réclamé partout, et plusieurs luttes ont permis de l'obtenir, ou de s'en approcher sensiblement. Le bilan de toutes ces actions montre à l'évidence que les travailleurs sont attachés au principe de l'augmentation uniforme, et on a vu des sections CGT s'y rattacher, alors que la tactique de l'UL-CGT a été de ne pas se heurter de front aux travailleurs sur cette question. Si la CEPEM a été à la pointe de la lutte contre le chômage ( suppression des contrats à durée limitée ), plusieurs autres grèves se sont menées sur des revendications analogues : suppression du chômage partiel à St-Gobain, lutte contre les menaces de licenciements au dépôt SNCF des Aubrais, etc..

Enfin, les travailleurs d'Orléans ont riposté par la grève à la répression patronale : à Rivierre-Casalis, la grève a été déclenchée d'abord pour riposter à la mise à pied d'un délégué, à St-Gobain contre quatre avertissements, à Haxo contre quatre licenciements ( dont ceux de trois délégués... ).

#### LES QUESTIONS SUR LE MOUVEMENT D'ENSEMBLE

Dans une même localité, une combativité commune, des revendications communes : l'idée d'un mouvement d'ensemble au moins à l'échelle de la ville ne pouvait que se développer et être discutée par les travailleurs. C'était même la question centrale quand la grève d'Orléans n'était pas terminée alors que celle de Quelle commençait. La visite des filles d'Orléans à Quelle, faite à l'initiative des militants de notre parti, allait dans ce sens, et a remporté un grand succès. Mais dès ce moment, les travailleurs vont pouvoir situer les obstacles à ce mouvement d'ensemble : pour les révisionnistes, une coordination Orléans-Quelle,

c'est faire entrer le loup dans la bergerie : ils ont un certain poids (contesté cependant) à Quelle, il n'en ont aucun à Orléans ; ce qu'ils peuvent faire dans une boîte, ils ne pourraient plus le faire en cas de coordination ; ils ne pourraient pas diriger le mouvement. Par l'intermédiaire de délégués CGT honnêtes, mais inexpérimentés, les révisionnistes de l'UL-CGT vont saboter la grève de Quelle, sans que rien ou presque ne soit obtenu.

L'UIS-CFDT, quant à elle, n'est pas opposée (en parole) à une coordination des luttes, mais déjà les travailleurs s'aperçoivent, à Orléans et Quelle, qu'elle ne met pas tout le poids de son organisation dans la bataille ( ainsi les mobilisations de la CFDT pour soutenir les boîtes en lutte ne seront toujours que des mobilisations de délégués ).

Dès ce moment, et encore plus à la grève de la Routière Colas, qui suit immédiatement et qui est menée par la seule CGT, les travailleurs des autres boîtes tirent le bilan : un mouvement d'ensemble, c'est ce qu'il faudrait, mais est-il possible aujourd'hui puisque les directions syndicales n'y sont pas favorables ?

Les grèves usine par usine vont cependant continuer, et la question du mouvement d'ensemble va se poser d'une autre manière : si ce n'est pas possible au niveau d'une ville, c'est peut-être possible au niveau d'un trust ? C'est le raisonnement à St-Gobain, et à la CEPEM-Thermor avec la CGE. Mais là encore, il faut en passer par les fédérations syndicales, et là encore ce sera le blocage.

Rompres l'isolement est pourtant une nécessité qui ressort de tous les bilans et un des acquis de toutes ces luttes d'Orléans est l'initiative prise par les travailleurs pour développer la popularisation et l'unité la plus large autour de leurs grèves.



#### L'UNITÉ POPULAIRE CONTRE LA RÉPRESSION

L'unité populaire répondait à deux besoins : se donner tous les moyens matériels pour poursuivre la grève ( et donc faire des collectes, contacter des paysans, inviter d'autres travailleurs aux piquets de grève ), mais surtout se donner tous les moyens politiques, c'est-à-dire expliquer la lutte pour qu'aux moments de la répression, les grévistes ne soient pas isolés. On peut dire que l'intervention policière a été systématique chaque fois que les grévistes se trouvaient en situation d'isolement : aux Coussinets et à Haxo, parce qu'il s'agissait de grèves « tenues à part », chez les éducateurs d'Olivet parce qu'ils sont marginaux par

rapport à la classe ouvrière, chez les cheminots parce que le blocage des trains a eu lieu un jour de départ en vacances (février), et que la bourgeoisie jouait sur une éventuelle division cheminots-usagers, et à Orléans parce que c'était la première lutte. Attendre sans initiative le fonctionnement, par exemple, de la «chaîne de solidarité» CFDT comme à Orléans n'est pas satisfaisant, les travailleurs s'en sont aperçus : cette «chaîne», censée faire débrayer les autres boîtes au moment d'une intervention policière n'a amené à Orléans, face aux flics, qu'une dizaine de délégués.

La systématisation des attaques de flics impose donc que ce soient les grévistes eux-mêmes qui prennent en main une large popularisation. A St-Gobain, à la CEPEM, c'est avant tout dans le quartier que l'unité populaire a commencé à se construire, principalement par plusieurs manifestations de quartier. Et on a vu combien les luttes ouvrières ne laissent pas insensibles des mères de famille, certains petits commerçants, des intellectuels, etc.. Le but de tout cela était clairement exprimé à la CEPEM : « plus notre grève a de sympathie dans le quartier, et plus la police hésitera à intervenir, de peur d'avoir toute la population sur le dos ». La visite d'une délégation de paysans à Rivierre-Casalis a également fait largement avancer l'idée de l'unité ouvriers-paysans. Cette visite n'a pas été à sens unique, soutien des paysans aux ouvriers en grève, elle a aussi été l'occasion d'une discussion, et les ouvriers de Rivierre ont appris les problèmes et les conditions de vie des petits paysans, peu connus malgré la proximité de la campagne.



### LE RÔLE DES RÉVISIONNISTES ET LA LUTTE CONTRE EUX

Les révisionnistes n'ont pas été absents des luttes, même si leur absence d'implantation à Orléans et à la CEPEM, deux grèves phares, a largement diminué leur influence.

Partout où les luttes, de par leur forme, de par les revendications avancées, et de par la présence des révolutionnaires, entraînent en contradiction avec les intérêts du programme commun, les révisionnistes s'y sont opposés.

Par contre, dans des petites boîtes où la CGT aux mains des révisionnistes est seule présente, ils se sont appuyés sur la combativité des travailleurs pour déclencher des grèves longues, qui seront des échecs, il y aura la Routière

Colas (60 grévistes), Haxo (20), Granger (20), Adrex et peut-être d'autres, car il y a eu des grèves «illimitées» qui ont duré une journée et dont personne n'a entendu parler. Dans ces grèves, les conceptions révisionnistes sont mises en œuvre totalement dans les revendications (amélioration des primes, «revalorisation du taux du point», etc.) et surtout parce que les travailleurs servent manifestement de masse de manœuvre aux visées politiciennes : montrer que la CGT, et derrière, le PCF, sont «aussi» dans les luttes, développer l'action des élus locaux, établir le clivage entre des grèves «aventuristes» et les grèves «sérieuses» de la CGT. Manque de chance pour ces messieurs : ces grèves «sérieuses» ont été un échec, et cela, les travailleurs s'en aperçoivent...

A Orléans et à la CEPEM, l'absence des révisionnistes en faisait des «éléments extérieurs» contre lesquels les travailleurs n'avaient finalement pas trop de mal à lutter. A St-Gobain, par exemple, ce n'était pas le cas, et la lutte entre voie révolutionnaire et voie bourgeoise a été constante, et particulièrement nette. Les révisionnistes sont très implantés, mais leur pratique d'intervention ne rencontre pas l'adhésion de tous les travailleurs, loin de là ! Dès le début de la grève, la jeune section CFDT, les syndicalistes révolutionnaires et les militants du Parti marquent des points, par une présence plus active dans l'occupation, par une intervention immédiate du Parti sur les autres boîtes, par la présence du Quotidien du Peuple, plus apprécié que L'Humanité. Cette nette progression des idées révolutionnaires, concrétisée notamment par l'expulsion du bureau fédéral du P«C»F par les travailleurs, rencontre cependant des obstacles : pour bon nombre d'éléments avancés, et le Parti ne va pas suffisamment lutter contre cela, on a déjà remporté des succès inespérés, « il ne faut pas aller trop loin » de peur de nuire à la grève : le statu quo qui va s'instaurer après «l'expulsion» entre le PCF et le Parti laisse le champ libre aux idées défaitistes, révisionnistes. Pas de perspectives, pas de débat politique. Cette absence de débat politique de masse sera en fait fatal à la grève, les Fédérations parviennent, difficilement néanmoins, à faire reprendre le travail sans résultat. Ce qui s'est passé à St-Gobain s'est retrouvé dans plusieurs autres luttes : comment lutter contre les révisionnistes : quand l'attitude a été de chercher un compromis avec eux, par exemple sur les revendications, ou sur le non-débat politique, ça a été l'échec. Par contre, à chaque fois que les travailleurs avancés ont su se montrer fermes, imposer le débat, la démocratie, le comité de grève, etc. les révisionnistes ont reculé.

Car finalement, le PCF est un des grands perdants de ce mouvement gréviste à Orléans. Aucune victoire à leur actif, une prise de conscience anti-révisionniste certaine de nombreux travailleurs parmi les plus combattifs, un recul des éléments révisionnistes de la CGT lors des élections syndicales, voilà leur bilan !

### L'ATTITUDE DES RÉFORMISTES

Le rôle des réformistes ressort moins, et le bilan des luttes n'a pas permis encore une claire prise de conscience de la majorité des travailleurs. Non pas que le PS ait joué un quelconque rôle directement : il a essayé à Orléans (y compris en renchérisant et en faisant des propositions d'action aventuristes), mais devant l'échec, le PS n'est plus intervenu dans les luttes. Pourtant la direction locale CFDT est aux mains des «socialistes» : les sections CFDT ont pris une part extrêmement active aux différentes luttes... et pourtant ce sont les représentants de ces sections qui ont été évincés du conseil UIS.

Par rapport à ça, comme par rapport à l'aide somme toute faible de l'UIS aux luttes, une remise en

cause de la direction commence à apparaître, et est encore plus nette en ce qui concerne les fédérations. Par contre, la direction CFDT s'est servie de la juste opposition des travailleurs aux révisionnistes dans la CGT pour monter en épingle un soi disant antagonisme entre les deux syndicats : une CGT qui serait totalement aux mains des révisionnistes, ce qui est faux, et une CFDT « à la pointe des luttes ». Cette coupure était particulièrement nette à la journée régionale d'action, où près de 10 000 travailleurs sont descendus dans la rue, avec deux blocs bien distincts : la CFDT, « syndicat de lutte de classe », « favorable à l'autogestion », et la CGT « favorable au programme commun ». Cet antagonisme n'a eu pour effet que de cantonner derrière les banderoles du programme commun des travailleurs qui manifestement souhaitent autre chose. Le courant syndicaliste révolutionnaire qui s'est dégagé dans les luttes, à Quèlle, à Orléans, à St-Gobain, à la SNCF, etc. commence cependant à s'affirmer, et la lutte contre les directions syndicales CGT-CFDT, en fait toutes les deux parties prenantes de l'Union de la Gauche, prend aujourd'hui de l'ampleur, en s'appuyant en particulier sur le bilan des luttes.

### L'APOLITISME

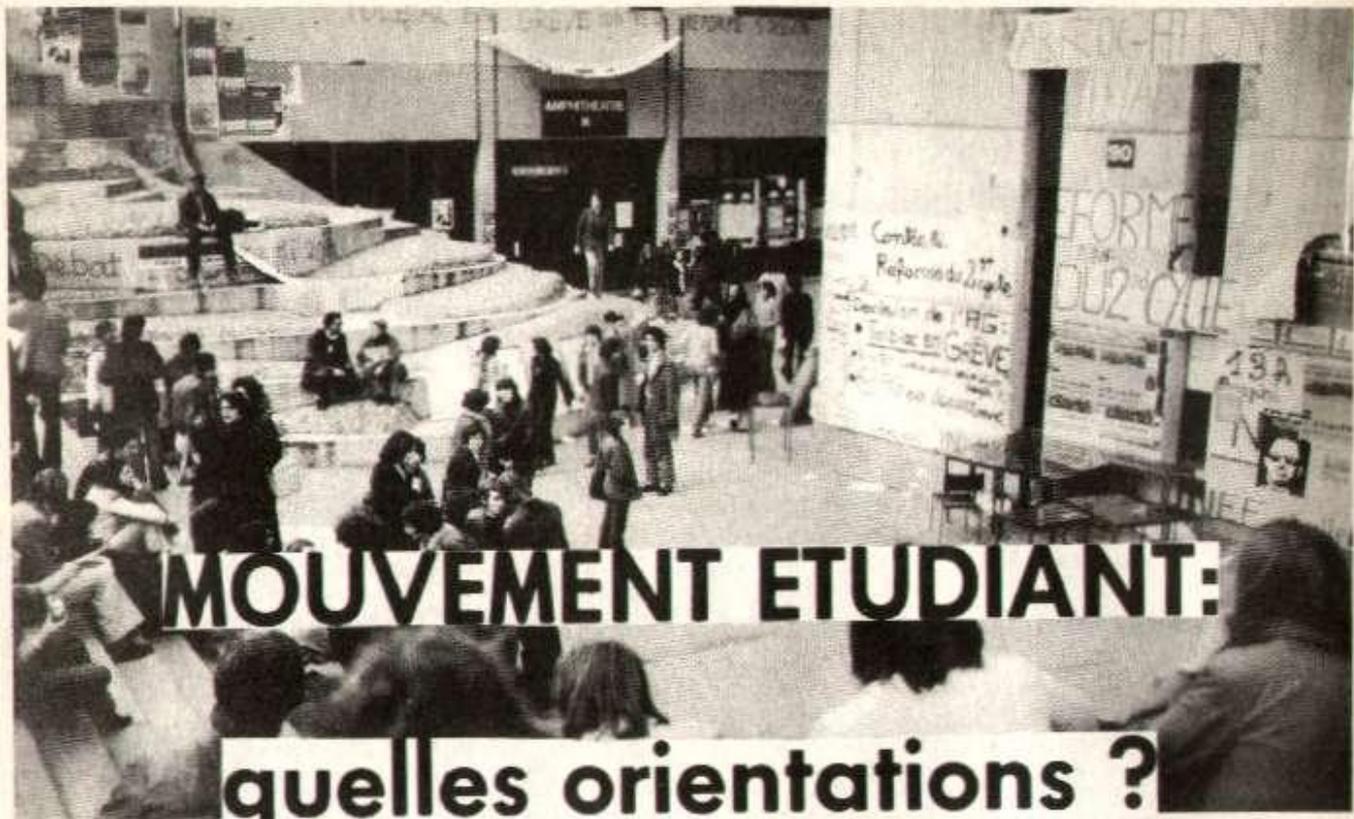
Une autre idée fautive, souvent présente au début des grèves, a reculé : l'apolitisme. Cette idée, que d'aucun attribuait aux travailleurs, était souvent le lot des dirigeants de la grève, au nom de l'unité qu'il ne faut pas rompre : unité syndicale, ou unité avec d'autres couches, comme les agents de maîtrise à la CEPEM : c'est au nom de ce refus de la politique que quelques syndicalistes combattifs, à Rivierre-Casalis et à la CEPEM, issus en général de courants catholiques, penchent vers l'anarcho-syndicalisme. En fait, qu'en est-il, et d'abord, à la CEPEM, qui sont ceux qui parlaient le plus haut pour dire : « pas de politique » ? Il y avait d'abord la maîtrise et les techniciens : ceux-ci ont participé à la grève, en se basant sur les revendications définies par les ouvriers. Ce sont eux aussi qui ont lâché le mouvement les premiers, entraînant son demi-échec. Prendre en compte leur point de vue, en l'occurrence celui du refus de la politique, c'était prendre en compte un point de vue étranger à la classe ouvrière, celui de petits-bourgeois oscillant entre deux classes antagoniques. « Pas de politique », pour eux, c'était surtout « pas d'expression des idées révolutionnaires », et on les

comprend : pour un agent de maîtrise, le pouvoir des ouvriers et des paysans, c'est la fin d'un certain nombre d'avantages matériels, une place dans la hiérarchie contestée etc.. Les réflexions « apolitiques » venaient aussi au départ de certains ouvriers. Appliquer la ligne de masse pendant la grève de la CEPEM, c'était, pour les communistes, commencer par chercher ce qu'il y avait derrière ces mots, quelles conceptions, et d'abord qu'est-ce qu'ils entendaient par politique : on a rapidement pu voir qu'il s'agissait de refuser la politique bourgeoise, celle qui consiste à asséner un point de vue aux travailleurs sans tenir compte de leur avis, à se servir d'eux comme masse de manœuvre, à mettre en avant une étiquette. Et en effet, la « politique » du PCF ( non présent dans l'usine ) pendant la grève a été largement rejetée : délégation d'élus à la préfecture ( sans aucun travailleur de la CEPEM ), appel à « prolonger la lutte dans le cadre des élections cantonales », etc... Mais les grévistes ne rejetaient pas le débat politique, les explications fournies par les militants sur tel ou tel aspect de la situation en France (exemple : la crise) ou dans le monde (exemple : le Sahara).

Nous n'avons évoqué là que quelques enseignements politiques des luttes et de l'intervention du Parti. Il est évident que bien d'autres questions ont été soulevées dans les multiples discussions et débats qui ont eu lieu, puisque la grève est bien un moyen privilégié pour les travailleurs de se voir, d'échanger des idées, de progresser. Parmi les autres enseignements importants, citons le rôle des femmes, l'unité de la classe ouvrière, qui a posé des problèmes, non pas entre français et immigrés ( c'est un point qui a nettement avancé ) mais entre les différentes couches de la classe ouvrière, des jeunes femmes de l'usine de parfum Orléans aux ouvriers issus du lumpen-prolétariat de Haxo, des « verriers » de St-Gobain aux O.S. de la CEPEM. Citons également l'avancée politique des masses sur des points comme la justice (à Orléans où il y a plusieurs procès en cours), ou la presse, presse bourgeoise ou presse révolutionnaire, à la CEPEM. Il faudrait également préciser, au travers de son intervention, comment le mouvement de rectification a transformé le Parti à Orléans.

Ce qui est net aujourd'hui à Orléans, c'est que d'autres luttes ne manqueront pas de se déclencher, et que les travailleurs ressentent la nécessité de ce bilan complet, approfondi, comme ils ressentent la nécessité d'avoir une vue plus large que celle d'Orléans, pour que la « petite offensive ouvrière » de cet hiver se transforme en offensive globale, généralisée, et donc plus puissante.





# MOUVEMENT ETUDIANT: quelles orientations ?

Mme Saunier Séité comptait sur les vacances de Pâques et sur la proximité des examens pour en finir avec le mouvement. Elle doit déchanter : en fait, le mouvement s'est étendu et la voici maintenant qui esquisse un premier recul en proposant de remettre en discussion le décret d'application de la réforme sans toutefois la remettre en cause ni en modifier les échéances. Cependant, les faits sont là : depuis la rentrée, les flics sont intervenus partout et brutalement ; le recours systématique à la police, tel est le premier terme de la politique bourgeoise, en général, et particulièrement aujourd'hui, parce que la réforme est un enjeu important pour elle puisque l'UNEF et les organisations réformistes ne contrôlent pas la lutte.

Les grandes manœuvres réformistes, que le SNES-sup mène en réclamant plus et de meilleurs cadres au service de la nation, ne passent pas inaperçues au sein du mouvement. Mais la confusion est encore trop grande pour qu'une réelle bataille soit menée sur les orientations à prendre. Pour de nombreux étudiants, la nécessité du débat politique est nette, l'unité de façade, qui a prévalu jusqu'à maintenant parce que toutes sortes d'ambiguïtés subsistaient sur les objectifs, doit être brisée. Cette unité-là ne sert que les manœuvres réformistes. Ce qui est en question aujourd'hui, c'est la construction d'un pôle révolutionnaire dans la lutte avec tous les étudiants qui remettent en cause l'université comme partie prenante de la société d'exploitation.

## LES CONTRADICTIONS DU MOUVEMENT ETUDIANT

Car l'université, si elle donne quelques connaissances permettant de participer à la société capitaliste, est un instrument de sélection idéologique aux mains de la bourgeoisie. La réforme du deuxième cycle aujourd'hui vise à perfectionner à la fois l'adaptation des formations aux besoins économiques et le contrôle idéologique sur les futurs cadres (notamment par les stages en alternance).

Ce qui porte la jeunesse intellectuelle d'origine bourgeoise et petite-bourgeoise pour l'essentiel à remettre en cause le contrat que lui propose la bourgeoisie, c'est qu'elle entretient avec elle un certain nombre de contradictions :

- la contradiction entre l'aspiration au savoir, à la maîtrise intellectuelle des phénomènes et les limites qu'imposent l'idéologie bourgeoise (par exemple absence d'explication complète et cohérente en histoire, en économie), ainsi que l'organisation même des études (ghetto, coupure de la pratique, financement de la recherche lié au profit...)

- la contradiction entre l'avenir que la bourgeoisie fait miroiter au départ (grand intellectuel, le prestige...) et la réalité décevante des débouchés : garde-chiourme ou gratte-papier

- la contradiction entre les boniments de la bourgeoisie sur l'universalité de la

culture, sa mission civilisatrice et sa fonction réelle : dissimuler et justifier l'exploitation des masses et des peuples. Cette contradiction est d'autant plus vivement ressentie que les luttes anti-impérialistes se sont développées impétueusement dans la dernière décennie, remportant de grandes victoires.

## LES OSCILLATIONS DU MOUVEMENT

Suffit-il d'aiguiser, d'éclairer ces contradictions pour que la jeunesse intellectuelle s'engage dans la voie révolutionnaire, sous la direction du prolétariat ?

Non car la jeunesse intellectuelle, du fait de son origine et de son avenir de classe, compte certaines caractéristiques qui s'opposent à son engagement spontané aux côtés et sous la direction du prolétariat révolutionnaire. Il s'agit notamment de l'appréhension à se placer sous une direction prolétarienne. Ceci lié au caractère artificiel de la vie étudiante, sans point d'ancrage, peut entretenir le sentiment plus ou moins conscient qu'il est possible, dans une certaine mesure, d'échapper à la lutte de classes et à ses contraintes ; ainsi, nombre d'étudiants veulent devenir enseignants parce que c'est « moins dégueulasse » que d'être cadre dans une entreprise.

C'est en fonction de ces deux rejets, rejet du contrat pour l'exploitation que

propose la bourgeoisie, et rejet spontané de la direction de la classe ouvrière, que la couche étudiante oscille constamment selon le rapport de force entre les deux classes fondamentales. De manière spontanée, la petite bourgeoisie intellectuelle va donc chercher la solution à ses maux dans son propre horizon de classe. C'est sur la base de ces deux rejets que révisionnistes, trotskistes, et autres réformistes trouvent un terrain favorable : ils proposent une alliance à bon compte avec la classe ouvrière puisqu'ils entendent la mettre à la remorque de la petite bourgeoisie.

Il apparaît que deux conditions sont nécessaires pour qu'une frange importante d'étudiants s'engage dans la voie révolutionnaire : un mouvement ouvrier et de luttes populaires d'importance, un Parti communiste lié à la classe ouvrière, capable de donner le point de vue d'ensemble, de mener la lutte pied à pied contre le réformisme, d'indiquer les conditions et les voies pour rallier la lutte révolutionnaire des travailleurs.

#### DE LA REMISE EN CAUSE DE L'UNIVERSITÉ...

Dans le mouvement en cours, des questions politiques se posent. Nous l'avons noté : combativité certaine et confusion, des aspirations révolutionnaires qui n'arrivent pas à déboucher largement. Pourtant à Amiens, à Grenoble par exemple, les étudiants ne se sont pas contentés d'expliquer la réforme au cours de leurs actions de popularisation, ils ont dénoncé l'ensemble du système scolaire capitaliste qui élimine les enfants du peuple en invitant les travailleurs à en discuter en fonction de leur propre expérience. A Lyon, à Grenoble, les étudiants manifestent contre les licenciements avec les travailleurs du Rhône-Poulenc, à Amiens, ils soutiennent par des collectes les travailleurs de Georges en grève, les occupations d'ANPE se multiplient. Cependant on ne peut affirmer qu'un rassemblement révolutionnaire clair s'est dessiné dans le mouvement.

Ainsi, si l'on prend le mot d'ordre « Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat » massivement scandé dans les manifestations, que peut-il recouvrir ?

Il peut avoir deux sens : la volonté d'en revenir à l'université libérale avec un avenir tranquille de fonctionnaire (ou à une université à la révisionniste formant des cadres « au service de la nation ») et il peut être le signe de la remise en cause de l'université bourgeoise et de la société d'exploitation qu'elle sert. Dans la tête des milliers



d'étudiants qui scandent ce mot d'ordre, la réponse n'est pas, aujourd'hui, tout à fait claire.

Donc si l'unanimité se fait pour l'abrogation de la réforme, l'unité est fragile dans la mesure où bien des ambiguïtés subsistent.

Mais cela ne veut pas dire pour autant que les questions ne se posent pas ; une réflexion s'est développée tout au long du mouvement ; ainsi après Pâques, en faisant le bilan des premières expériences de la popularisation ou de la liaison avec les travailleurs. Bien des étudiants révolutionnaires se demandaient alors si une liaison révolutionnaire avec les travailleurs était possible. L'expérience s'est faite : sur quelle base construire cette unité révolutionnaire. Suffit-il de mettre en avant la menace du chômage ? Non, qu'y a-t-il de commun entre un futur cadre menacé de chômage et un OS chômeur ? Peut-on demander aux travailleurs de soutenir une lutte pour une ascension sociale mieux assurée, pour un meilleur avenir de cadre sur le dos ? Cette liaison là, oui, elle peut exister, mais elle n'a rien de révolutionnaire, c'est celle que peuvent proposer l'UNEF et le Programme Commun.

#### A LA NÉCESSITÉ D'UN PÔLE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE RÉFORMISME ET LE RÉVISIONNISME

Les aspirations révolutionnaires des étudiants, cette volonté de prendre part au combat révolutionnaire se heurtent, pour aboutir réellement, aux ambiguïtés qui subsistent dans le mouvement, qui le maintiennent dans

le cadre spontané. La nécessité d'un débat politique de fond sur les orientations est affirmée, mais les moyens de ce débat font défaut. Pour pouvoir imposer aux révisionnistes et aux trotskistes un débat démocratique et réel, pour en finir avec la confusion, il est nécessaire que se constitue un pôle révolutionnaire conséquent dans le mouvement. Cette volonté de rassembler les forces révolutionnaires pour faire contre-poids aux réformistes et avoir les moyens d'engager largement la lutte d'idées, se concrétise de plus en plus : ainsi des rassemblements significatifs s'esquissent autour du Parti, des cercles se constituent et s'élargissent.

Aujourd'hui, pas à pas les débats s'organisent, les clivages se dessinent, les choix entre les diverses orientations deviennent plus claires. Ce qui est en question, c'est la place du mouvement vis à vis des autres luttes.

#### QUELLES SONT LES TÂCHES DES COMMUNISTES DANS LE MOUVEMENT EN COURS ?

Ce qui est nécessaire, c'est de situer ce mouvement dans l'affrontement d'ensemble avec la bourgeoisie ; l'ampleur de la lutte, sa durée, l'affrontement avec l'appareil d'Etat, cela va au-delà de la simple lutte contre une réforme. A côté de cette lutte, d'autres se développent : celles des ouvriers, des paysans ; comment s'allier avec elles, sur quelles bases ? Ces questions sont posées.

Les révisionnistes y répondent par le Programme Commun et ses alliances de classe (où les étudiants ont bonne place).



Le Parti présente largement la perspective révolutionnaire; enfermés dans leur ghetto, les étudiants ont souvent une conscience limitée et déformée de la réalité de la lutte des classes, si, dans le cours de leur lutte, ils se sont tournés vers la classe ouvrière, beaucoup, cependant, doutent du potentiel révolutionnaire des travailleurs, pour certains, ils sont depuis 68 de plus en plus soumis aux réformistes. Combattre cette mystification est une tâche importante du Parti: il doit permettre aux étudiants de faire le point sur les luttes en cours, sur la façon dont se dessine aujourd'hui le mouvement d'ensemble, sur la manière dont la

bourgeoisie s'y oppose. En organisant des rencontres avec des travailleurs révolutionnaires, en constituant des délégations de soutien aux usines en lutte, nous montrons qu'une lutte existe chez les travailleurs entre les idées révolutionnaires et les idées de conciliation avec la bourgeoisie.

C'est sur cette base que le Parti peut engager sérieusement la bataille sur les orientations et pousser le refus de la réforme jusqu'à la remise en cause de l'université bourgeoise. En permettant aux étudiants de se situer dans le cadre général de la crise et de la préparation du mouvement d'ensem-

ble, nous pouvons en effet, montrer comment l'université est un instrument pour dresser contre le peuple, un appareil important de la bourgeoisie, pour perpétuer l'oppression et l'exploitation.

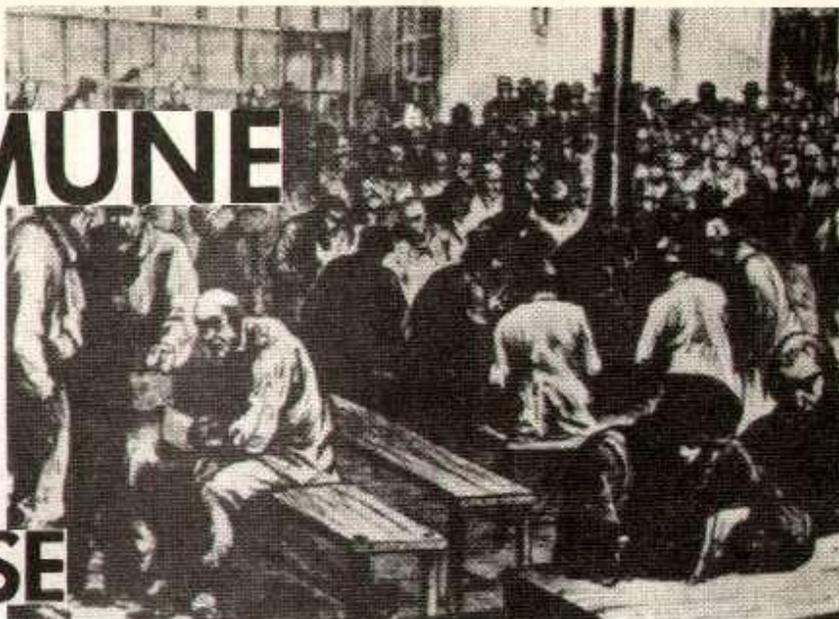
Quelle université voulons-nous ? C'est bien là un critère permettant d'éclaircir le débat; lutter contre la réforme d'accord, mais pour revenir comme avant ? pour un meilleur avenir de cadre ? En nous appuyant sur les contradictions positives que nous avons notées plus haut, nous développons la critique du savoir et de l'enseignement bourgeois, nous dénonçons la réalité du rôle du cadre en système capitaliste en organisant des groupes de critique appuyés par des enquêtes menées auprès des travailleurs. Ce travail, qui peut être très large, permet également de voir dans quelle mesure les connaissances apprises à l'université peuvent être mises au service des travailleurs en lutte, par exemple dans le domaine de la médecine, du droit...

Permettre aux étudiants de situer leur lutte dans le cadre d'ensemble, mener la critique de l'université au-delà de la simple réforme, engager dès maintenant le soutien aux usines en grève, aux luttes populaires en développant l'esprit de servir le peuple, telles sont les tâches du Parti, ce qui est nécessaire pour combattre les idées et les orientations réformistes dans le mouvement, et constituer un pôle révolutionnaire se plaçant sur les positions du prolétariat révolutionnaire.



# LA COMMUNE

## UNE INTENSE



Une assemblée ouvrière.

## LUTTE DE CLASSE

L'EMPIRE, C'EST LA MISÈRE  
POUR LES TRAVAILLEURS !

## POUR

## LE POUVOIR

Chemins de fer progressant vers le Nord, vers Lyon, jetant sur la province des milliers d'industries, de puissantes compagnies des mines, de navigation, de commerce, financées par le Crédit Mobilier, la Société Générale, le Crédit Lyonnais... l'expansion capitaliste sous le Second Empire bat son plein. Napoléon III, l'homme de la bourgeoisie industrielle et financière, met l'État à son service. Haussmann rejette les ouvriers du centre vers la périphérie, coupe Paris en deux : La «ville de luxe» et la ville des travailleurs. Par le développement de l'industrie, par sa politique de grands travaux, Napoléon III croyait réaliser son rêve saint-simonien : «l'extinction du paupérisme»... Il croyait offrir à la classe ouvrière la prospérité et l'enchaîner !

Démagogie impuissante devant une conscience de classe qui grandit. Qu'a apporté aux ouvriers cette concentration d'entreprises, ces capitaux immenses rassemblés en quelques mains ? La journée est toujours de douze heures ; les enfants sont embauchés dès 7 ans pour quelques sous ; les machines ont fait augmenter les cadences, jettent sur le pavé des milliers de sans-travail !

### Un prolétariat en formation

Un tiers de la population parisienne, le prolétariat de Paris est dispersé dans des milliers d'ateliers. La maison Cail, la plus grande usine métallurgique n'emploie que deux mille ouvriers disséminés dans trois quartiers différents ; et sur les 500 000 ouvriers parisiens, que de mécaniciens, bronziers, relieurs, tailleurs, cordonniers, typographes qui travaillent dans de tout petits ateliers ou même encore à domicile. Dans ces conditions, la prise de conscience présente des niveaux très différents : tendance à la conciliation, au compromis chez les ouvriers des petits ateliers ; conscience de classe, combativité chez les ouvriers d'usine qui voient leur force face au patron et prennent l'initiative des grèves.

Pour les ouvriers, les «idées avancées» de Napoléon, c'est l'exploitation, la baisse du salaire réel.

## MAIS L'OUVRIER A RELEVÉ LA TÊTE

### LA GRÈVE DES BRONZIERS



1865 : A la suite d'une grève, les bronziers obtiennent la réduction de la journée de travail de 11 à 10 heures. Ils créent alors la Société de Crédit Mutuel et de Solidarité des ouvriers du bronze (5 000 membres).

1867 : Les ouvriers réclament le droit de se faire représenter par des délégués chargés par eux de discuter avec les patrons. Une intense solidarité s'organise : 18 corporations ouvrières lancent un appel de soutien... La Société des Ferblantiers avance plus des deux tiers de son capital, les typographes et sculpteurs sur bois, bien qu'eux-mêmes à la veille d'une grève, prêtent aux bronziers presque tout l'argent qu'ils possèdent. L'Internationale obtient le soutien d'une grande partie des sociétés de province et des Trade Unions anglais. Devant cette résistance, une augmentation moyenne de 25 % est accordée aux ouvriers.

### «COMMENT FAIRE POUR NOURRIR UNE FAMILLE ?»

«(...) Je voudrais que vous connaissiez un peu le service des chemins de fer. Moi qui suis un des vieux employés de vingt ans des chemins de fer d'Orléans, qui ai sacrifié ma jeunesse à passer les nuits et les jours de 18 à 20 heures sur 24, et toujours pour gagner un franc cinquante par jour, soit quarante cinq francs par mois. (...) Comment faire pour nourrir une famille ? On fait quinze jours service de jour, quinze jours service de nuit, depuis quatre heures trente du soir, jusqu'à sept et huit heures du matin. (...) Conduits comme galériens, la moindre petite faute donne lieu à cinq francs d'amende sans savoir, sans pouvoir s'imaginer le motif. (...) Ah ! qu'ils sont canailles tout de même, ces chefs d'administration de chemins de fer qui reçoivent des cent mille francs de gratification, tandis que le malheureux subalterne travaille pour faire gonfler leur gros ventre...»

Citoyen A. Rossen, cheminot  
(Lettre au «Père Duchêne»)

A l'Exposition de Londres, en 1862, un typographe témoigne : «Depuis 1850, le prix des loyers et des subsistances s'est accru d'au moins 50 %, tandis que mon salaire s'est à peine élevé de 9 à 10 %, donc au total 40 % de diminution de bien-être. Pour les capitalistes actionnaires du Crédit Mobilier, c'était, dans le même temps, 40 % de dividende par action !

Les associations ouvrières sont interdites ? Il crée des «sociétés de secours mutuel», à côté de celles patronées par Napoléon III ! Les patrons lockoutent, la troupe tire ?... Les grèves se multiplient, toujours plus longues, plus dures, renforçant la solidarité ouvrière.

Dans la lutte, la classe ouvrière se forge. Depuis 1848 et la répression sanglante de l'insurrection ouvrière par les «républicains», une idée grandit : «l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes». De 500 adhérents en 1866, l'Association Internationale des Travailleurs compte 245 000 inscrits en 1869. Dès 1868, des associations s'inscrivent en bloc à l'Internationale. Mais combien d'ouvriers ont lu le Manifeste du Parti Communiste, combien connaissent le socialisme scientifique ? Très peu... Largement, ce sont encore les idées des socialistes utopiques, c'est l'influence de Proudhon, de Blanqui qui dominent. La Commune devait en payer le prix.

### PROUDHON : UN SOCIALISTE UTOPIQUE

Le socialiste utopique Proudhon proposait comme solution à la concentration capitaliste la constitution de coopératives ; leur multiplication devait faire tomber le capitalisme. En niant le caractère irréversible de la concentration capitaliste, Proudhon s'opposait à cette force supérieure qu'elle crée chez les ouvriers : conscience de classe, meilleures conditions d'organisation et de lutte. Proudhon en est conduit tout naturellement à dénigrer les grèves et les syndicats : «Il n'y a pas plus de droit de coalition, qu'il n'y a un droit du chantage, de l'escroquerie ou du vol, pas plus qu'il n'y a un droit de l'inceste et de l'adultère».





Les républicains bourgeois se chargeant des Communes de province, Thiers avait les mains libres pour écraser Paris.

### DES PAYSANS ÉCRASÉS PAR LA BOURGEOISIE

Encore lui faut-il tenir les paysans. Le blocus des journaux parisiens, l'envoi dans les campagnes de milliers de commissaires de police, la remise en vigueur des passeports pour circuler d'une ville à l'autre achevèrent l'œuvre des deux Napoléon. Le premier, se faisant passer pour l'héritier de la Révolution, avait consacré le droit du paysan à sa parcelle de terre, avait voulu lui faire croire que l'armée et les guerres étaient pour la liberté, pour la défense des libertés, de la propriété conquises par la révolution.

Pénétrées par les chemins de fer, peu à peu, les campagnes se transforment : «les propriétaires minuscules» se multiplient et s'endettent auprès de ces banquiers avides de faire profiter l'argent dans l'industrie, les jeunes fuient le Massif Central, les Alpes du Sud, les Pyrénées, bientôt suivis par les petits métiers ruinés par la concurrence de la grande industrie... De l'agriculture de subsistance, le paysan passe progressivement à l'agriculture de marché, celle qu'impose le capitalisme.

Mais il secoue le joug, «opposant son maire au préfet du gouvernement, son instituteur au prêtre du gouvernement, et sa propre personne au gendarme du gouvernement» (Engels). En 1852, plusieurs soulèvements armés répondent au coup d'Etat.

Isolés par leurs parcelles-mêmes, très peu mécanisés, non soumis à la division du travail, ils n'avaient pas, à la veille de la Commune, de revendications, de programme propres. La bourgeoisie réactionnaire des usuriers, des curés, des notaires, des huissiers, des percepteurs, toute cette bureaucratie vivant aux dépens de la parcelle, prêta le sien aux paysans : la lutte contre les «partageux», pour la propriété.

Abattez cette emprise, tissez les liens de classe qui l'unissaient aux paysans, la Commune tenta de le faire. Mais, dans l'encerclement de l'armée versaillaise, peu de moyens lui restaient : des proclamations furent envoyées à l'aide de ballons ; dans les quartiers, des réunions de «pays» s'organisèrent pour diffuser les idées de la Commune dans le département, la Commune rédigea deux adresses aux paysans, «travailleurs des campagnes».

### Mouvements dans les campagnes

«Le mouvement gagna les classes agricoles. A Saincoin dans le Cher, à la Charité-sur-Loire, à Pouilly dans la Nièvre, des gardes nationaux en armes promènèrent le drapeau rouge. Cosne suivit le 18 ; Fleury-sur-Loire le 19. Le drapeau rouge flotta en permanence dans l'Ariège ; à Foix, on arrêta les canons ; à Varilhes, on essaya de faire dérailler les wagons de munitions ; à Périgueux, les ouvriers de la gare saisirent les mitrailleuses». (Lissagaray)

### « Aux travailleurs des campagnes » (28 avril)

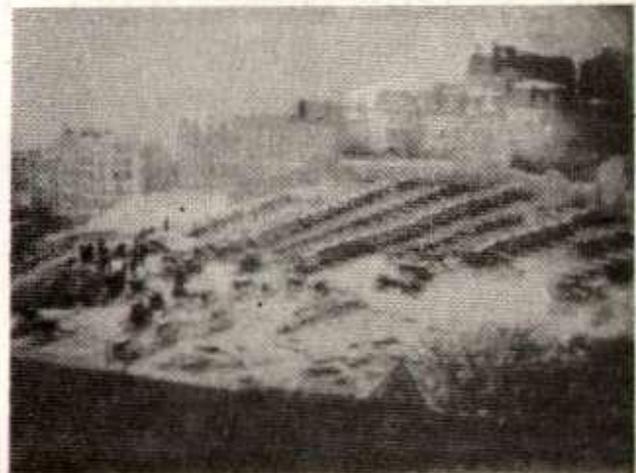
«Frère, on te trompe. Nos intérêts sont les mêmes... Qu'importe que l'opresseur ait nom ; gros propriétaire ou industriel ? Voici près d'un siècle, paysan, pauvre journalier, qu'on te répète que la propriété est le fruit sacré du travail, et tu le crois. Mais ouvre donc les yeux... Te voilà vieux ; tu as toujours travaillé ; tous tes jours se sont passés, la bêche ou la faucille à la main, de l'aube à la nuit, et tu n'es pas riche cependant, et tu n'as pas même un morceau de pain pour ta vieillesse. Tous tes gains ont passé à élever péniblement des enfants que la conscription va prendre.

Non, frère, le travail ne donne pas la propriété. Elle se transmet par hasard ou se gagne par ruse. Les riches sont des oisifs, les travailleurs sont des pauvres. C'est la règle...

Voilà pourquoi Paris s'agite, réclame, se soulève et veut changer les lois qui donnent tout pouvoir aux riches sur les travailleurs».

Les bases de l'alliance de classe étaient posées. Toutes les barrières dressées par des siècles d'oppression n'avaient pu empêcher les ouvriers de la Commune, ces prolétaires souvent arrachés, il y a peu, au travail des champs, de voir dans les paysans leurs principaux alliés.

● Influence des idées de la petite bourgeoisie, tendances à la conciliation et à la défensive, des paysans écrasés par l'Empire et inorganisés, le prolétariat de 1871 ne put garder le pouvoir. Mais la Commune savait que son œuvre ne mourrait pas avec elle, qu'elle construisait un monde pour vivre, libéré par les armes de la dictature des exploités, un monde pour les travailleurs et construit par eux. Cette certitude, c'est la force du prolétariat, celle qui fait de la Commune, plus qu'une insurrection : la première organisation des ouvriers au pouvoir.



A Montmartre, le Parc d'Artillerie resta intact.



## L'INCIDENT POLITIQUE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE DE LA PLACE TIEN AN MEN

Pékin, 7 avril 1976 (Hsinhua) :

Voici le texte d'une dépêche écrite par des correspondants ouvriers-paysans-soldats et des reporters du «Renmin Ribao» :

Au cours de cette première semaine du mois d'avril, la place Tien An Men dans la capitale, a été le théâtre d'un incident politique contre-révolutionnaire qu'une poignée d'ennemis de classe a créé, avec préméditation, suivant un plan déterminé et d'une façon organisée, sous prétexte de rendre hommage à la mémoire du premier ministre Chou En-lai à l'occasion de la fête des morts. Ils ont délibérément prononcé des discours réactionnaires, placardé des poèmes et des slogans réactionnaires, distribué des tracts réactionnaires et incité à la formation d'organisations contre-révolutionnaires. Dans un langage contre révolutionnaire, tantôt voilé, tantôt sans fard, ils ont crié avec frénésie que «l'époque de l'empereur Che Houang Ti des Ts'in est révolue», proclamé ouvertement leur soutien à Teng Siao Ping, et, comme des forcenés, ils ont dirigé le fer de lance contre le président Mao, notre grand dirigeant, afin de diviser le Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Mao, ce dans la vaine tentative de détourner de son orientation la lutte menée actuellement pour critiquer Teng Siao ping et riposter au vent déviationniste de droite qui remet en cause les conclusions justes : en bref, ils se sont livrés à des activités contre révolutionnaires.

Le 5 avril, ces activités contre révolutionnaires ont atteint leur apogée. Vers huit heures, une voiture de propagande du bureau de la sécurité publique de la municipalité de Pékin a été lapidée ; ce véhicule a été retourné et la carrosserie et les haut-parleurs complètement endommagés. Après neuf heures, une foule de plus de 10 000 personnes se pressait à l'entrée du Palais de l'Assemblée Populaire ; au moment où elle était la plus dense, il devait y avoir selon toutes estimations, plus de 100 000 personnes. Hormis un tout petit nombre d'éléments nuisibles, auteurs de l'incident, cette foule était, dans son écrasante majorité, formée de passants attirés par ce

qui se passait. Certains se trouvaient autour du monument aux héros du peuple, le gros de la foule était à l'extrémité ouest de la place, devant l'entrée est du Palais de l'Assemblée Populaire. Une dizaine de jeunes furent encerclés et frappés par les éléments en question : la tête boursouflée, le visage tuméfié, ils dégoulaient de sang. Les nervis fauteurs de trouble criaient : «A mort ! à mort !» Un combattant de la garde voulut s'interposer, ces triblions lui arrachèrent aussitôt ses pattes de col et l'étoile de sa casquette, lui déchirèrent ses vêtements et le frappèrent au visage ; il eut bientôt la tête en sang. Mais les brutes déchaînés criaient : «Essayez donc de mettre fin à un spectacle comme ça, il n'y en a pas un au Comité Central qui en soit capable, et s'il en vient un, il ne pourra se tirer de la fournaise !» L'ardeur belliqueuse de ces contre-révolutionnaires était à son comble. Vivement indignés, beaucoup de gens ont dit : «Depuis la libération, la place Tien An Men a toujours été l'endroit où le Président Mao, notre grand dirigeant, passe en revue les défilés des masses révolutionnaires. On ne peut tolérer un tel incident contre-révolutionnaire». Pour défendre le Palais de l'Assemblée Populaire Nationale, une colonne de milice ouvrière, forte de plusieurs centaines d'hommes, s'engagea sur le péristyle du Palais. Elle fut sectionnée en plusieurs tronçons par les fauteurs de trouble. Ceux-ci criaient sans arrêt comme des forcenés, des slogans réactionnaires et tombaient à bras raccourcis sur ceux qui, dans la foule, se manifestaient contre eux, les frappant au visage jusqu'au sang. Après les avoir frappés, ils les traînaient au pied du monument et les forçaient à s'agenouiller pour «reconnaître leurs crimes».

A onze heures cinq minutes, une foule de gens se sont précipités vers le musée d'histoire de Chine, à l'est de la place Tien An Men. Devant le musée, une camarade essaya de s'interposer ; elle fut aussitôt tirée à l'écart et frappée. A ce moment là, un groupe de nervis s'étaient rassemblés autour d'un bâtiment utilisé par l'armée populaire de libération, près d'une petite tour d'horloge, à l'extrémité sud-est de la place. Ils occupèrent le bâtiment après en avoir forcé

la porte. Plusieurs énergumènes aux cheveux en brosse, chacun un porte-voix à transistors, à la main, se mirent à tour de rôle, à faire de l'agitation d'une voix éraillée. Vers midi, certains de ces éléments proclamèrent, en outre, la formation d'un soi-disant «Comité de la Population de la capitale pour honorer la mémoire du premier ministre». L'un d'entre eux, porteur de lunettes, eut le front de fixer au service de sécurité publique un délai de dix minutes pour donner une réponse, ajoutant que les bureaux de ce service seraient saccagés si ses conditions n'étaient pas acceptées.



A midi trente, afin de défendre l'édifice utilisé par l'armée de libération, les combattants de la garde en faction sur la place Tien An Men se sont avancés en bon ordre dans cette direction. Les fauteurs de trouble se livrèrent alors à l'agitation en criant : «Les soldats du peuple sont aux côtés du peuple !», «La crédulité n'est pas un crime !» puis, ils renversèrent une limousine «Changhai» et y mirent le feu. Les pompiers et les combattants de la garde dépêchés sur les lieux furent bloqués et une voiture de pompiers endommagée. Les fauteurs de troubles crièrent qu'éteindre l'incendie, ce serait «réprimer le mouvement de masse». Plusieurs sapeurs-pompiers furent frappés jusqu'au sang. A midi trois quarts, un groupe de la police populaire arriva en toute hâte à la rescousse ; il fut également hué et bloqué. Les factieux arrachèrent les casquettes de plusieurs agents de la police populaire et les jetèrent en l'air. Des couteaux, des poignards et d'autres projectiles furent lancés sur les policiers dont plusieurs furent cernés et frappés.

Dans l'après-midi, les activités de sabotage menées par cette poignée de contre-révolutionnaires gagnèrent en recrudescence. Ils incendièrent des camions qui transportaient de l'eau et de la nourriture pour les ouvriers miliciens en fonction, et des voitures du service de la sécurité publique, en tout quatre véhicules. Vers dix-sept heures, cette bande de forcenés fit de nouveau irruption dans le bâtiment. Ils emmenèrent les sentinelles qui se trouvaient à l'entrée en les frappant brutalement. Ils forcèrent les fenêtres du rez-de-chaussée et mirent à sac les locaux. Postes de radio, couvertures, draps,

vêtements et livres, tout fut jeté aux flammes. Plusieurs dizaines de bicyclettes appartenant à des ouvriers miliciens de la capitale furent incendiées ou détruites. Des volutes de fumée noire montaient dans le ciel au milieu des clameurs poussées par cette bande de contre-révolutionnaires. Ils mirent ensuite le feu au bâtiment après en avoir cassé presque toutes les vitres.

Les larges masses révolutionnaires éprouvent une haine très vive pour les auteurs de cet incident politique contre-révolutionnaire. Or, cette poignée

de trublions jubilaient, on les entendait dire : «Ça, c'est la force des masses». Et d'ajouter avec arrogance : «Maintenant, personne n'y peut plus rien, même l'envoi d'un régiment ou d'une armée, ça ne servirait à rien». etc... L'ardeur belliqueuse de ces réactionnaires était à son comble.

Voyez comment ces contre-révolutionnaires ont lancé des attaques et des calomnies truffées d'insinuations perfides contre le président Mao, notre grand dirigeant, et contre les camarades du Comité Central du Parti, en utilisant un langage réactionnaire tout à fait pourri et dégradant :

*« A mes plaintes, répondent des cris de revenants ;  
et quand je pleure, les loups glapissent de joie.  
Mon sang, je le verserai sur l'autel des héros disparus  
et quand je redresserai la tête, mon épée sautera du  
fourreau.*

*La Chine n'est plus la Chine de jadis.*

*Et la Chine n'est plus ignare.*

*La société féodale de l'empereur des Tsin est à jamais  
révolue.*

*Nous croyons au marxisme-léninisme.*

*Que les plumitifs qui l'ont émasculé aillent au diable !  
Ce que nous voulons, c'est le vrai marxisme-léninisme.  
Pour lui*

*nous ne craignons pas de verser notre sang, de donner  
notre vie,  
le jour où les quatre «modernisations» se réaliseront,  
de vin, nous arroserons votre tombeau ».*

Le langage tenu par cette bande de contre-révolutionnaires qui parlent de s'opposer à l'«empereur des Tsin» et de vouloir le «vrai marxisme léninisme», est

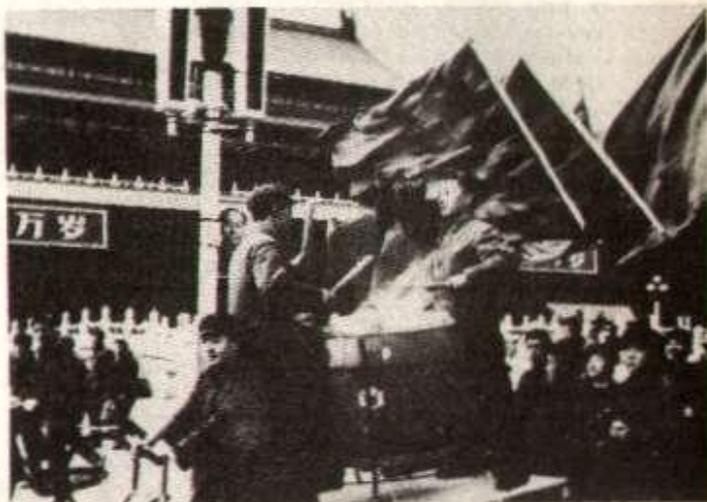
absolument le même que celui utilisé par Lin Piao dans son plan de coup d'Etat contre-révolutionnaire connu sous le nom : Projet des «Travaux 571» ; ce langage, c'est à cent pour cent celui de la sédition contre-révolutionnaire. En dirigeant leur fer de lance contre notre grand dirigeant le président Mao et le Comité Central du Parti ayant à sa tête le Président Mao, en louant la ligne révisionniste contre-révolutionnaire de Teng Siao Ping, ces contre-révolutionnaires ne font que révéler plus clairement leur but criminel qui est d'instaurer le révisionnisme en Chine et d'y restaurer le capitalisme.

Ces derniers jours, ces individus n'ont pas seulement écrit des poèmes réactionnaires, ils ont aussi placardé des tracts réactionnaires. Ils ont chanté les louanges de Teng Siao Ping dans la vaine tentative d'en faire un Nagy, de le porter à la tête d'une contre-révolution à la hongroise. Ils ont prétendu que «avec Teng Siao Ping chargé du travail du Comité Central du Parti, notre lutte a remporté une victoire décisive» et que «le peuple du pays tout entier s'en réjouit de tout cœur». Ils ont, en outre, lancé des attaques et des calomnies perfides en disant que «la soi-disant lutte menée ces temps derniers contre le déviationnisme de droite, n'est que l'activité d'une petite poignée d'arrivistes qui veulent remettre en cause les conclusions établies». Ces énergumènes se sont opposés cyniquement à la grande lutte que le président Mao a déclenchée et qu'il dirige lui-même pour repousser le vent de déviationnisme de droite visant à remettre en cause les conclusions justes. Leur arrogance contre-révolutionnaire est à son comble.

Mais le jour où les contre-révolutionnaires se déchainent, c'est précisément le jour où ils courent à leur perte. Ils sont extrêmement isolés et impopulaires. Ainsi, alors même que ces éléments indésirables créaient des incidents, se livraient à des violences et commettaient des méfaits, alors qu'ils provoquaient des troubles et se livraient au sabotage, beaucoup de révolutionnaires sortirent courageusement de la foule pour stigmatiser leurs agissements contre-révolutionnaires et lutter contre eux. Les ouvriers miliciens de la capitale, les agents de la police populaire et les combattants de la garde ainsi que les masses révolutionnaires qui se trouvaient sur les lieux luttèrent courageusement en conjuguant étroitement leurs efforts afin de défendre par des actions concrètes le président Mao, le Comité Central du Parti, la ligne révolutionnaire du Président Mao et la grande capitale de la patrie socialiste. A cinq heures de l'après-midi, lorsque cette poignée de malfaiteurs remirent le feu à l'édifice en question, les combattants de la garde risquèrent leur vie pour éteindre l'incendie. Dans cette lutte pour assurer la sécurité du Palais de l'Assemblée Populaire, plus de cent ouvriers miliciens de la capitale furent blessés dont une bonne dizaine grièvement. Six combattants de la garde furent enlevés et beaucoup d'autres blessés. Les agents de la police populaire ne se cessèrent de se battre, bravant constamment le danger. Les camarades dirigeants du commandement de la milice ouvrière de la capitale, continuèrent à lutter au deuxième étage de l'édifice incendié alors que la situation était devenue critique, le feu ayant gagné le premier étage. C'est dans de telles conditions que le standardiste, plein de sang-froid et de présence d'esprit, a tenu les départements dirigeants concernés au courant des événements.

A dix huit heures et demie, après que le discours du camarade Wou Teh eut été diffusé par

haut-parleurs, la plupart des passants qui s'étaient arrêtés sur la place pour voir ce qui s'y passait et des gens qui s'étaient laissés tromper quittèrent rapidement les lieux. Seule une petite poignée de contre-révolutionnaires continuèrent à résister obstinément ; ils avaient placardé d'autres poèmes réactionnaires autour du monument aux héros du peuple. A vingt-et-une heures et demie, sur l'ordre du Comité Révolutionnaire de la municipalité de Pékin, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers miliciens de la capitale, en coordination avec des agents de la police populaire et des combattants de la garde, eurent recours à des mesures énergiques pour appliquer la dictature du prolétariat. Formés en rang, d'héroïques miliciens de la milice populaire de la capitale, animés d'un moral magnifique pénétrèrent fièrement sur la place Tien An Men où ils ripostèrent vigoureusement. Ils encerclèrent les factieux qui cherchaient encore à commettre des méfaits et à provoquer des troubles autour du monument aux



*Quelques jours après les incidents contre-révolutionnaires, des milliers de Chinois défilent sur la place Tien An Men pour célébrer la victoire de la ligne révolutionnaire.*

héros du peuple ; ceux de ces éléments qui ont été pris en flagrant délit et les principaux suspects ont été détenus pour être interrogés. Face à la puissante dictature du prolétariat, cette poignée d'éléments indésirables qui avaient montré bec et ongles, s'effondraient maintenant au moindre coup ; tels des chiens battus, ils s'étaient accroupis en tremblant de tous leurs membres. Certains s'empressaient de déposer leur poignard, leur couteau à lame triangulaire et leur petit carnet où ils avaient copié des poèmes réactionnaires, quelques criminels qui avaient dégainé leur poignard dans une vaine et criminelle tentative de résistance furent châtiés comme il se doit. Les larges masses révolutionnaires applaudissent de tout cœur et la population de toute la ville soutient avec enthousiasme et salue unanimement cette action révolutionnaire entreprise par les ouvriers miliciens de la capitale, la police populaire et les combattants de la garde.

Pékin, 7 avril 1976 (Hsinhua)

**DISCOURS  
DU CAMARADE WU TEH  
DIFFUSÉ  
PAR HAUTS-PARLEURS  
SUR LA PLACE  
TIEN AN MEN**

*Camarades,*

*Ces derniers jours, alors que nous étudions les importantes directives de notre grand dirigeant le président Mao, ripostions au vent déviationniste de droite qui remet en cause les conclusions justes, faisons la révolution et stimulons la production, un nombre infirme de mauvais éléments ont, dans un but inavoué, profité de la fête des morts pour créer délibérément un incident politique, dirigeant le fer de lance directement contre le président Mao et le Comité Central du Parti, dans la vaine tentative de fausser l'orientation de la critique de la ligne révisionniste de Teng Siao Ping, responsable du Parti engagé dans la voie capitaliste et non repent, et de la riposte au vent déviationniste de droite qui remet en cause les conclusions justes. Nous devons discerner la nature réactionnaire de cet incident politique, percer à jour les complots et intrigues de ces mauvais éléments, redoubler notre vigilance révolutionnaire et ne pas nous laisser prendre au piège.*

*Les larges masses révolutionnaires et les cadres révolutionnaires de toute la municipalité doivent prendre la lutte de classes comme axe, agir immédiatement défendre par des actes concrets le président Mao, le Comité Central du Parti, la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao et la grande capitale de notre patrie socialiste, fustiger résolument les activités de sabotage contre-révolutionnaires, pour renforcer et consolider davantage la dictature du prolétariat et développer notre excellente situation. Unissons-nous autour du Comité Central du Parti ayant à sa tête le président Mao pour remporter des victoires encore plus grandes !*

*Aujourd'hui, sur la place Tien An Men, des mauvais éléments ont provoqué des troubles et se sont livrés à des activités de sabotage contre-révolutionnaires. Les masses révolutionnaires ne devront plus s'attarder sur la place ni se laisser duper par ces trublions.*

## Nouvel acquis de la dictature du prolétariat

Lundi 5 avril au matin, lorsque les travailleurs de France mettaient en marche leur poste de radio, ils apprenaient que des «événements graves» se déroulaient à Pékin, sur la place Tien An Men. Tout y était, ton grave, anxieux, questions perfides, insinuations sans fin : les «extrémistes» passaient à l'offensive, Chou En Laï était renié, «Mao le tout puissant» renforçait encore son régime...

Pendant quelques jours, radio, télé, journaux nous ont abreuvé, submergé de calomnies. Comme d'habitude, les thèmes principaux tournaient autour de la «manipulation du peuple chinois par une poignée d'extrémistes» et de «l'incompréhension du peuple devant ces événements»... Les révisionnistes français eux-mêmes y sont allés de leur couplet : voilà soudain qu'ils se réclamaient de Chou En Laï, (qu'ils traitaient de Dr Jekyll et Mr Hyde en guise d'oraison funèbre quelques mois auparavant), prétendant que celui-ci aurait souhaité un retour dans le giron soviétique, un assagissement des communistes chinois... et qu'il avait passé le flambeau de sa lutte à Teng Siao Ping !

Mais une nouvelle fois, ces calomnies, ces espoirs réactionnaires, se voyaient infliger une défaite par la dictature du prolétariat chinois.

### APPLIQUER LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Ce qui s'est passé ce lundi 5 avril à Pékin, le texte de l'Agence Chine Nouvelle que nous présentons ici, l'explique fort clairement et dans le détail. Nous ne nous arrêterons donc pas sur le déroulement des événements si ce n'est pour dire que la précision du récit fourni par les camarades chinois met un point final à toutes les supputations faites par les ennemis du pouvoir socialiste en Chine.

Mais ce que nous montre ce texte, c'est la force du peuple révolutionnaire de Chine, la confiance inébranlable qu'il met dans son Parti. Ce qu'il nous montre, c'est la solidité de ce Parti forgé dans la lutte de classe.

### DES LEÇONS HISTORIQUES

Le déroulement de l'incident de la place Tien An Men est riche d'enseignements pour les marxistes-léninistes du monde entier.

C'est tout d'abord la confirmation éclatante de la poursuite de la lutte de classe sous le régime de dictature du prolétariat. Une nouvelle fois, la bourgeoisie au sein du parti fomentait des attaques contre le pouvoir socialiste, une nouvelle fois, le poing de la dictature du prolétariat s'est abattu sur elle.

Ce que nous voyons encore ici, c'est comment ces ennemis du peuple brandissent le drapeau rouge contre le drapeau rouge. Ne prétendaient-ils pas être le «mouvement de masse», «la force des masses»...!

Mais ce que nous voyons surtout, c'est comment le Parti Communiste Chinois, riche d'une longue expérience de la lutte de classe, de la lutte contre le révisionnisme et les tentatives de rétablissement du capitalisme, riche des acquis de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, du mouvement de critique de Lin Piao et Confucius... a su déjouer les manœuvres de la clique révisionniste qui s'était constituée en son sein, et ceci avec l'appui et la participation la plus large du peuple chinois. Pour preuve, les centaines de milliers d'ouvriers, de paysans, d'étudiants, de soldats... qui ont défilé dès le 9 avril pour célébrer la victoire de la ligne révolutionnaire.

Depuis quelques mois déjà, le Parti Communiste Chinois et le peuple chinois s'étaient engagés dans une lutte contre le déviationnisme de droite. Les événements du 8 avril en sont un premier aboutissement. En effet, à travers cet incident, la riposte apportée par les révolutionnaires chinois en fin de journée, on peut voir comment s'est menée cette lutte.

Les communistes chinois connaissaient les tenants de la ligne droitiste, ils connaissaient leurs buts. La riposte engagée a consisté à donner à ces éléments une chance de revenir dans la voie révolutionnaire. N'est-ce pas là la signification de textes comme ceux du Nouvel An ? Mise en garde à ces éléments, mais aussi proposition de rectifier, possibilité de revenir à la voie juste.

*suite p. 41*

## «COMMENT YUKONG DÉPLAÇA LES MONTAGNES»

# L'USINE DE GENERATEURS

## LES OUVRIERS AU POUVOIR

Depuis plusieurs semaines déjà, passe à Paris une série de films intitulée «Comment Yukong déplaça les montagnes», réalisée par Joris Ivens et Marcoline Loridan. A travers ces films, ils ont essayé de montrer comment vivent les chinois. Si vous n'avez le temps de voir qu'un seul film, il en est un qu'il ne faut pas manquer : «L'usine de générateurs».

### L'USINE CENTRE DE LA VIE

Des jeunes, en habit de tous les jours, ou en short, se bousculent sur la ligne de départ, s'élancent. Par centaines. Course étrange! Plaisir de participer à la course, non d'être le premier, c'est une course autour de l'usine... La fête dans l'usine: trois ouvriers présentent un sketch racontant l'histoire d'un technicien frais émoulu de l'école, qui arrive dans l'usine; une équipe montre une danse... puis le travail reprend.

L'usine de générateurs, une usine exceptionnelle, saisie à un moment exceptionnel? Non une usine ordinaire. D'emblée, nous pénétrons dans ce monde à la fois si semblable au nôtre et si différent. Des bleus tâchés de graisse, des ouvriers qui, par gestes, dirigent les mouvements du pont gerbeur, mais pas d'affolement, pas d'inquiétude sur ces visages; pas de chefs non plus. Image fugitive : là-haut, derrière la vitre de la cabine, le pontonnier est une jeune femme...

Non, usine ne signifie pas, pour ces ouvriers, fatigue, ennui, enfer dont on n'a qu'une hâte : sortir. L'usine, c'est la vie : le centre autour duquel tout s'organise. A la pause, on lit le journal, commente les informations, joue aux «échecs», fait de la gymnastique et de l'entraînement à la défense. A midi, les parents retrouvent leurs enfants à la crèche organisée dans l'enceinte même de l'usine, les font manger, continuent à participer à leur développement. Un ouvrier, dont la femme travaille dans



une autre usine, plus éloignée de la maison, peut ainsi s'occuper de sa petite fille. Pour les plus grands, il y a une école et un lycée. C'est là que le soir, de nombreux ouvriers viennent étudier l'anglais, le dessin d'art ou la technologie... Un dispensaire est ouvert dans l'usine, où les ouvriers viennent, pendant le temps de travail... Cette profonde unité de la vie et du travail, des loisirs et de l'éducation, c'est celle des ouvriers maîtres de leurs usines.

### LES OUVRIERS MAITRES DE LEUR USINE

Joris Ivens ne nous explique pas le socialisme, la dictature du prolétariat, il nous les montre à travers les images de cette usine, à travers les répliques des ouvriers, les discussions, les réunions.

Les ouvriers dirigent ; c'est sur eux que reposent profondément, toute l'organisation de leur vie, toute la gestion de l'entreprise, et cette conscience imprègne tout le film. Quel est le rôle des techniciens dans la production? Comment peuvent-ils lier leurs connaissances et la production dans l'usine, le

travail des ouvriers? Est-il normal qu'il y ait du «gâchis», comme le reproche une ouvrière? Comment jeunes ouvriers et plus anciens peuvent-ils unifier leurs points de vue? A travers toutes les discussions, une dimension politique apparaît. «Avant la Révolution Culturelle»... «après la Révolution Culturelle», à chaque fois, c'est le point de référence, le point de rupture. La même impression qui revient : avant, c'étaient les ouvriers peu à peu dépossédés de leurs usines, étouffés dans leurs initiatives et leurs critiques, maintenant, ce sont les ouvriers qui ont reconquis le droit de décision, le droit à la parole.

Dans l'usine, comme témoignent les plus anciens, dans le pays aussi; et le nom de Liu Shao Chi résonne comme le symbole de cette tentative de retour en arrière, organisée et combattue dans tout le pays, dans tous les aspects de la vie. L'usine de générateurs, ce n'est pas seulement les ouvriers de l'usine maîtres de la production et des conditions de travail. C'est la dictature du prolétariat. La «longue marche» à la campagne, des vacances? Oui, en un sens... Sac au dos,

drapeaux au vent, 1 200 ouvriers -un tiers de l'effectif- quittent l'usine pour aller travailler avec des paysans dans un village. Plus encore : dans la participation au travail, dans l'échange des expériences, à la veillée, dans l'évocation des souffrances de l'ancienne société, c'est une alliance politique qui s'enracine au plus profond de la vie, celle de ces ouvriers et de ces paysans : un même passé d'oppression et de révolte, une même volonté de lutter pour le monde nouveau.

## LUTTER CONTRE LE RÉVISIONNISME

Lutter...ou se contenter de l'acquis. Tel est le choix posé aux ouvriers, celui dont la Révolution Culturelle a montré l'enjeu : approfondir la direction des ouvriers, en trouver les formes nouvelles, vaincre les obstacles qui freinent la progression, le socialisme...ou se satisfaire des victoires, se cantonner derrière des formules et finalement laisser les difficultés s'amasser et tirer en arrière, vers le capitalisme. C'est bien les deux voies qui s'ouvrent devant les ouvriers de l'usine de générateurs, se précisant peu à peu au fil des discussions. Ces dirigeants de l'usine, pourtant tous les deux d'origine ouvrière, dont l'un est pourtant issu de la Révolution Culturelle et qui insiste sur l'unité de la théorie et de la pratique, des ouvriers et des dirigeants, accordent-ils entièrement leurs actes et leurs paroles ? Sinon, pourquoi l'usine est-elle «mal gérée» ? Pourquoi les ateliers qui se développent le plus sont-ils freinés par le manque de place ? Autant de questions chez les ouvriers auxquelles les dirigeants répondent mal.

Sous nos yeux, une critique s'élabore : la critique de la direction. Certes, les ouvriers n'ont pas peur de dire ce qu'ils pensent et le Parti développe cet esprit de critique par des réunions d'équipes. A l'ordre du jour de l'une d'elles : le système des primes, bon ou mauvais ? Partisans du «système d'encouragement» et opposants des «stimulants matériels» affrontent vivement leurs points de vue, mais là n'est pas la pierre de touché, l'anneau à tirer pour aller de l'avant.

L'exemple relevé dans la presse, d'une usine de montres où les ouvriers ont critiqué la direction, cristallise les griefs. Dans les discussions sur l'article, se précise la cause des difficultés, l'initiative naît. Les dirigeants sont comme «un camion ensablé dans le désert dont les roues tournent à vide». Et voilà l'image du dazibao qui prend corps, la critique qui s'affine pendant qu'un groupe d'ouvriers réalise l'affiche : un camion ensablé... «On entend le bruit du moteur... mais le camion n'avance pas». Le dessin a visé juste : devant l'affiche, on échange commentaires sur le dessin et reproches à la direction... Une assemblée générale libère les critiques contre les dirigeants de

l'usine : favoritisme (jusque dans la distribution des billets de cinéma!), manque de contact avec les ouvriers («mais qu'ont donc de si extraordinaire les bureaux de l'administration pour que les dirigeants n'en sortent jamais ?»), en un mot... «Il y a comme une odeur de révisionnisme chez le secrétaire du Parti». La lutte ne fait que s'engager : «si vous ne rectifiez pas, vous en aurez d'autres de dazibao !» lance un ouvrier.

A travers «L'usine de générateurs», c'est toute la vie politique du socialisme qui apparaît. Cette fête dans l'usine, cette crèche dans l'usine, ces discussions dans l'usine, ne sont que les reflets, les formes vivantes données par les ouvriers à leur pouvoir. Une vie qu'ils

prennent en charge, totalement, depuis la gestion de l'usine jusqu'à l'approfondissement de l'alliance de classe avec les paysans, parce qu'ils en connaissent la signification politique ; la lutte pour continuer la révolution, pour extirper le révisionnisme des sillons les plus profonds de cette vie. A l'heure où en Chine, s'engage la lutte contre Teng Siao Ping, quel film pouvait mieux nous rappeler la résurgence incessante du révisionnisme, nous prouver la capacité du peuple chinois à le combattre ?

Pour voir «L'usine de générateurs», Cinéma Saint Séverin - 12 rue Saint Séverin Paris 5ème.  
Séances à 13 h, 15 h 50, 18 h 40. 21 h 30

suite de la page 39

## NOUVEL ACQUIS DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT (Suite)

Devant l'obstination des contre-révolutionnaires installés au sein même du Parti et à des postes dirigeants comme Teng Siao Ping, les communistes chinois ont développé la critique, les avertissements, mobilisé les masses pour la défense du pouvoir socialiste. Mais ils n'ont en rien empêché leurs agissements, jusqu'à ce que, acculés par la critique et le mouvement de consolidation des acquis de la Révolution Culturelle, les contre-révolutionnaires se démasquent clairement, ouvertement aux yeux des masses. C'est ce qui s'est passé le 8 avril dernier.

## LE POUVOIR AUX MAINS DES MASSES RÉVOLUTIONNAIRES

Les dirigeants chinois auraient alors pu mettre fin à ces provocations dès leur déclenchement, mais là encore, c'est aux masses, sous la direction du Parti, que la parole a été donnée.

Toute la journée, les contre-révolutionnaires ont pu développer leurs provocations. Si au début, une certaine confusion a pu se faire jour, rapidement, les masses révolutionnaires rassemblées sur la place Tien An Men, ont pu se forger une opinion et réagir. Ce sont les masses qui ont affronté les ennemis du prolétariat, dès qu'elles ont compris de qui il s'agissait.

Ce qu'a voulu ainsi démontrer le Parti Communiste Chinois, c'est qu'en Chine, ce sont les masses qui ont le pouvoir, qu'elles sont tout à fait aptes à déterminer qui sont leurs amis, qui sont leurs ennemis, à renverser toute tentative d'usurpation de ce pouvoir par la bourgeoisie. C'est ce qu'ont appris à leurs dépens, les contre-révolutionnaires engagés dans la voie capitaliste.

## UN NOUVEL APPOINT AU MARXISME-LÉNINISME

Les leçons des événements du 8 avril sont claires. C'est sous la direction de leur Parti Communiste que les masses chinoises ont fait la Révolution, sous sa direction qu'elles ont édifié le socialisme, renforcé la dictature du prolétariat, c'est sous sa direction qu'elles ont écrasé les ennemis qui se dressaient sur le chemin de l'avènement du communisme. C'est ce Parti, et lui seul, qui a su éduquer les masses révolutionnaires de la Chine afin qu'elles sachent à tout moment répondre aux attaques, renforcer le pouvoir socialiste. Nous avons vu encore ici que, seul, un Parti révolutionnaire, lié aux masses, vivant en leur sein, tirant d'elles toute sa vie, toute sa force, leur apportant la maîtrise de leur avenir par la concentration, la synthétisation des idées justes, de l'expérience des masses, peut conduire un peuple à la Révolution, sous la direction de la classe ouvrière, lui permettre de renforcer jour après jour son pouvoir, la dictature du prolétariat.

C'est là une nouvelle grande leçon donnée aux marxistes-léninistes du monde entier par le glorieux Parti Communiste Chinois, sous la direction du Président Mao Tsé-Toung.

30 MARS 1976

# JOURNÉE DE LA TERRE EN PALESTINE OCCUPÉE

*Le 30 mars 1976, pour la première fois depuis 1948, toute la Palestine occupée a connu manifestations, rassemblements dénonçant le sionisme et les plans impérialistes de division du peuple palestinien. Le 30 mars 76, le peuple palestinien a montré son unité de combat où qu'il se trouve, la Palestine a repris vie sans conteste.*

*Pour mieux connaître les conséquences, la signification de cette journée, nous avons interrogé un camarade palestinien.*

## INTERVIEW D'UN CADRE DU FATH EN FRANCE

*Q : Pourquoi la Journée de la Terre ?*

R : La mobilisation des masses à l'intérieur de la Palestine occupée pour la Journée de la Terre est une des formes de lutte qui développe notre peuple face à l'occupant sioniste. Le peuple palestinien a montré qu'il était prêt à assumer totalement cette mobilisation ; je veux dire par là que, face à la répression féroce, fasciste de l'appareil sioniste en Israël, il en assume toutes les conséquences. Le gouvernement sioniste a érigé toutes sortes de lois pour opprimer notre peuple ; il y a les lois d'exception qui permettent de chasser les gens, d'éloigner les palestiniens de leur terre sans motif. Là-bas, le gouverneur militaire a tous les pouvoirs. On chasse les travailleurs quand ils se mettent en grève, on inflige des amendes aux lycéens, aux étudiants, amendes qui s'élèvent parfois jusqu'à 5 000 livres israéliennes. Et si les amendes ne sont pas payées, les parents se retrouvent en prison. D'après ces lois, les travailleurs peuvent être licenciés du jour au lendemain sans indemnisation, par simple décret du gouverneur. Un Palestinien peut être expulsé de Palestine selon la loi d'urgence mise en place en 1945 par le colonialisme anglais.

C'est contre tout cela que notre peuple lutte, d'abord par la lutte armée pour la révolution, la libération de toute la Palestine, mais il y a aussi des luttes revendicatives, des luttes étudiantes, des manifestations de rue... C'est le chemin de la libération de notre patrie.



*19 mars 1976 : journée de mobilisation contre la violation de la mosquée El Aqsa à Jérusalem, rassemblement sur l'esplanade.*

*Q : Quelle a été l'ampleur de la mobilisation ? Quelle signification lui donner ?*

R : Il y a deux choses à expliquer. La première, c'est que depuis 1974, il y a recrudescence des luttes. Et cela concorde avec l'entrée de l'OLP à l'ONU, le 13 novembre 1974. La deuxième, c'est que cette suite de manifestations contre la répression, contre l'usurpation de la terre, contre la profanation des lieux saints c'est la lutte de notre peuple pour la liberté et l'indépendance.

Pour notre peuple, manifester au moment où Arafat prenait la parole à

la tribune de l'ONU, était un moyen de faire parvenir à cette instance et au monde entier des informations sur la situation en Palestine occupée. Quand les manifestations ont pris de l'ampleur, on a vu comment l'appareil sioniste interdisait d'en parler que ce soit dans les journaux, à la télé ou à la radio. Ceci parce qu'il y a des morts, des centaines de blessés... Les sionistes ne veulent pas que ces informations sortent de notre pays. Alors notre peuple, qu'on essaie de museler, s'est levé pour faire entendre sa voix à un moment propice au niveau international, la discussion à l'ONU. Ça lui a permis d'être plus

écouté, de se faire entendre des peuples du monde ; c'était une interpellation à l'opinion mondiale.

La lutte de notre peuple pour son indépendance, sa liberté, contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction, a connu plusieurs étapes : la lutte contre la répression, la lutte pour faire entendre sa voix au moment de l'ONU, puis il y a eu l'enchaînement avec des slogans dénonçant la profanation des lieux saints, puis contre l'expropriation des terres. Tout cela est lié. On est arrivé ainsi à la journée du 30 mars.

Notre peuple y a participé partout : dans les territoires occupés depuis 48, dans les territoires occupés depuis 67. On a vu des jeunes de 10 ans jeunes nés sous l'occupation qui, malgré les assassinats, la répression féroce, ont fait entendre leur voix. Ils ont franchi une étape importante avec cette lutte, ils sont allés jusqu'au bout.

Cette Journée de la Terre est importante parce qu'elle a permis une grande mobilisation à l'intérieur de la Palestine. Il faut dire qu'elle contenait à elle seule toute l'histoire de la Palestine, de son usurpation, et aussi tous ses espoirs. Cette journée a aussi montré le véritable visage du mouvement sioniste face au peuple palestinien, son attitude vis à vis de la Palestine.

Pour montrer l'ampleur des manifestations et la large participation du peuple palestinien, il suffit de se rappeler que la lutte se développe depuis novembre 75 sans discontinuer. Cela fait presque trois mois consécutifs, surtout depuis janvier qu'il y a des manifestations quotidiennement. Ces manifestations ne sont pas l'œuvre d'un noyau réduit, d'un groupe d'agitateurs comme cherchent à le faire croire les journaux occidentaux, ce sont les larges masses qui sont dans la rue, et cela depuis trois mois et ça continue encore aujourd'hui. Personne n'en parle parce que les organes de presse sont inféodés au sionisme et à l'impérialisme.

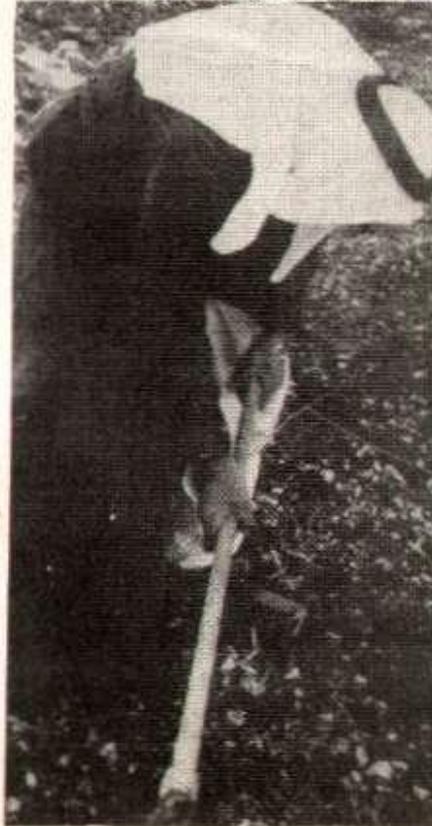
*Q : Quelle est la signification historique de la journée du 30 mars ? Quelles perspectives ouvre-t-elle pour le peuple palestinien ?*

R : Cette journée du 30 mars 76, cette Journée de la Terre restera une date historique pour le peuple palestinien et les masses arabes en général. Elle a montré l'unité du peuple palestinien là où il se trouve en Palestine occupée, mais aussi dans le pays où il vit en exil. Cette journée a une grande importance parce qu'elle est le

symbole de la continuité de la lutte, de l'unité du peuple palestinien partout où il se trouve. Cette unité historique s'est renforcée dans la lutte contre l'impérialisme, le sionisme et la réaction. Cette unité, notre peuple l'a payée par de lourds sacrifices, elle est très importante pour lui. Les sionistes, les impérialistes croyaient que les Palestiniens en exil étaient une chose, ceux des territoires occupés en 67 une autre, et ceux des territoires de 48 une autre encore. Le 30 mars a été un cinglant démenti.

Et puis avec la Journée de la Terre, toute l'idéologie impérialiste, réactionnaire, sioniste a été démasquée. Elle qui espérait qu'avec le temps notre peuple oublierait ses droits, cesserait de lutter contre ses ennemis ! Elle qui croyait faire oublier par un moyen ou un autre les droits de notre peuple, la lutte pour récupérer ces droits ! C'est une date importante qui s'inscrit dans l'histoire de la lutte des peuples du monde pour l'indépendance et la liberté, pour une société démocratique sans aucune forme de main-mise impérialiste. Le 30 mars a montré que notre peuple renforce son unité, sa lutte, jour après jour.

Enfin l'acquis de cette journée, c'est l'unité autour de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien. L'OLP représente vraiment l'ensemble du peuple palestinien et non comme certains voudraient le faire croire, le peuple palestinien à l'extérieur. Les impérialistes essaient de faire croire que



Hussein représente notre peuple. Mais celui-ci a montré dans la lutte qu'il ne reconnaissait comme son représentant que l'OLP. Il l'a montré en coordonnant sa lutte sur tous les fronts intérieur comme extérieur, aboutissant à une unité d'action qui a porté des coups décisifs à l'impérialisme et au sionisme. C'est pour toutes ces raisons que la Journée de la Terre prend une importance historique dans l'histoire de la Palestine, dans l'histoire de notre peuple chassé de sa terre depuis 48.

*Q : Quelles leçons tirer de cette journée ?*

R : On peut maintenant tirer quelques leçons de la lutte du peuple palestinien.

- Notre peuple a apporté sa contribution à la lutte contre l'impérialisme et le sionisme, il a aidé à démasquer leurs complots et leurs manœuvres aux yeux des peuples du monde. Et surtout, notre peuple, qui est partie des peuples du Tiers Monde, a montré qu'on ne peut ébranler la détermination d'un peuple à lutter ni lui faire oublier ses droits que ce soit par la force ou avec une machine de guerre soutenue par l'impérialisme comme c'est le cas pour Israël.

Pour nous c'est important, ça nous donne le courage de poursuivre la lutte, d'oser lutter, ça le donnera à d'autres peuples, nous renforcerons ainsi la lutte contre l'impérialisme et la réaction.

Pour les sionistes et la réaction, il y a aussi des conclusions à tirer. Pour la réaction qui tente d'exécuter les plans de l'impérialisme, l'unité autour de l'OLP est un coup dur. Elle tentait toujours de dire qu'il y a d'autres représentants des Palestiniens que l'OLP, il y a Hussein de Jordanie pour la Cisjordanie, d'autres encore qui représenteraient une autre partie des Palestiniens... Le 30 mars est un bon point contre ces tentatives de la réaction, un point acquis par le peuple palestinien uni, d'où qu'il soit.

Bien sûr cela a eu une répercussion internationale. Le renforcement de la représentativité de l'OLP voué à l'échec les alternatives réactionnaires proposées au peuple palestinien.

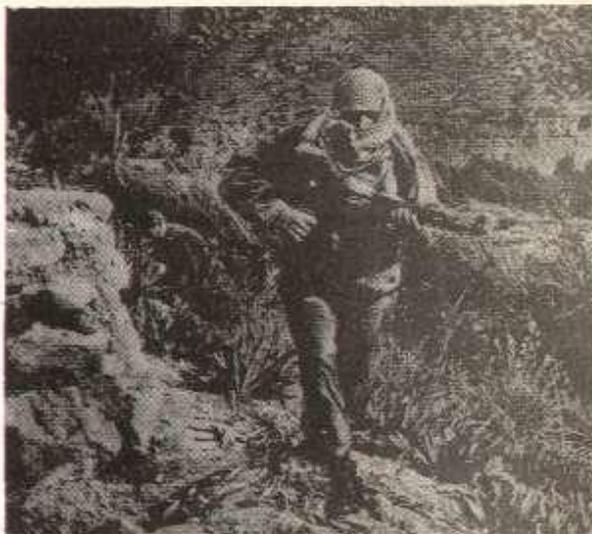
Il a fallu une longue lutte pour faire échouer cette manœuvre qui consiste à prendre les masses pour des moutons et à prétendre, comme le font réactionnaires et déviationnistes, que la Palestine se limite à la Cisjordanie, que Hussein, ses collabos ou tel ou tel pays représentent le peuple palestinien.

Cette journée a montré à l'évidence que toute la Palestine est une, que le peuple palestinien veut libérer toute sa patrie et édifier une nouvelle Palestine selon les modalités que propose l'OLP dans sa charte et son programme : une Palestine libre, laïque et démocratique qui détruise toutes les séquelles du sionisme, de l'impérialisme et de la réaction dans la région.

Maintenant, les complots impérialistes disant qu'on va nous accorder une petite partie de notre territoire et l'appeler Palestine, qu'il ne faut plus lutter, ont peu de chance de réussir. Quand on a vu, comme cela a été montré à la télévision, de jeunes Palestiniens en Galilée, saisir le drapeau palestinien et descendre dans la rue pour affronter les soldats sionistes, c'est une bonne leçon pour ceux qui nient la volonté du peuple de lutter jusqu'au bout.

Q: *Quelle a été la participation de la population juive ?*

R: Il faut signaler que, dans plusieurs manifestations, il y a eu une légère participation de la population juive. Naturellement, quand des juifs, soumis à la domination sioniste, descendent dans la rue à nos côtés, c'est très important pour nous. Cela confirme notre idée selon laquelle on ne distingue pas les gens selon leur religion ou leur ethnologie..., que le chemin de l'unité se forge dans la lutte. La terre appartient à ceux qui luttent pour sa libération. Cette participation de juifs, le fait que le reste de la population juive voit comment notre peuple affronte l'appareil militaire sioniste, vont leur donner le courage de lutter, et peut-être tout d'abord de poser des questions sur le mouvement sioniste, ses pratiques, son idéologie. Face à la répression féroce qu'exercent les sionistes, notre peuple lutte de plus en plus ; avec cette lutte et sous la poussée des masses, nous



allons aider à l'émancipation des masses juives. Nous espérons qu'il y aura de plus en plus de juifs dans la lutte. cela aidera à la réalisation de la Palestine de demain : la Palestine démocratique, sans sionisme, sans discrimination, sans exploitation.

suite de la page 13.

## REUNION NATIONALE DES CELLULES D'ENTREPRISES

*progresser, et s'il y a grève aujourd'hui, c'est parce qu'il y a la cellule qui permet aux travailleurs de libérer leur initiative malgré le PCF.*

D'autres interventions ont aussi montré la nécessité de faire connaître largement la ligne du Parti. Trop souvent, elle est mal connue, on ne l'explique qu'aux proches sympathisants et c'est ainsi qu'après des actions où le Parti a été l'avant-garde, des questions se posent : « *mais au fait votre ligne, qu'est-ce que c'est ?* »

### UNE RÉUNION TRÈS POSITIVE

Même si l'enquête politique avait encore été insuffisamment prise en main dans de nombreuses unités du Parti, même si par manque de temps toute la partie prévue sur l'édification des cellules n'a pu être menée complètement à bien, cette réunion a eu un caractère très positif, par le nombre d'entreprises représentées (près d'une centaine), ce qui a permis une vue beaucoup plus riche et plus scientifique de la situation politique en France aujourd'hui tant dans les couches charnières que dans la classe ouvrière.

Par le large échange d'expériences dans les commissions permettant de mieux cerner aujourd'hui la tactique de la bourgeoisie, celle des révisionnistes, l'état d'esprit des travailleurs, les expériences menées par le Parti et les questions sur lesquelles il nous faut avancer...

Les points politiques sur lesquels il va falloir réfléchir, c'est en particulier la question du contenu politique de cette unité populaire qui est en train de se constituer.

Une autre exigence qui se pose au Parti à la suite de cette réunion, c'est la question d'avoir une position offensive dans la lutte contre la répression...

Au moment où se développe un renouveau des luttes que les partis de gauche veulent canaliser, c'est toute notre capacité à aider les masses, à développer leur autonomie dans les luttes par rapport à ces partis pour aboutir à la victoire. Le développement du rôle dirigeant du Parti dans les luttes est lié à cette capacité du Parti.

Enfin, la présence des sympathisants encore pas assez nombreux,

leurs témoignages et ce que rapportaient les camarades des cellules montre les premières rectifications dans l'application de la ligne de masse, l'association sur une base consciente des travailleurs à l'élaboration de la ligne, enthousiasmait les travailleurs et renforçait leur conviction que le Parti était différent du parti révisionniste, que nous construisions dans la vie ce Parti de Type Nouveau dont nous popularisons le projet.

Cette 2<sup>e</sup> réunion a été un point fort, riche d'enseignements pour le Parti. Aujourd'hui, il s'agit de poursuivre par le fonctionnement régulier du centralisme démocratique la concentration des idées justes des travailleurs, la centralisation des expériences positives dans l'édification large des cellules d'entreprises.



# UNE POIGNE DE FER SUR L'ARGENTINE

Dans les semaines et les mois qui ont précédé le coup d'Etat du 23 mars, l'Argentine a connu une crise politique et économique dont la description fait penser à un tableau d'Apocalypse. C'est pourquoi le retour au pouvoir des militaires, après une éclipse de 3 ans, n'a surpris personne, d'autant moins d'ailleurs qu'on parlait déjà de «coup d'Etat par mensualité» : le vide politique créé par la mort du général Peron le 1<sup>er</sup> juillet 74, n'a jamais pu être comblé par les pantomimes de la présidente, Isabelita, et l'intervention de l'armée est allée croissant dans l'appareil d'Etat, en particulier dans le domaine de la répression. Pourquoi dans ces conditions avoir attendu 3 ans ? L'armée s'était largement discréditée dans la période antérieure et n'avait pas réussi à freiner les luttes de la classe ouvrière, dont le Cordobazo (ouvriers, étudiants et petite bourgeoisie se rendent maîtres de la ville de Cordoba par des journées insurrectionnelles) en 1969, n'est qu'un exemple. Impuissante à freiner les luttes, l'armée a fait appel à Peron : il s'agissait de renouer le pacte social rompu par les militaires, de se servir des aspects populistes du péronisme, de sa démagogie, du prestige du vieux leader pour faire taire la combativité ouvrière et neutraliser la petite bourgeoisie radicalisée. Les transformations économiques et politiques opérées depuis 1955 vouaient d'avance ce projet à l'échec.

## ENTRE 1955 ET 1973, LA DÉPENDANCE S'ACCROIT

Entre 1955, fin du deuxième gouvernement Peron et 73, la situation des classes s'est modifiée ; la dépendance s'est renforcée à l'égard de l'impérialisme américain : la grande bourgeoisie industrielle monopoliste, liée au capital étranger est devenue hégémonique au sein des classes dominantes au détriment de l'oligarchie terrienne ; le nombre des petites et moyennes entreprises nationales a diminué en même temps que s'accroissait leur dépendance technologique et financière à l'égard du secteur monopoliste.

Il est significatif, par exemple que l'UIA (Union Industrielle regroupant les grandes entreprises monopolistes) et la CGE (petites et moyennes entreprises) se soient fondues en un seul organisme.

Compte tenu de ces transformations, les tentatives pour mener une lutte politique «nationale» et recommencer les alliances de classe qui avaient prévalu avant 55 ont peu de chance de réussir. A vrai dire, elles sont absentes des projets politiques et économiques de la bourgeoisie argentine dans son ensemble en 73. Avec le retour de Peron, il s'agit seulement de trouver une solution politique qui permette la remise en ordre du pays et le renforcement du rôle de l'Etat, de façon à pouvoir renégocier les termes de la dépendance à l'égard des Etats-Unis de manière plus favorable.

Cette remise en ordre passe en premier lieu par «la fin de l'agitation ouvrière», la stabilisation du niveau de vie, le relèvement des salaires : Peron ne déclarait-il pas en 1944 : «Il faut savoir donner 30% à temps pour ne pas tout perdre ensuite» ? Mais dès 74, les contre-coups de la crise mondiale et la structure propre à l'économie argentine ruinent ce projet, car il devient impossible de juguler l'inflation et le déficit de la balance des paiements. Les conditions de vie des masses deviennent de plus en plus difficiles et les luttes de la classe ouvrière, qui n'ont en fait jamais cessé, prennent un nouvel essor, sur des bases de classe nouvelles.

## UNE ÉCONOMIE PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLE

Précisément, les conditions dans lesquelles s'est développée l'économie argentine la rendait plus vulnérable qu'une autre. Comme dans tout pays dépendant, sa croissance économique est gênée par les limites de l'accumulation du capital.

Les principales ressources en devises provenaient du secteur agricole, principal exportateur. Or, la production agricole augmente peu parce l'oligarchie des «terratenientes» (grands propriétaires fonciers), préférant les revenus de la rente agraire, s'oppose à la transformation capitaliste de l'agriculture et préfère investir dans d'autres secteurs ou à l'étranger. Ainsi, cette faible rentrée de devises limite les importations et il n'est pas possible de développer le secteur de l'industrie lourde.

## LA PÉNÉTRATION DU CAPITAL ÉTRANGER

D'autre part, la pénétration du capital étranger dans le secteur des biens intermédiaires et des biens de consommation durable (pétrochimie, métallurgie, automobiles et tracteurs) aboutit à une détérioration de la situation économique : dans tous les pays d'Amérique Latine, sur 10 dollars investis par les Américains, 1 seul vient effectivement de l'extérieur, le reste est collecté sur place. Ceci sans parler des rapatriements des bénéficiaires et de la vente des brevets technologiques (Know-how). Les termes de l'échange sont ainsi constamment aggravés. Telle est la toile d'araignée dans laquelle se débat l'économie argentine. En 74, la hausse du pétrole et l'arrêt des importations de viande du Marché Commun aggravent le déficit de la balance des paiements ; la politique de diversification des partenaires commerciaux n'a pas donné les résultats escomptés, en particulier avec les pays d'Amérique Latine.



### L'OMBRE DU GÉANT BRÉSILIEN

D'autre part, le rythme des investissements étrangers en Argentine n'est pas suffisant pour constituer un moteur pour l'économie ; les investisseurs étrangers préfèrent aller au Brésil, plus sûr politiquement. L'ombre du géant brésilien assombrit de plus en plus les possibilités de développement de l'économie argentine, dépendante du Brésil pour les matières premières et l'énergie. Deux exemples : La construction du barrage d'Itaipu sur le Parana, fleuve frontière entre Brésil et Paraguay rend impossible la construction de centrales hydro-électriques sur ce fleuve par les Argentins. Enfin, le projet d'exploitation commune avec les Boliviens du minerai de fer d'El Mutun a été stoppé et l'Argentine par un contrat de vingt cinq ans avec le Brésil dépendrait de lui pour son industrie sidérurgique. Ces deux exemples illustrent la volonté des Etats-Unis d'instaurer une division du travail à l'échelle du sous-continent américain, en privilégiant le Brésil, gendarme des peuples de la région, et en faisant de l'Argentine un pays complémentaire de celui-ci. Mais la bourgeoisie argentine résiste à ce projet.

### L'ARGENTINE AU BORD DE LA BANQUEROUTE

L'Argentine, désormais, connaît une inflation « à la chilienne » de 335 % (chiffre avoué) et pour le seul mois de février, la hausse du coût de la vie est de près de 20 %. En un an, le peso a perdu 560 % de sa valeur et a été une nouvelle fois dévalué de 40 %. La production intérieure brute est inférieure de 10 % à celle de l'année précédente. Le déficit de la balance des paiements est de 1 095 millions de dollars tandis que les réserves de la Banque Centrale sont tombées à 280 millions de dollars. Enfin, la semaine précédant le coup d'état, l'Argentine est pratiquement en état de cessation de paiement et va mendier un nouveau prêt à Washington auprès du FMI.

### LES PLANS DU FMI : LE PLAN MONDELLI

Le Fonds Monétaire International accepte en imposant des mesures draconiennes de remise en ordre qui, quelques jours plus tard, sont proposées par le 6ème ministre de l'économie depuis mai 73, Mondelli. La manœuvre est tellement grossière que plusieurs personnalités la dénoncent comme une application des recettes du FMI. Aussitôt, le plan Mondelli, fait l'unanimité des secteurs populaires contre lui. Une série de grèves éclatent contre la hausse dérisoire des salaires proposée (12%), en fait un blocage des salaires. Sous cette pression, la hausse est amenée à 20%. Le plan Mondelli prévoit des hausses des tarifs des services publics de 60 à 150% et le blocage des prix, ce qui amène entre autres le stockage des produits alimentaires par les commerçants affameurs et le marché noir. La pénurie s'installe à Buenos Aires et après 9 h du matin, il est impossible de trouver de la viande, base de

noir. La pénurie s'installe à Buenos Aires et après 9 heures du matin, il est impossible de trouver de la viande, base de l'alimentation argentine ; d'autres produits, comme le pain, le lait manquent. Enfin, comme il s'agit à tout prix de faire des économies sur les dépenses des services publics, le licenciement de 80 000 fonctionnaires est annoncé.

C'est dans ce climat que la classe ouvrière argentine prépare une riposte d'ensemble : une grève générale se prépare, des centaines d'usines sont en lutte. Cela, la bourgeoisie argentine n'en veut à aucun prix. En ayant laissé la situation pourrir jusqu'à un point extrême, l'armée espère que son retour au pouvoir passera pour un acte de salut public. Elle espère, par une dictature renforcée, mener à bien ce qu'elle appelle « la réorganisation nationale », c'est à dire en finir une fois pour toutes avec « la guérilla industrielle » (les luttes ouvrières) et les foyers de groupes guévaristes des montoneros et de l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple).

### LE CHAOS POLITIQUE

Sur le plan politique, la crise et le chaos ne sont pas moindres.

### L'ÉCHEC DU PÉRONISME

Le péronisme, pour des raisons économiques que nous avons examinées, n'a pas réussi à passer un nouveau « contrat social » avec la classe ouvrière et le peuple. Les aspects populistes qui lui avaient valu sa popularité (création des congés payés, d'assurances maladies, droit de se syndiquer...) se sont estompés pour ne laisser apparaître qu'une constante : la répression à l'égard des masses. En réalité, cet aspect du péronisme, qui est en définitive l'essentiel, était présent dès le début : en 1944, Péron déclarait : « On a dit, Messieurs, que j'étais un ennemi des capitalistes ; mais si vous examinez ce que je viens de dire, vous ne leur trouverez pas de défenseur plus décidé que moi ». L'esprit de collaboration de classe, l'intégration de la classe ouvrière à l'appareil d'Etat, à travers la bureaucratie syndicale (CGT) n'ont en définitive d'autre objectif que de servir la bourgeoisie sous une forme plus efficace, moins coûteuse que la répression. Les deux sont complémentaires, quand l'une se révèle impuissante, l'autre qui à toujours coexisté, prend le relais et occupe tout le terrain. C'est ce qui s'est passé en Argentine.

### LA « CHASSE AUX SORCIÈRES »

C'était par milliers qu'il fallait chiffrer les arrestations et les tortures avant même le coup d'état. Les assassinats politiques, les enlèvements, les menaces étaient devenus le lot quotidien ; 200, 300 par semaine. Comme toujours, la presse bourgeoise en France et en Argentine, cherchait à la faire passer pour « un affrontement des extrêmes ». Plusieurs faits montrent la collusion étroite entre la police, l'armée et les groupes parallèles, en particulier, la sinistre Triple A (Alliance Anticomuniste Argentine). En mars 75, les deux frères Aranda qui assistaient à une noce ont été enlevés conjointement par des effectifs de l'armée et des civils armés et ont été conduits au camp de concentration de Famailla, dans la province de Tucuman, torturés puis tués. Quelques jours après, la presse locale a donné leurs noms « comme étant ceux de guerilleros tués dans une zone non précisée de la province de Tucuman, au cours d'un terrible accrochage avec les forces de l'ordre... » Depuis des mois, une « chasse aux sorcières » s'était organisée à grande échelle, non seulement contre des militants révolutionnaires, des syndicalistes combattifs, contre la classe ouvrière en lutte, mais plus largement contre ceux qui dénonçaient ces actes, avocats, journalistes, intellectuels libéraux. C'est pourquoi il s'agit d'un « coup d'Etat en quelque sorte » et non d'une véritable rupture, mais bien plutôt de l'institutionnalisation et de la généralisation d'une répression de fait à caractère fasciste.

## LA CORRUPTION

Un autre aspect de la crise politique en Argentine est la corruption et l'affairisme, qui gangrènent tous les secteurs de l'appareil d'Etat, en particulier la bureaucratie syndicale. Un exemple de taille : l'ex-ministre du bien-être social, éminente grise de la présidente Isabelita, qui a été chassé par les luttes de juillet dernier, est actuellement recherché par Interpol pour escroquerie ! Ce n'est pas un hasard si les militaires qui ont pris le pouvoir font de la lutte contre la corruption un de leurs chevaux de bataille, destiné à camoufler leur politique de type fasciste.

Dans la dernière période, au sein même des forces justicialistes qui avaient soutenu Péron, puis sa femme, règnent la confusion et la division ; celle-ci n'est plus soutenue que par quelques inconditionnels, on l'accuse ouvertement d'incapacité et de mauvaise gestion.

Enfin, la CGE « lâche » le gouvernement et l'APEGE (grande bourgeoisie industrielle et agraire) lance une grève patronale pour le 16 février. La décomposition du pouvoir politique atteint un niveau indescriptible.

### UNE COMBATIVITÉ OUVRIÈRE EXCEPTIONNELLE

Cependant, l'élément déterminant de cette crise politique, c'est la montée des luttes ouvrières et leur rupture croissante avec la bureaucratie syndicale liée à l'appareil d'Etat. Alors que cette bureaucratie, totalement intégrée au système politique s'efforce de canaliser, endiguer les luttes, de nouvelles formes d'action et d'organisation apparaissent.

### LE RÔLE DES «COORDINADORAS»

Devant la dégradation constante du pouvoir d'achat due à l'inflation, les ouvriers pratiquent le «coulage» de la production et l'absentéisme massif. Parallèlement à cela, des grèves importantes éclatent dans les grands centres urbains, non seulement Córdoba, mais Buenos Aires et sa grande ceinture. Elles sont dirigées par les « Coordinadoras de gremios en lucha », des coordinatrices ouvrières qui se sont créées en dehors, et contre la bureaucratie syndicale de la CGT et regroupent les ouvriers d'une ville, d'une zone ou d'une branche industrielle donnée. Elles impulsent les luttes sur des bases de classe (conséquentes) indépendantes, prenant en compte la démocratie syndicale et la mettant en pratique. Ces coordinations, nées des luttes de juillet 75, interviennent non seulement sur le plan revendicatif (défense de salaire, paiement des jours de grève, refus de «l'impôt» d'un jour de travail par mois «perçu au bénéfice d'intérêt étranger au peuple»), mais aussi politique : elles exigent la fin de la répression, la libération des prisonniers politiques, une enquête sur les 3 A et se prononcent concrètement contre le gouvernement d'Isabelita Peron.

### LES PROJETS DES MILITAIRES : ÉCRASER LA GUERRILLA INDUSTRIELLE

A travers la dénonciation faite aujourd'hui par les militaires de la subversion et de la guérilla industrielle, ce sont ces organisations de lutte de classe qui sont les plus touchées par la répression, car ce sont aussi elles qui sont les plus riches de promesses à l'étape actuelle, compte tenu de la très grande faiblesse des positions marxistes-léninistes. Le récent conseil de guerre à Comodoro-Rivadavia était dirigé contre sept syndicalistes révolutionnaires, d'autres sont en préparation. Les bureaucrates corrompus de la CGT peroniste ne sont touchés que très secondairement. La troïka de militaires dirigée par le général Vidola s'en servira à moyen terme dans la mesure où certains d'entre eux ne sont pas trop ouvertement discrédités ou corrompus.

## QUELQUES DATES

- 1943 : Penn est nommé secrétaire d'Etat au Travail et à la Prévision
- 17 octobre 45 : Les masses argentines libèrent Penn, emprisonné sous la pression des Etats-Unis
- 1946-1955 : Penn au pouvoir
- 1955-1973 : Les Militaires se succèdent au pouvoir. La dépendance économique vis à vis de l'impérialisme s'accroît. Ils commencent à négocier avec Penn.
- 11 mars 73 : Campora, candidat de Peron est élu président
- 23 septem. 73 : Peron est élu président
- 1<sup>er</sup> juillet 74 : Mort de Peron. Sa femme Isabelita le remplace
- 24 mars 76 : Isabelita est chassée. Les militaires reprennent le pouvoir.

### RENÉGOCIER LES CONDITIONS DE LA DÉPENDANCE

Le projet politique des militaires argentins, soutenu par l'oligarchie terrienne qui revient en force sur la scène politique, est relativement clair : abattre une main de fer sur le pays pour restaurer le pouvoir d'Etat, interdire les partis politiques, faire taire la guérilla industrielle, rétablir la productivité dans les usines en les militarisant, en interdisant les formes d'organisation de la classe ouvrière et le droit de grève, écraser les foyers de guérilla de Tucuman et d'ailleurs, expulser les réfugiés latino-américains vers leurs pays d'origine. L'autre volet de cette politique consiste à ouvrir plus largement que jamais le pays aux investisseurs étrangers en insistant sur la «sécurité politique» qu'offre désormais le pays. L'objectif de cette politique est en dernière instance de pouvoir marchander sur des bases un plus confortables pour la bourgeoisie argentine les termes de sa dépendance à l'égard des Etats Unis. Plus précisément, la bourgeoisie argentine acceptera-t-elle de se conformer aux visées de l'impérialisme US qui veut faire du pays un complément naturel de l'économie brésilienne, dans le cadre de l'intégration des pays latino-américains ou bien essaiera-t-elle de sauvegarder certaines positions économiques sans que cela change d'ailleurs sa situation de dépendance ?

Quel que soit son projet, il est peu probable qu'il réussisse car les causes de ses difficultés restent les mêmes. D'expérience, les coups d'Etat en Amérique Latine ne sont que des fuites en avant qui accélèrent la ruine du pays, comme ce fut le cas au Chili. D'autre part, la combativité ouvrière exceptionnelle, le poids du prolétariat argentin dans la société, même si aujourd'hui les signes de résistance sont peu visibles, balayeront tôt ou tard la junte militaire, pour peu que des perspectives politiques claires soient présentées. C'est là-dessus qu'il faut compter, et non sur les promesses d'un retour à la démocratie dans les trois ans, comme le firent, il y a douze ans déjà, les fascistes brésiliens.



# POUR UN 1<sup>er</sup> MAI REVOLUTIONNAIRE

La classe ouvrière s'est battue pour faire du 1<sup>er</sup> mai, le jour où dans le monde entier, elle affirme sa solidarité, l'unité de son combat, le jour où elle passe en revue ses forces, où elle marque ses acquis et ses victoires sur la voie de la révolution prolétarienne et dans la construction du socialisme, sa confiance dans l'avenir, dans le communisme.

Cette année, dans notre pays, la bourgeoisie s'est efforcée de continuer à faire peser sur la classe ouvrière le poids de la crise : chômage massif, frappant les jeunes en premier lieu, organisation du chômage partiel, intransigeance pour imposer la baisse du salaire réel, l'accélération des cadences. Mais le chantage, les luttes encore dispersées ont montré qu'il était de plus en plus rejeté. Face à la politique de crise, ce qui grandit, c'est la conscience qu'il faut préparer un mouvement d'ensemble, seul capable de faire plier la bourgeoisie, de faire aboutir nos revendications.

A Orléans, à la SNCF, et aujourd'hui à Peugeot Mandeuré, à Bourgogne Electronique, et dans de nombreuses autres usines, les travailleurs montrent la voie de la lutte résolue.

Ce 1<sup>er</sup> Mai, unissons-nous pour exiger nos revendications :

- NON AU CHÔMAGE, PAS UN SEUL LICENCIEMENT !
  - PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHÔMÉES !
  - INDEMNITES DE CHÔMAGE POUR TOUTES JEUNESSE EMPLOI !
  - 300 F TOUT DE SUITE, 2000 F MINIMUM !
  - BAISSÉ DES CADENCES !
  - A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE !
  - CONTRE LE CHÔMAGE, CONTRE LA VIE CHÈRE
- OFFENSIVE OUVRIÈRE !  
UNITE POPULAIRE !

Le gouvernement Giscard avait commencé par des promesses de réformes : la société libérale avancée, la qualité de la vie et la priorité au travail manuel. Qui

peut encore y croire ? A présent, il manifeste toute sa faiblesse et se montre à visage découvert : pour prévenir l'offensive ouvrière, il répond systématiquement par la répression. Licenciements, mises à pied, CRS et commandos de cadres contre les grévistes, opérations Chirac contre les syndicats sous prétexte de complot contre l'armée, deux manifestants paysans tués, le midi viticole quadrillé en permanence.

Giscard rêve d'instaurer, en France, un régime à mi-chemin du franquisme de son ami Juan Carlos, et de la social-démocratie, à relents nazis, de son modèle Helmut Schmidt.

Faisons de ce 1<sup>er</sup> Mai, une vaste mobilisation contre la répression.

- HALTE AUX ATTEINTES CONTRE LES LIBERTES DEMOCRATIQUES
- DEFENDONS NOS DROITS, DEVELOPPONS NOS LUTTES
- OUVRIERS, PAYSANS, SOLIDARITE, TOUS UNIS CONTRE LA REPRESSION !

Mais quand les travailleurs s'apprêtent à la lutte ou s'y engagent, ils se heurtent aux idées de capitulation et de division, et au poids des organisations sous la tutelle du PCF - qui les entretiennent - Casser la combativité ouvrière pour mieux la canaliser à son profit, parvenir à contrôler un mouvement qui lui permettrait de prendre l'avantage sur le PS et de se pousser vers le pouvoir, tel est l'objectif du PCF et de ses tenants dans la CGT. Pour rallier davantage de bourgeois et de petits bourgeois à son projet de capitalisme réformé, Marchais, cette année, a ouvertement rejeté le mot même de dictature du prolétariat, où se concentrent les aspirations de la classe ouvrière.

Ce premier mai, unissons-nous, toutes les forces vives qui combattent pour expulser le révisionnisme de la classe ouvrière.

- PROGRAMME COMMUN = PROGRAMME BOURGEOIS
- GISCARD, MITTERAND, MARCHAIS, C'EST LE CAPITALISME
- MARCHAIS, LA COMMUNE N'EST PAS MORTE
- VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

## LE BUREAU POLITIQUE DU

### PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (Marxiste-Léniniste)

Aujourd'hui, le vieux monde capitaliste est en plein bouleversement : Notre combat, plus que jamais, trouve un puissant encouragement dans la lutte des peuples qui montent à l'assaut de l'impérialisme et du social-impérialisme, dans l'enthousiasme des peuples chinois et albanais qui édifient victorieusement le socialisme.

- A BAS L'IMPERIALISME ET LE SOCIAL-IMPERIALISME
- VIETNAM, CAMBODGE, LAOS, VICTOIRE !
- PALESTINE VAINCRA !
- VIVE LA CHINE ET L'ALBANIE SOCIALISTES !

Aujourd'hui, la flamme de la révolution et du socialisme surgit chaque jour dans les luttes, dans les aspirations à renverser la vieille société pourrissante. La classe ouvrière se dresse comme la seule force capable de construire la nouvelle société. C'est autour d'elle que commencent à se rassembler la jeunesse qui se révolte, les petits paysans ruinés par le capitalisme, et les masses populaires frappées par la crise. Levons haut le drapeau de la Commune de Paris : la France socialiste, c'est l'affaire de notre génération. Rassemblons les énergies révolutionnaires, construisons le Parti Communiste de Type Nouveau qui nous mènera à la victoire.

- UNE SEULE SOLUTION : LA REVOLUTION PROLETARIENNE
- VIVE LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS
- VIVE LA FRANCE SOCIALISTE !

A Paris, à Lille, à Lyon et dans tout le pays, notre Parti appelle à manifester sur ces mots d'ordre.

Faisons du 1<sup>er</sup> Mai 1976, un premier mai communiste, un premier mai de préparation aux grands affrontements de classe qui s'annoncent.

A PARIS  
DE 17 H À 24 H  
fête de «Rebelles», mensuel de l'UCJR à la Cartoucherie de Vincennes.  
Imprimerie IPCC Paris

À LYON  
MANIFESTATION 10 h 30  
Place Gabriel Péri  
Grande fête populaire de 17 à 24 H  
Centre Pierre Valdo

A ROUBAIX  
Grande fête populaire de 14 à 24 H  
178, rue Jules Guesdes  
48, rue Nabuchodonosor